

DÉPARTEMENT D'HISTOIRE
Faculté des lettres et sciences humaines
Université de Sherbrooke

LE CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME : UN INTERMÉDIAIRE ENTRE LE
MOUVEMENT FÉMINISTE QUÉBÉCOIS ET L'APPAREIL GOUVERNEMENTAL
(1973-1995)

par
Vicky Constantineau
Mémoire présenté pour obtenir
La Maîtrise ès art (Histoire)

Université de Sherbrooke
Décembre 2020

RÉSUMÉ

Au Québec, le renouveau féministe s'amorce au tournant des années 1970 alors qu'un féminisme radical se développe et s'inscrit dans la mouvance de la gauche nationaliste et socialiste. Ce mouvement est marqué, entre autres, par la création du Front de libération des femmes du Québec en 1969. Parallèlement à cela, l'État canadien met sur pied, en 1967, la Commission royale d'enquête sur la situation de la femme au Canada (Commission Bird) qui a pour mandat de faire enquête sur le statut des femmes. Le rapport de la commission suggère notamment la création d'un organisme consacré aux femmes et à leur situation dans toutes les provinces canadiennes. En juillet 1973, le Conseil du statut de la femme du Québec (CSF) est donc créé.

Ce mémoire de maîtrise porte sur le Conseil du statut de la femme entre 1973 et 1995. À l'aide du fonds d'archives de l'organisme, des journaux (*La Presse* et *Le Devoir*), de même que des témoignages d'anciennes membres du Conseil, cette étude propose d'observer la manière dont ce dernier est intervenu concernant des dossiers centraux du mouvement des femmes, soit l'avortement, la violence envers les femmes et la conciliation famille-travail (congés de maternité et garderies). Cette étude témoigne également des relations entre l'organisme gouvernemental et les groupes présents sur la scène québécoise pendant la période observée. Elle rend compte des divergences et des dialogues qui ont existé entre ces derniers. Finalement, ce mémoire démontre le rôle joué par le CSF pour informer et appuyer les femmes, à l'aide des différentes instances et outils qu'il met sur pied.

Nos recherches nous permettent de constater qu'une des principales forces de l'organisme gouvernemental réside dans le fait qu'il avait les moyens et les ressources nécessaires pour poser de nombreux gestes en vue de l'amélioration de la condition des femmes. Il a, entre autres, joué un rôle de soutien et d'appui auprès de plusieurs groupes de femmes. De plus, tout au long de la période à l'étude, le CSF a démontré une réelle volonté d'être en phase avec les questions de l'heure en matière de condition féminine, formulant ses positions et ses recommandations à l'intention de l'État de sorte qu'elles reflètent le plus possible les besoins et les intérêts des femmes. Il a su traduire les demandes émanant du mouvement des femmes dans un langage politique modéré et recevable par les élus, leur donnant alors une visibilité dans les réseaux officiels de pouvoir, en plus de leur conférer une plus grande crédibilité politique. Ces éléments nous permettent d'avancer que le CSF a agi comme intermédiaire efficace entre le mouvement féministe québécois et l'appareil gouvernemental.

MOTS CLÉS : Conseil du statut de la femme, féminisme institutionnel, féminisme d'État, Commission royale d'enquête sur la situation de la femme au Canada (Commission Bird), avortement, violence envers les femmes, conciliation famille-travail, congé de maternité, garderies.

REMERCIEMENTS

Tout d'abord, je souhaite remercier ma directrice de recherche, Louise Bienvenue, pour son support dans ce cheminement académique. Tes rétroactions toujours rapides et constructives m'ont permis de pousser mes réflexions plus loin. Merci également pour ton enthousiasme et ta curiosité vis-à-vis le Conseil du statut de la femme. Je crois que ce mémoire nous aura permis de faire la découverte ensemble d'un organisme plutôt mystérieux à nos yeux. Je remercie également mes deux lecteurs, Harold Bérubé et Benoit Grenier, pour leurs commentaires très pertinents.

Ensuite, il faut dire que j'ai été très bien entouré pendant la rédaction de ce mémoire qui, disons-le, ne fût pas une épreuve de tous repos. Un énorme merci à mes parents, René et Chantal, qui m'ont tous les deux encouragé sans arrêt à continuer et à ne pas baisser les bras (après tout, « c'est juste un petit coup à donner », hein papa ?). Vous m'avez donné le sentiment que j'étais capable de mener à terme ce projet et nul ne peut sous-estimer l'importance d'avoir le support de ses parents pendant un tel processus : cela vaut de l'or. Une autre personne qui m'a été très chère pendant la rédaction de ce mémoire est ma sœur, Jade. Je ne sais pas comment te remercier d'avoir toi aussi sincèrement cru que j'étais capable de réussir. Ton soutien, ton écoute et ta capacité à rationaliser mes insécurités et mes craintes m'ont fait le plus grand bien. Mes ami-e-s ont également été des piliers d'une importance incommensurable. Mes petites flèches, Simone et Marie-Andrée, merci pour votre patience, votre confiance envers mes capacités et votre écoute. Marie-France, Camille (TTTTT), Florence, Stéphanie, Jessica, Shanya, Philippe G., Marie (vivement les matins au café), Christophe (merci pour tes corrections et tes commentaires) ; merci pour vos encouragements au quotidien. C'est précieux d'avoir des gens comme vous dans ma vie. Je remercie également mon collègue d'Université et ami, Philippe Beauchemin, qui a eu une écoute incroyable et qui a rendu ce parcours plus agréable.

Finalement, merci aux cinq femmes qui ont eu la générosité de m'accorder de leurs temps et qui ont partagé avec moi leurs parcours au Conseil du statut de la femme : Marie Lavigne, Chantale Michaud, Lise Dunnigan, Judith Doyon, Nicole Dorin. Ce fut un réel

plaisir de vous rencontrer et votre enthousiasme m'a donné un second souffle pour la rédaction.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ.....	i
REMERCIEMENTS	ii
LISTE DES TABLEAUX ET FIGURES	vi
LISTE DES ABRÉVIATIONS.....	vii
INTRODUCTION.....	1
Mise en contexte.....	1
Bilan historiographique	5
Problématique et hypothèse.....	17
Cadre conceptuel	18
Corpus de sources, méthodologie et borne chronologique.....	22
Plan du mémoire.....	29
CHAPITRE I.....	31
ORIGINES ET FONCTIONNEMENT DU CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME	31
1.1 Naissance d'un premier organisme gouvernemental féminin au Québec	31
1.2 Fonctionnement, structure et composition du Conseil	35
1.3 Présidentes du Conseil du statut de la femme	37
1.4 Instances et services offerts par le Conseil du statut de la femme	48
1.5 <i>Pour les Québécoises : égalité en indépendance</i> . La politique d'ensemble de la condition féminine.....	60
1.6 Conclusion.....	70
CHAPITRE II.....	72
SANTÉ ET VIOLENCE FAITE AUX FEMMES.....	72
2.1 Avortement et contraception	73
2.2 Violence faite aux femmes	98
2.3 Conclusion.....	112
CHAPITRE III	114
CONCILIATION FAMILLE-TRAVAIL : LE CAS DES GARDERIES ET DES CONGÉS DE MATERNITÉ	114
3.1 Évolution des positions du Conseil du statut de la femme concernant les congés de maternité et les garderies	117
3.2 Collaboration du Conseil du statut de la femme et des groupes.....	136
3.3 Conclusion.....	143

CONCLUSION	145
BIBLIOGRAPHIE	152

LISTE DES TABLEAUX ET FIGURES

Figure 1.1 Organigramme du Conseil du statut de la femme (1975-1976).....	49
Figure 1.2 Publicité d'Action-Femmes dans <i>La Presse</i>	53
Figure 1.3 Organigramme du Conseil du statut de la femme (1995-1996)	58
Figure 1.4 Budget annuel du Conseil du statut de la femme de 1974 à 1996.....	69
Figure 2.1 Article sur la pilule du lendemain dans La Gazette des femmes (1981)	86
Tableau 3.1 Demandes d'informations et plaintes reçues par le service Action-femmes relativement aux congés de maternité et aux service de garde	142

LISTE DES ABRÉVIATIONS

AFEAS	Association féminine pour l'éducation et l'action sociale
CALACS	Centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel
CAT	Comité d'avortement thérapeutique
CLSC	Centres locaux de services communautaires
CNALG	Coordination nationale pour l'avortement libre et gratuit
CSF	Conseil du statut de la femme
FFQ	Fédération des femmes du Québec
FLF	Front de libération des femmes du Québec
FTQ	Fédération des travailleurs du Québec
FUF	Fédération des unions de famille
OFAQ	Organismes familiaux associés du Québec
RAIF	Réseau d'action et d'information pour les femmes
RIOPFQ	Regroupement inter-organismes pour une politique familiale au Québec

INTRODUCTION

Mise en contexte

Au Québec, les années 1960 sont marquées par une grande effervescence sociale qui touche de nombreux domaines. La mobilisation étudiante, le mouvement syndical et l'indépendantisme sont au cœur d'un mouvement plus large qui envisage plusieurs changements profonds. Le militantisme prôné par plusieurs acteurs au cœur de ces luttes en est un radical, et ces derniers souhaitent rompre avec l'État, le système capitaliste et l'impérialisme¹. Le mouvement des femmes n'échappe pas à l'agitation des années 1960. Il s'organise, en effet, pour prendre part aux changements qui s'opèrent dans la société québécoise ; c'est la naissance du féminisme de la « deuxième vague² ». En 1966, la Fédération des femmes du Québec (FFQ) et l'Association féminine pour l'éducation et l'action sociale (AFEAS) sont créées, deux organisations réformistes³ qui se portent à la défense des intérêts des femmes et sont à la quête de l'égalité formelle. À la toute fin des années 1960, un féminisme radical se développe autour de la gauche nationaliste et

¹ Pierre Beaudet, « La radicalisation des mouvements sociaux dans les années 1970 », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 19, n° 2 (hiver 2011), p. 97.

² Nous plaçons cette expression entre guillemets, car la notion de vague ne fait pas l'unanimité à l'intérieur des écrits féministes. À ce sujet, Mélissa Blais, Laurence Fortin-Pellerin, Ève-Marie Lampron et Geneviève Pagé avancent l'idée selon laquelle « [...] une typologie pensée en termes de vagues réduit, dévalorise et évacue la complexité ainsi que la diversité des idées qui parcourent l'histoire et l'actualité du mouvement féministe. » Mélissa Blais, Laurence Fortin-Pellerin, Ève-Marie Lampron et Geneviève Pagé, « Pour éviter de se noyer dans la (troisième) vague : réflexions sur l'histoire et l'actualité du féminisme radical », *Recherches féministes*, vol. 20, n°2 (2007), p. 141-162.

³ Nous aborderons dans les pages qui suivent les différents types de féminisme et nous définirons par le fait même le féminisme réformiste.

socialiste⁴. En 1969, le Front de libération des femmes du Québec (FLF) voit le jour. Deux ans plus tard, le FLF se dissout, puis deux des anciennes membres fondent le Centre des femmes. Ces deux groupes dénoncent sévèrement l'inégalité entre les hommes et les femmes, la discrimination sexuelle, de même que la domination masculine dans l'ensemble des sphères de la société et sur le corps des femmes⁵. Ce mouvement souhaite également voir les femmes obtenir l'autonomie sur tous les plans. On assiste par le fait même à l'émergence de nouvelles revendications qui étaient auparavant considérées comme privées, tels que l'accès à la contraception, le droit à l'avortement, la reconnaissance du travail invisible ou encore la dénonciation de la violence envers les femmes.

Parallèlement à cela, à compter de 1966, des pressions venant d'une coalition de 32 groupes se font sentir afin qu'une commission d'enquête sur la situation de la femme soit mise sur pied⁶. Par ailleurs, la présidente fondatrice de la FFQ, Réjane Laberge-Colas rappelait, dans un mémoire présenté au ministre de la Justice pour recommander la formation d'une telle commission, l'évolution de la société québécoise, mais plus encore, l'importance de porter une attention particulière à la situation des femmes à travers ces changements :

L'évolution du statut de la femme subit de telles poussées sous la pression des transformations de tous les ordres juridique, économique, social et même moral, qu'il est devenu urgent d'étudier le problème dans son ensemble, et de trouver les solutions globales qui pourront assurer une

⁴ Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert, François Ricard, *Histoire du Québec contemporain, Tome II, Le Québec depuis 1930*, Montréal, Éditions du Boréal, coll. « Boréal compact », 1989, p. 615.

⁵ Denyse Baillargeon, *Brève histoire des femmes au Québec*, Montréal, Éditions du Boréal, 2012, p. 181.

⁶ Denyse Baillargeon, *Ibid.*, p. 199.

meilleure orientation du rôle des femmes dans notre société contemporaine⁷.

Répondant alors à ces demandes, le gouvernement fédéral crée, le 16 février 1967, la Commission Royale d'enquête sur la situation de la femme au Canada, également appelée la Commission Bird (du nom de sa présidente, Florence Bird). Son mandat est le suivant : « faire enquête et rapport sur le statut des femmes au Canada, et [...] présenter des recommandations quant aux mesures pouvant être adoptées par le gouvernement fédéral afin d'assurer aux femmes des chances égales à celles des hommes dans toutes les sphères de la société canadienne⁸ ». Le rapport final de cette commission compte 540 pages et 167 recommandations qui touchent tous les domaines énumérés précédemment. L'une de ces recommandations suggère la création d'un organisme consacré aux femmes et à leur situation dans toutes les provinces canadiennes.

Ainsi, pour faire écho aux conclusions de la Commission Bird, la FFQ présente en 1971 un mémoire au premier ministre Robert Bourassa, dans lequel est proposée la création d'un office de la femme au Québec. Dans ce mémoire, la Fédération fait notamment le constat selon lequel la disparité entre la situation sociale de l'homme et celle de la femme s'explique principalement par le partage traditionnel des rôles féminins et masculins. Ainsi, « [l']objectif de l'office est de modifier la répartition traditionnelle du travail et des responsabilités, répartition qui tend à restreindre pour la femme, la possibilité

⁷ Réjane Laberge-Colas, *Mémoire présenté à Ottawa au Ministre de la Justice pour recommander la création de la Commission Royale d'enquête sur le statut de la Femme*, 1966, p. 1, dans Flavie Trudel, « L'engagement des femmes en politique au Québec : histoire de la Fédération des femmes du Québec de 1966 à nos jours », thèse de doctorat (histoire), Université du Québec à Montréal, 2009, p. 90.

⁸ La commission a alors ciblé neuf domaines qui semblaient particulièrement importants à étudier : la femme canadienne et la société, les femmes et l'économie canadienne, l'éducation, la femme et la famille, la fiscalité et les allocations pour les enfants à charge, la pauvreté, les femmes et la vie politique, l'immigration et la nationalité, le droit criminel et la délinquance féminine, Voir : Commission royale d'enquête sur la situation de la femme au Canada, Ottawa, Gouvernement du Canada, 1970, p. vii.

d'user des droits qui lui sont garantis par la loi⁹. » Marie-Claire Kirkland-Casgrain, première femme élue à l'Assemblée nationale et ministre des Affaires culturelles, s'empare du dossier et dépose le 12 décembre 1972 le projet de loi n°63 : Loi sur le Conseil du statut de la femme¹⁰. N'étant pas adopté immédiatement, le projet est déposé de nouveau l'année suivante par François Cloutier, ministre de l'Éducation, puis adopté à l'unanimité le 6 juillet 1973.

En vertu de cette loi, le Conseil reçoit le mandat de « [s]'occuper de tout ce qui touche l'égalité et le respect des droits et du statut de la femme. Plus spécifiquement, il a comme mission d'informer le premier ministre de la situation de la femme et de faire ses recommandations¹¹. » Il a également le mandat d'informer la population sur toute question concernant le respect de l'égalité et des droits de la femme. Ainsi, la création du Conseil du statut de la femme (CSF) marque une volonté d'abord sociale puis gouvernementale de s'intéresser à la situation des Québécoises et d'y porter une attention particulière. Souhaitant mieux comprendre le rôle de cet organisme gouvernemental dans la société québécoise et au sein du mouvement féministe, ce mémoire portera sur le CSF et son implication dans les enjeux de santé des femmes et de conciliation famille-travail.

⁹ Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BANQ), Fonds conseil du statut de la femme, contenant 2016-07-001/24, dossier « Mémoire (version préliminaire et finales) et publication du mémoire. Conseil du statut de la femme 1971-1972 », Mémoire présenté à Robert Bourassa par la Fédération des femmes du Québec, novembre 1971.

¹⁰ Conseil du statut de la femme (CSF), *40 ans de présence et d'action*, Québec, Conseil du statut de la femme, 2013, p. 9.

¹¹ CSF, *Rapport annuel 1973-1974*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1974, p. 6.

Bilan historiographique

En nous intéressant à l'histoire des femmes au Québec ainsi qu'aux études qui y sont liées, nous constatons que le Conseil du statut de la femme a été négligé par la communauté historienne. En effet, comme le démontrera le présent bilan historiographique, le CSF est au cœur de bien peu de recherches; un chapitre de livre ainsi qu'un article s'y sont intéressés. C'est pourquoi ce mémoire souhaite donner une place centrale à cet organe gouvernemental qui, nous le croyons, a joué un rôle important dans la vie des Québécois, et particulièrement des Québécoises. Ce bilan a pour objectif de recenser les principales synthèses historiques et les principaux débats historiographiques qui traitent du mouvement féministe québécois et des luttes qui nous intéressent dans le cadre de ce mémoire.

1. Histoire des femmes et du féminisme au Québec et au Canada : état de la recherche

1.1 Ouvrages de synthèse sur l'histoire des femmes au Québec et au Canada

Au Québec, l'histoire des femmes émerge comme champ historique dans les années 1970, au croisement des mouvements féministes et de l'histoire sociale. L'historienne Andrée Lévesque parle de l'émergence d'une « nouvelle histoire¹² » qu'elle associe notamment au « mouvement de renouvellement lié à la nouvelle gauche des années 1960¹³ » faisant ainsi place à de nouveaux sujets et à de nouvelles interrogations.

Le premier ouvrage que nous aborderons dans cette section marque véritablement le premier jalon de la discipline de l'histoire des femmes au Québec. Il s'agit de *L'histoire*

¹² Andrée Lévesque, « Réflexion sur l'histoire des femmes dans l'histoire du Québec », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 51, n° 2 (automne 1997), p. 272.

¹³ *Ibid.*

des femmes au Québec depuis quatre siècles publié en 1982¹⁴ par le Collectif CLIO. Malgré qu'il ait aujourd'hui plus de 35 ans, il se doit d'être mentionné, car sa parution est absolument marquante. C'est effectivement la première fois que l'histoire du Québec est abordée dans une perspective féministe. Dans cette synthèse, le processus menant à la formation du CSF est relaté brièvement et, selon les auteures, sa création marque la naissance du féminisme institutionnel¹⁵. Le Collectif CLIO mentionne également que le CSF ne fait pas l'unanimité au sein de la population, certaines personnes craignant la mainmise du gouvernement sur les dossiers relatifs aux femmes. D'autres, au contraire, considèrent que le mandat du Conseil est trop restreint¹⁶. Enfin, l'ouvrage synthèse nous fait part de quelques études menées par le CSF sur divers sujets en insistant sur la crédibilité qu'ont ses mémoires et avis auprès des instances gouvernementales¹⁷.

Après la publication de *L'histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles*, il faut attendre 30 ans avant que soit écrite une autre synthèse sur l'histoire des femmes. En effet, c'est en 2012 que Denyse Baillargeon publie *Brève histoire des femmes au Québec*. Dans cet ouvrage, l'historienne ne mentionne que très brièvement l'existence du CSF. Cela s'explique certes par le caractère encore récent de l'organisme, fondé en 1973, mais peut-être aussi par certains préjugés entretenus à son endroit, en dépit de son dynamisme dans le champ du féminisme. Caractéristique de l'orientation prise par nombre de chercheuses, Baillargeon s'intéresse plutôt aux différents groupes de femmes œuvrant dans la société civile qui se sont constitués dans les années 1970 et 1980, sans mentionner

¹⁴ Notons que le Collectif CLIO a publié une deuxième version revue et corrigée en 1992, auquel sont ajoutées les années 1980. Voir : Le Collectif CLIO, *L'histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles*, Montréal, Le jour, 1992 (1982), 646 p.

¹⁵ Le Collectif CLIO, *Ibid.*, p. 478.

¹⁶ *Ibid.*

¹⁷ *Ibid.*, p. 598.

leur rapport avec le Conseil. À la lecture des synthèses québécoises, on comprend donc que beaucoup reste à faire pour mieux analyser et comprendre l'influence du CSF dans la société québécoise.

Les synthèses portant sur l'histoire du Canada survolent également le processus ayant mené à la Commission Bird. Cette dernière semble avoir été un événement marquant de la fin des années 1960 qui, selon l'ouvrage *Canadian Women : A history*, a notamment permis le renouveau du mouvement des femmes au Canada¹⁸. Dans cette synthèse pan-canadienne, la création du Conseil du statut de la femme au Québec est mentionnée, mais les historiennes n'en disent pas davantage. L'accent est plutôt mis sur la création, en 1973, du *Advisory Council on the status of women* au niveau fédéral et de la création des conseils dans les autres provinces canadiennes. L'ouvrage *Canadian Women : A history* permet également de constater que la participation et la coopération de différents groupes féministes a été marquantes pour le déroulement de la commission et ses suites¹⁹.

Bref, les ouvrages généraux développent très peu sur cet organe gouvernemental qui marque, à leurs yeux, la naissance du féminisme institutionnel.

1.2 Évolution des courants et des idées féministes au Québec

Le champ historiographique du féminisme est étroitement lié à l'émergence de la « deuxième vague » féministe, et ce, à l'échelle occidentale. À compter des années 1970, quelques travaux ont été produits tentant de définir et d'analyser ce mouvement. Sur le mouvement lui-même, l'essai de la politologue Diane Lamoureux, *Fragments et collage* :

¹⁸ Gail Cuthbert et al., *Canadian Women: A history*, Toronto, Nelson, 2011, p. 525.

¹⁹ *Ibid.*, p. 530

*Essai sur le féminisme québécois des années 1970*²⁰, retrace l'expérience féministe de cette décennie, en abordant plusieurs groupes ayant joué un rôle important, comme le Centre des femmes ou encore le Front de libération des femmes. Une attention particulière est portée au processus par lequel l'État a pris en charge les revendications provenant du mouvement des femmes avec, notamment, la création du Conseil du statut de la femme. Cette « récupération institutionnelle²¹ » du mouvement féministe radical des années 1970 par l'État explique en partie, selon la politologue, que ce dernier ait disparu progressivement. Une telle analyse nous permet de mieux comprendre le genre de suspicion qui entoure le CSF et le peu d'engouement qu'il a suscité de la part des chercheuses féministes qui semblent préférer les organismes indépendants. Diane Lamoureux note également la « place sans commune mesure » qu'occupe le CSF, particulièrement dans la période 1976 à 1980, alors que la ministre à la Condition féminine, Lise Payette, se montre très sensible aux discours émanant du mouvement des femmes.

S'intéressant à son tour à la trajectoire du mouvement féministe, Louise Toupin publie en 1993 « Une histoire du féminisme est-elle possible ? », un texte dans lequel elle développe autour de l'interrogation suivante : « doit-on chercher à inclure sous le grand chapeau du féminisme à peu près tout ce que les femmes ont fait et dit dans l'histoire ou, plutôt, chercher à comprendre et à établir la variété de leurs faits et gestes, et à ne qualifier de féministe qu'un type d'agir parmi bien d'autres possibles²² ». Toupin nous éclaire

²⁰ Diane Lamoureux, *Fragments et collages : essai sur le féminisme québécois des années 1970*, Montréal, Éditions du Remue-Ménage, 1986, 168 p.

²¹ *Ibid.*, p. 83.

²² Louise Toupin, « Une histoire du féminisme est-elle possible ? », *Recherches féministes*, vol. 6, n° 1 (1993), p. 25.

ensuite sur le féminisme en offrant une typologie qui permet de distinguer trois courants ayant marqué le mouvement québécois, soit le féminisme libéral égalitaire, le féminisme de tradition marxiste et socialiste et le féminisme radical²³.

En 2003, Micheline Dumont et Louise Toupin publient *La pensée féministe au Québec (Anthologie 1900-1985)*²⁴ qui s'attarde à reconstituer le mouvement féministe québécois à l'aide de 186 textes écrits par des militantes et féministes²⁵. C'est plus précisément la deuxième partie (1945-1985) qui nous intéresse, car elle aborde la création de plusieurs associations féminines ainsi que les revendications que ces dernières ont choisi de prioriser. Le rôle joué par le Conseil est peu abordé dans l'anthologie, mais cette dernière demeure toutefois pertinente pour saisir l'évolution des enjeux. Entre autres, Dumont et Toupin mettent en lumière la redéfinition du mouvement des femmes en fonction de la nouvelle conjoncture politico-économique qui survient en 1985 avec l'arrivée d'un gouvernement libéral²⁶. Cette conjoncture marque également, selon l'anthologie, une modification importante pour le CSF qui sera désormais « un organisme d'étude et de concertation²⁷. » Il sera pertinent, dans le cadre de ce mémoire, de réfléchir plus en profondeur sur ces changements et sur ce qu'ils ont impliqué dans l'évolution du Conseil du statut de la femme.

²³ Louise Toupin, « Les courants de pensée féministe », *Qu'est-ce que le féminisme ? Trousse d'information sur le féminisme québécois des vingt-cinq dernières années* [En ligne]. Montréal, Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine/Relais-femmes, 1997, 34 p, consulté le 14 juillet 2020, <http://bv.cdeacf.ca/bvdoc.php?no=84258&col=CF&format=htm&ver=old#femlib>

²⁴ Micheline Dumont et Louise Toupin, *La pensée féministe au Québec. Anthologie (1900-1985)*, Montréal, Éditions du Remue-Ménage, 2003, 752 p.

²⁵ *Ibid.*, p. 23.

²⁶ *Ibid.*, p. 722.

²⁷ *Ibid.*, p. 723.

2. Les grandes luttes féministes

L'historiographie en lien avec le mouvement féministe québécois se consacre à retracer les luttes importantes menées par ce dernier. Il faut noter le caractère engagé et militant qui définit cette historiographie. Pour ce bilan, nous nous contenterons de traiter uniquement des luttes qui seront abordées dans ce mémoire afin de nous familiariser avec l'historiographie entourant ces sujets, car ce sont des thématiques qui ont mobilisé le Conseil pendant la période étudiée et leur analyse sera au cœur de ce mémoire.

2.1. Sexualité, régulation des naissances et corps féminin

La première thématique qui se dégage de l'ensemble de cette production est celle relative à la sexualité, aux régulations des naissances et enfin, plus globalement à tout ce qui entoure les questions relatives au corps féminin.

Sur la maternité et l'accouchement, il faut d'abord mentionner l'étude de Denyse Baillargeon, *Un Québec en mal d'enfants : La médicalisation de la maternité, 1910-1970*²⁸ qui démontre les changements survenus en lien avec la maternité et les soins prodigués aux jeunes enfants, alors que le corps médical est de plus en plus présent dans la société québécoise. Baillargeon explique notamment comment les médecins sont parvenus à convaincre les femmes de la nécessité de les consulter pendant la maternité et au-delà. Quelques années plus tard, Andrée Rivard approfondit la même thématique en se consacrant entièrement à l'accouchement au Québec dans la deuxième moitié du 20^e

²⁸ Denyse Baillargeon, *Un Québec en mal d'enfant : la médicalisation de la maternité, 1910-1970*, Montréal, Éditions du Remue-Ménage, 2004, 376 p.

siècle²⁹. Tout comme l'avait fait Baillargeon, elle s'intéresse au processus de médicalisation de l'accouchement, mais elle va un peu plus loin, en tentant, notamment par le biais de plusieurs entrevues, de soulever les conséquences sur l'expérience vécue des femmes. L'ouvrage met également de l'avant les mobilisations et les contestations qui ont eu lieu pour l'humanisation des naissances. Ces études réitèrent l'importance de la maternité comme enjeux ayant marqué le mouvement des femmes de la fin du 20^e siècle. Elles nous permettent également de comprendre que ce dernier s'est longtemps préoccupé de la prise en charge de la maternité par le corps médical et l'État, car cela signifiait que les femmes détenaient moins de contrôle sur leur corps et leur expérience maternelle.

L'avortement s'impose manifestement comme une autre grande lutte du mouvement des femmes de la seconde moitié du XX^e siècle. À son sujet, Louise Desmarais publie *La bataille de l'avortement, chronique québécoise*³⁰ qui s'attarde à reconstituer la lutte pour l'accès à l'avortement libre et gratuit, en présentant une chronologie des événements et faits marquants. Considérée par plusieurs comme étant l'une des luttes les plus emblématiques et importantes du mouvement féministe, cette dernière marque l'émergence, au début des années 1970, « [...] d'un nouveau féminisme dont elle sera le symbole et le fer de lance³¹. » Desmarais écrit l'ouvrage dans une perspective très engagée, alors qu'elle s'est impliquée considérablement dans cette lutte³². On peut y retrouver la plupart des interventions effectuées par le Conseil du statut de la

²⁹ Andrée Rivard, *Histoire de l'accouchement dans un Québec moderne*, Montréal, Éditions du Remue-Ménage, 2014, 450 p.

³⁰ Louise Desmarais, *La bataille de l'avortement. Chronique québécoise*, Montréal, Éditions du Remue-Ménage, 2016, p. 13.

³¹ *Ibid.*

³² *Ibid.*

femme en lien avec cette lutte, par exemple l'avis *la question de l'avortement au Québec*³³ ou encore les nombreux communiqués de presse.

3. Organisations féminines et féministes sur la scène québécoise

Pour ce bilan, nous avons cru important de jeter un regard aux études portant sur les associations féminines et féministes contemporaines de la fondation du CSF. Nous verrons que des chercheuses se sont intéressées à l'Action féminine d'éducation et d'action sociale ainsi qu'à la Fédération des Femmes du Québec.

Tout d'abord, Jocelyne Lamoureux, Michèle Gélinas et Katy Tari ont consacré une étude à l'AFEAS, une association créée en 1966, surtout implantée en milieu rural, qui fait la promotion des droits des femmes et vise à améliorer la société québécoise par le biais de l'éducation et de l'action sociale³⁴. Elles ont publié en 1993 l'ouvrage *Femmes en mouvement. Trajectoires de l'Association féminine d'éducation et d'action sociale* qui retrace essentiellement l'histoire et le cheminement de cette association qui a longuement lutté pour l'autonomie et l'indépendance des femmes vis-à-vis leur mari, de même que pour la reconnaissance du travail « invisible » des femmes. Cet ouvrage est éclairant, car il permet de mieux situer le contexte de notre étude et de comprendre les thématiques qui préoccupent alors une partie signifiante du mouvement des femmes, tel que la

³³ *Ibid.*, p. 304.

³⁴ L'AFEAS naît de la fusion entre les Cercles d'économie domestique (CED) et l'Union catholique des femmes rurales (l'UCFR). Elle se dit confessionnelle et apolitique et s'intéresse principalement au statut économique des femmes et à leur travail dans la famille et la société. Afeas (2017), Afeas [site Web], consulté le 12 septembre 2021, <https://www.afeas.qc.ca/a-propos/>.

reconnaissance du travail féminin ainsi que les diverses questions reliées aux charges familiales³⁵.

Plus récemment, la thèse de Flavie Trudel a fourni un exemple concret de l'impact d'un groupe de femmes dans l'espace politique québécois, soit celui de la Fédération des Femmes du Québec³⁶. Cette thèse, publiée en 2009, est en fait un récit événementiel des 42 premières années d'existence de la FFQ, qui porte une attention particulière au rapport du groupe avec le féminisme et le nationalisme, de même qu'avec le pouvoir politique. Cette thèse accorde une section complète au CSF qui permet notamment de comprendre le lien qu'entretenaient ces deux organisations³⁷. Entre autres, la FFQ voit dans le Conseil un outil primordial permettant d'infléchir les décisions politiques dans le sens des intérêts des femmes, en plus de constituer une façon pour la fédération de se rapprocher du pouvoir. Selon l'auteure, les femmes de la FFQ croient réellement en l'utilité du CSF, qu'elles considèrent comme un lieu de pouvoir, « [...] à mi-chemin entre un ministère et un groupe de pression³⁸ ». Enfin, à l'instar du Collectif CLIO, l'historienne associe le CSF au féminisme d'État³⁹.

Ces deux études sont un exemple de la volonté qu'ont les femmes à la fin des années 1960 de s'organiser et de se rassembler pour défendre leurs intérêts et participer aux changements qui sont en cours dans la société québécoise. Dans ce mémoire, nous

³⁵ Jocelyne Lamoureux, Michèle Gélinas et Katy Tari, *Femmes en mouvement. Trajectoires de l'Association féminine d'éducation et d'action sociale, AFEAS, 1966-1991*, Montréal, Éditions du Boréal, 1993, 263 p.

³⁶ Flavie Trudel, *op. cit.*, 510 p.

³⁷ Flavie Trudel, *Ibid.*, p. 129.

³⁸ *Ibid.*, p. 128.

³⁹ *Ibid.*, p. 135.

souhaitons déterminer la nature des liens qu'ont entretenus ces associations féminines et autres groupes de femmes avec le CSF.

Enfin, concernant le Conseil du statut de la femme précisément, seulement deux publications ont choisi l'organisme comme objet d'étude. La première a été écrite par Marie Lavigne, quatrième présidente du Conseil du statut de la femme et historienne de formation. Il s'agit d'un chapitre dans un ouvrage collectif portant sur les femmes et l'État canadien⁴⁰. Ce dernier s'avère très intéressant, car l'ancienne présidente évalue les réussites, les échecs ainsi que les limites de l'intervention étatique du CSF en lien avec les besoins des femmes. Elle insiste sur l'importance de la collaboration entre les groupes de femmes et l'organisme pour effectuer de la pression sur le gouvernement québécois⁴¹. L'alliance du Conseil avec des associations féminines, des syndicats, des groupes professionnels ainsi que le milieu patronal, groupes qui n'ont pas toujours les mêmes intérêts, a souvent permis la création d'un consensus sur plusieurs questions, augmentant alors l'influence du CSF sur le gouvernement. Marie Lavigne s'est également intéressée aux échecs et limites de l'État en matière d'équité des rapports hommes-femmes. Elle constate que les résistances provenant du gouvernement sont encore nombreuses, notamment en ce qui a trait aux demandes à vocation économique, par exemple les politiques familiales pour soutien financier ou encore les lois fiscales. Ainsi, elle conclut que malgré que le gouvernement québécois se soit doté d'un Conseil dédié aux femmes, « [...] les limites de l'action des femmes au sein des institutions gouvernementales et

⁴⁰ Marie Lavigne, « Structures institutionnelles en condition féminine – Le cas du Conseil du statut de la femme du Québec », dans Caroline Andrew et Sanda Rodgers, dir, *Les femmes et l'État canadien*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1997, p. 228-240.

⁴¹ *Ibid.*, p. 232.

celles de l'État dans la réponse aux besoins des femmes apparaissent fondamentalement comme le reflet des limites même du mouvement des femmes⁴² ».

Alors que nous étions surpris de constater qu'une seule publication était entièrement consacré au Conseil du statut de la femme, la politologue Chantal Maillé a publié un article à ce sujet dans la revue *Bulletin d'histoire politique* au cours de la rédaction de notre mémoire, soit à l'automne 2019⁴³. L'objectif de son texte est très explicite ; il s'agit de montrer que « [...] le CSF a été davantage qu'un organisme gouvernemental. Il a été un laboratoire d'idées qui a exercé une influence réelle sur la société québécoise⁴⁴. » Elle explique cette influence par deux principaux facteurs ; d'une part, la proximité du Conseil avec le mouvement des femmes, particulièrement lorsqu'il est dirigé par des présidentes qui ont de forts liens avec le mouvement. D'autre part, la capacité du CSF à produire de nombreuses études et à les diffuser en raison du budget qui lui est accordé. Dans cet article, Chantal Maillé traite également du document *Pour les Québécoises : égalité et indépendance* publié en 1978, qu'elle qualifie de point tournant. Elle discute notamment de la conjoncture politique particulière du moment de sa publication, alors que le Québec est en plein contexte préréférendaire. Finalement, l'article aborde la controverse autour de la possibilité de transformer le Conseil du statut de la femme en « Conseil de l'égalité » au milieu des années 2000. La politologue considère d'ailleurs cette proposition du gouvernement libéral comme une « rupture ».

⁴² *Ibid.*, p. 240.

⁴³ Chantal Maillé, « Le Conseil du statut de la femme, un laboratoire d'idées au service de la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 28, n° 1 (automne 2019), p. 43-62. Notons que nous n'avons pris connaissance de cet article que très récemment, car sa mise en ligne date d'avril 2020.

⁴⁴ Chantal Maillé, *op. cit.*, p. 43-44.

L'article de Chantal Maillé se présente donc comme une première analyse du rôle du CSF dans l'État québécois. Dans ce mémoire, nous prolongeons le questionnement de la politologue tout en cherchant à l'approfondir. Alors que Maillé effectue une analyse plus succincte, quoique très pertinente, des 47 années d'existence du Conseil, nous tenterons dans ce mémoire d'enrichir cette étude en abordant plus en profondeur la période 1973-1995.

À la lumière de ce bilan historiographique, nous constatons que le Conseil du statut de la femme est un sujet qui a été très peu étudié par la communauté historienne. D'abord, bien que le champ historique relatif au mouvement féministe québécois soit plutôt dynamique, il nous faut remarquer que les recherches sur le féminisme institutionnel, elles, se font rares. Ensuite, on observe que la communauté historienne s'est très peu interrogée jusqu'à présent sur les liens qu'ont entretenus les groupes de femmes avec les institutions gouvernementales telles que le CSF. Enfin, les auteures ont été moins attirées par le sujet, fort probablement parce qu'il s'agit de féminisme institutionnel. C'est d'ailleurs ce que notait Flavie Trudel dans sa thèse sur la FFQ :

Chez les auteures féministes québécoises, nous observons une tendance à valoriser les actions des femmes à l'extérieur des parlements. [...] Selon nous, c'est opposer les deux types d'action : action des femmes parlementaires – que les auteures nomment souvent féministes d'État – et actions des autres groupes de femmes, sans aucune forme de concertation, faisant fi d'une possible interaction, voire d'une complémentarité, dans l'avancement des dossiers chers aux femmes⁴⁵.

⁴⁵ Flavie Trudel, *op. cit.*, p. 34-35.

L'état des lieux que nous avons dressé nous permet de tirer les mêmes conclusions. Ainsi, avec ce mémoire de maîtrise, nous croyons être en mesure d'enrichir l'historiographie relative à ce sujet, en plus de mettre de l'avant l'interaction du Conseil avec divers groupes en vue de l'avancement de la condition et du statut des femmes. En tenant compte du rôle qu'a eu le Conseil au fil des années, mais surtout, considérant que cet organisme gouvernemental existe toujours aujourd'hui, il semble important et pertinent d'y consacrer une étude.

Problématique et hypothèse

Dans ce mémoire, nous souhaitons analyser le rôle joué par le CSF au sein du mouvement des femmes au Québec. Nous tenterons ainsi de répondre à la question suivante : Dans quelle mesure le Conseil du statut de la femme a-t-il contribué à l'avancement de dossiers centraux du mouvement des femmes entre 1973 et 1995, particulièrement ceux qui concernent la contraception, l'avortement, la violence envers les femmes et la conciliation famille-travail ? Ce questionnement général sera décliné de la manière suivante. Tout d'abord, nous nous intéressons à la façon dont ce dernier est intervenu relativement à ces enjeux. Au-delà de son rôle de conseiller auprès du gouvernement québécois, nous cherchons à établir comment le CSF a contribué, s'il y a lieu, à l'amélioration de la vie des femmes. Ensuite, nous nous intéressons au dialogue entre le Conseil et les différents groupes de femmes qui sont sur la scène québécoise pendant cette période. Nous tenterons de déterminer le type de relation que l'organisme gouvernemental a entretenue avec lesdits groupes. Finalement, nous cherchons également à savoir si l'idéologie du Conseil du statut de la femme a évolué au cours de la période que nous étudions.

En guise de réponses préliminaires à ces questions, nous avançons les quelques hypothèses suivantes : dans un premier temps, il nous semble plausible que le Conseil du statut de la femme ait joué un rôle de premier plan dans l'amélioration des enjeux de la santé des femmes et de la conciliation famille-travail, et ce, par l'influence de ses avis, recommandations et nombreuses études qui ont mérité l'attention du gouvernement du Québec. Au-delà de cela, nous supposons que les nombreuses stratégies que le CSF a déployées pendant la période à l'étude ont eu un impact direct dans la vie de plusieurs Québécoises. Dans un deuxième temps, les indices nous montrent que le Conseil a entretenu un dialogue très enrichissant avec une grande variété de groupes de femmes qui a été l'occasion pour lui de mieux saisir les réels besoins des femmes sur différents sujets. Cela lui a permis de transmettre les demandes émanant du mouvement féministe au gouvernement. Enfin, en ce qui concerne l'idéologie du CSF, nous pensons que tout au long de la période ce dernier a fait preuve d'une certaine modération dans ses positions. Cela s'expliquerait, à notre avis, par la position de médiateur qu'il occupe et par son nécessaire rôle d'arbitre à l'endroit des revendications très diverses en provenance des groupes (les plus radicaux comme les plus modérés). Nous pensons que le Conseil a su convertir les demandes des femmes en discours politique plus recevable par l'appareil gouvernemental.

Cadre conceptuel

Afin d'établir le cadre théorique de ce mémoire, il importe de définir plus en détail le concept de féminisme qui est véritablement au cœur de notre recherche. Plus précisément, il s'agit ici d'aborder le féminisme dit de la « deuxième vague », c'est-à-dire

celui qui a marqué la période qui nous concerne. Cela nous permettra également de mieux situer le Conseil du statut de la femme sur le plan idéologique.

Pendant la période qui nous occupe, le mouvement des femmes compte des profils différents de féministes et il est important, pour le bien de cette recherche, de les distinguer. Toutefois, avant d'entamer une définition plus précise, il faut mentionner que les mouvements féministes ne sont ni homogènes ni continus⁴⁶. En ce sens, il est difficile d'en faire une définition qui puisse s'appliquer à l'ensemble de la période étudiée. Tout comme le propose Louise Toupin, nous avons choisi de distinguer le féminisme libéral égalitaire, le féminisme de tradition marxiste et socialiste et le féminisme radical. Nous ajouterons toutefois des précisions relatives au féminisme institutionnel, car ce dernier concerne précisément notre objet d'étude.

Tout d'abord, le féminisme « libéral égalitaire » cherche à réformer le système plutôt que de l'abolir ou le révolutionner comme le souhaiteraient les féministes dites radicales⁴⁷. Ce féminisme peut également porter le nom de « réformiste » ou encore « féminisme des droits égaux », car il attache une grande importance à l'égalité des droits avec les hommes, et ce, dans tous les domaines. Les féministes de ce mouvement ont une croyance dans la possibilité de réaménager de l'intérieur le système libéral en place, notamment via l'appareil gouvernemental⁴⁸. C'est le type de féminisme qui règne dans certaines associations telles que la Fédération des femmes du Québec ou encore l'Association féminine d'éducation et d'action sociale. Louise Toupin associe également

⁴⁶ Diane Lamoureux, *Les possibles du féminisme. Agir sans « nous »*, Montréal, Éditions du Remue-Ménage, 2016, p. 12.

⁴⁷ Denyse Baillargeon, *Brève histoire des femmes au Québec*, op. cit., p. 201.

⁴⁸ Louise Toupin, « Les courants de pensée féministe », op. cit.

ce féminisme au Conseil du statut de la femme⁴⁹. Pour les militantes de ces organisations, leurs actions et idées doivent être établies dans le cadre d'assemblées générales et de réunions officielles.

Pour ce qui est du mouvement féministe « marxiste-socialiste », il apparaît au début des années 1970 en étant fortement influencé par les idéaux de gauche qui marquent la société québécoise de ce moment-là. Les femmes seront ainsi imprégnées par les idéaux marxistes, c'est-à-dire qu'elles identifient la source de leur oppression dans le système économique. De plus, les adhérentes de ce courant « marxiste-socialiste » du féminisme critiquent l'enfermement des femmes dans la sphère privée, qui est encore une fois une conséquence du système capitaliste. La solution pour elles serait donc de réintroduire les femmes sur le marché du travail et dans l'espace public plus largement⁵⁰. Les revendications effectuées par les marxistes-socialistes s'apparentent à celles des féministes libérales, mais elles se distinguent par la volonté de renverser, ultimement, le système économique. Ainsi, le droit au travail, l'accès aux garderies, l'égalité des chances dans les emplois et dans l'éducation, le droit à l'avortement sont toutes des revendications préconisées par ces féministes⁵¹.

Par ailleurs, une pensée dite « radicale » émerge à la fin des années 1960 et constitue une rupture avec le féminisme qui primait jusque-là. Louise Toupin définit ici très bien ce qu'on entend par l'utilisation du terme radical dans les années 1970 :

“ Radical ” signifiait qu'on entendait remonter, dans l'explication de la subordination des femmes, “ à la racine ” du système. Le système auquel on faisait référence n'était

⁴⁹ *Ibid.*

⁵⁰ *Ibid.*, p. 15.

⁵¹ *Ibid.*

pas, comme chez les marxistes, le système économique, mais le système social des sexes, qu'on nommera patriarcat. "Radical" signifiait surtout qu'on allait assister à une toute nouvelle façon de penser les rapports hommes-femmes, étrangère aux explications libérale ou marxiste, et se présentant comme "autonome", et sur le plan de la pensée, et sur le plan de l'action⁵².

Ainsi, l'autonomie et l'abolition du patriarcat sont au cœur de la quête que poursuivent plusieurs groupes se rattachant à ce mouvement⁵³. C'est également par leur fonctionnement qu'elles se distinguent des associations traditionnelles de femmes. En effet, elles refusent d'utiliser les structures habituelles telles que les procès-verbaux, les congrès, les assemblées générales et autres, ces dernières étant trop contraignantes. Notons en terminant qu'il existe plusieurs mouvements éclatés au sein même de cette pensée radicale.

Enfin, il importe également de se pencher sur le féminisme « d'État » ou « féminisme institutionnel », auquel, nous l'avons vu, le Conseil du statut de la femme a été souvent associé en tant qu'organisme gouvernemental. Cette notion est apparue dans les années 1980 et « elle réfère aux institutions étatiques ayant vocation à promouvoir le statut de la femme⁵⁴. » Le féminisme d'État renvoie également aux travaux qui portent sur des institutions publiques chargées des droits des femmes ou de l'égalité, sur l'interaction des mouvements féministes avec l'État ou encore sur le rôle de ces acteurs dans la

⁵² *Ibid.*, p. 21.

⁵³ Micheline Dumont et Louise Toupin, *op. cit.*, p. 461.

⁵⁴ Chantal Maillé, *op. cit.*, p. 49.

transmission des demandes provenant des femmes à l'État⁵⁵. Soulignons que lorsque le Conseil est associé à ce féminisme, cela est généralement péjoratif⁵⁶.

Avec ce mémoire, nous verrons que certaines réticences se font sentir à l'égard du Conseil du statut de la femme, particulièrement à ses débuts. Nous démontrerons toutefois que, malgré son statut d'organisme gouvernemental, le CSF est loin de tenir des positions qui ont pour seul objectif de plaire au gouvernement ; il est réellement à l'écoute des groupes et tient des positions qui le rapprochent du féminisme réformiste, voire de certaines positions des féministes plus radicales.

Corpus de sources, méthodologie et borne chronologique

Afin de répondre à notre problématique, nous avons constitué un corpus de sources composé des rapports annuels du Conseil du statut de la femme, du fonds d'archives du Conseil, de journaux ainsi que de cinq entrevues réalisées auprès d'anciennes membres du Conseil.

Sources écrites

En ce qui concerne les rapports annuels, leur production remonte à la toute première année d'existence du Conseil, sans discontinuer. Ces documents sont remis annuellement au Premier ministre afin de témoigner de l'avancement des travaux entrepris par le Conseil. Ils contiennent également une description des différents comités et

⁵⁵ Sophie Stoffel, « Le féminisme d'État, une notion polysémique au service de la représentation politique », *Revue française de science politique*, vol. 59, n° 2 (avril 2009), p. 359.

⁵⁶ Judith Doyon, ancienne membre du Conseil du statut de la femme, nous explique lors d'une entrevue que plusieurs groupes considéraient que le fait d'être rémunéré enlevait du crédit aux féministes qui luttèrent à travers l'appareil gouvernemental. Vicky Constantineau, Entrevue avec Judith Doyon, Appel *Messenger*, 2020, 52 minutes.

services, en plus de témoigner de leurs activités et interventions. Toutefois, les rapports annuels du CSF demeurent très factuels et ils ne sont pas des plus détaillés.

Afin de compléter les informations recueillies dans cette source, nous avons également dépouillé partiellement le Fonds du Conseil du statut de la femme qui se trouve à la Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ), et ce, au centre de Québec et à celui du Vieux-Montréal. Les documents contenus dans ce fonds d'archives sont datés de 1964 jusqu'à 2010; il couvre donc la totalité de la période que nous étudions. Le fonds comporte entre autres des documents sur l'organisation et la gestion du Conseil (orientations, politiques d'ensemble, bilans, rapports annuels, etc.), de nombreux avis juridiques concernant des sujets divers, des documents concernant les ressources humaines, ainsi que les procès-verbaux des rencontres entre les membres du Conseil. Puisque le fonds d'archives du CSF est constitué de centaines de boîtes, nous avons dépouillé uniquement celles qui abordaient les sujets qui nous concernent. De plus, nous incluons évidemment dans notre corpus les publications gouvernementales dont le Conseil du statut de la femme est l'auteur; certaines ont été retrouvées dans les archives et d'autres sont disponibles en ligne.

Afin d'enrichir notre corpus, nous avons également consulté le Fonds du Comité de lutte pour l'avortement libre et gratuit. Ce dernier couvre la période 1974 à 1978 et il contient des procès-verbaux, des revues de presse ainsi que des cahiers de bord des militantes. Le fonds comprend également de la documentation provenant du groupe Pro-Vie et de la Fédération du Québec pour le planning des naissances⁵⁷. Comme l'avortement

⁵⁷ À cet égard, je tiens à remercier Marie-Laurence Raby, une collègue d'université, qui a accepté de me faire parvenir ses numérisations du Fonds d'archives du Comité de lutte pour l'avortement libre et gratuit.

est un sujet étudié dans ce mémoire et que le Comité de lutte a joué un rôle prépondérant dans ce domaine, nous souhaitons obtenir davantage d'informations à son égard.

En ajout, nous avons cru nécessaire de consulter de façon ponctuelle les quotidiens qui couvrent la période à l'étude. Nous avons donc sélectionné *La Presse* ainsi que *Le Devoir*, principalement pour leur couverture qui touche l'ensemble du Québec. En ce qui concerne *La Presse*, son utilisation est d'autant plus pertinente en raison de son grand tirage⁵⁸ qui soutient sa présentation d'être le « plus grand quotidien français d'Amérique⁵⁹ ». Ensuite, nous avons choisi *Le Devoir*, car bien que son tirage soit moindre⁶⁰, il a accompagné et commenté les grands débats de la société québécoise en faisant preuve de rigueur intellectuelle. Les deux quotidiens sont disponibles sur le site web de la Bibliothèque et Archives nationales du Québec, ce qui nous a permis de les parcourir à l'aide de mots-clés. Nous avons également consulté ces journaux en fonction de moments importants, c'est-à-dire que nous avons porté une attention particulière aux publications se rapprochant de dates marquantes telles que la création du Conseil du statut de la femme.

Sources orales

L'histoire orale a émergé au même moment que l'histoire des femmes et leur filiation est depuis longtemps établie, c'est-à-dire que les témoignages sont fréquemment

⁵⁸ Le tirage du journal est le suivant : 213 895 en 1968, 204 567 en 1972, puis 164 976 en 1975. André Beaulieu et Jean Hamelin, *La Presse québécoise des origines à nos jours, Tome 3, 1880-1895*, Québec, Les presses de l'Université Laval, 1977, p. 112.

⁵⁹ *Ibid.*, p. 118.

⁶⁰ Le tirage du journal est le suivant : 48 284 en 1965, 36 612 en 1974 et 27 714 en 1976. André Beaulieu et Jean Hamelin, *La Presse québécoise des origines à nos jours, Tome 4, 1896-1910*, Québec, Presse de l'Université Laval, 1979, p. 328.

utilisés dans cette discipline⁶¹. En effet, tout comme le souligne Denyse Baillargeon, « les sources orales représentent un outil indispensable pour rendre compte de l'expérience de groupes absents des documents écrits. C'est d'autant plus vrai lorsqu'il s'agit des femmes qui ont aussi été majoritairement absentes de la sphère publique d'où émanent la plupart de ces sources⁶² ».

Bien que l'utilisation de sources orales ait actuellement fait ses preuves, il faut mentionner quelques critiques persistantes à leurs égards. Dans un ouvrage sur le sujet, Hélène Wallenborn mentionne que les deux principaux biais liés à l'utilisation des sources orales sont la mémoire, individuelle et collective, ainsi que la situation d'entretien⁶³. En ce qui concerne la mémoire, l'enjeu de sa fiabilité se pose. Basé sur les travaux de psychologues et autres spécialistes du fonctionnement du cerveau, Denyse Baillargeon explique ceci :

[...] c'est dans les jours suivants un évènement que la mémoire rejette la plus grande quantité d'informations relatives à cet évènement; par la suite, les souvenirs tendent à se fixer, ce qui signifie qu'une entrevue réalisée plusieurs dizaines d'années après le fait ne contiendra pas beaucoup plus d'omissions que si on avait interviewé la personne après seulement quelques mois⁶⁴.

Les mêmes recherches démontrent que la mémoire des personnes âgées est généralement tout aussi fiable que celle de jeunes adultes, ce qui écarte cette inquiétude dans le cas de notre recherche. En ajout, Baillargeon évoque la distinction entre la mémoire

⁶¹ Denyse Baillargeon, « Histoire orale et histoire des femmes : itinéraires et points de rencontre », *Recherches féministes*, vol. 6, n° 1 (1993), p. 54.

⁶² *Ibid.*, p. 53.

⁶³ Hélène Wallenborn, *L'historien, la parole des gens et l'écriture de l'histoire : le témoignage à l'aube du XXI^e siècle*, Lovreval, Éditions Labor, 2006, p. 103.

⁶⁴ Denyse Baillargeon, « Histoire orale et histoire des femmes : itinéraires et points de rencontre », *op. cit.*, p. 59.

et les souvenirs. Alors que la mémoire est une faculté, les souvenirs quant à eux sont soumis à l'interprétation et la signification que la personne leur donne. Les témoins accordent aux événements du passé des significations différentes selon leur parcours et leur situation au moment de l'entrevue⁶⁵. En considérant ces éléments, il importe de demeurer rigoureux lors de l'utilisation des témoignages et de croiser ces derniers avec d'autres sources lorsque cela est impossible.

Mentionnons également que le biais encouru par le déroulement de l'entretien se pose comme une autre critique à l'égard des sources orales. En effet, « [l]'historien qui utilise des sources orales qu'il a lui-même collectées peut être soupçonné d'avoir fait dire aux témoins ce qu'il avait besoin d'entendre pour ses analyses [...]. En bref, on lui reproche, faute grave, d'avoir inventé ses sources⁶⁶. » Afin d'éviter le plus possible de prêter le flanc à ce type d'accusations, nous avons choisi de recourir à la méthode d'entretien dite « semi-directive », c'est-à-dire que nous avons posé des questions ouvertes sur des sujets précis. Certaines entrevues que nous avons réalisées ont même pris la forme d'un « récit de vie », laissant alors entièrement place à la parole de la personne interviewée.

En ce qui concerne cette étude, c'est pendant le processus d'écriture que la possibilité de rencontrer des femmes ayant travaillé pour le Conseil du statut de la femme s'est révélée comme une option qui permettrait d'approfondir notre recherche. Ainsi, nous avons procédé à la rencontre de cinq femmes ayant travaillé au Conseil du statut de la femme entre 1973 et 1995. C'est principalement par souci de temps que nous avons limité à cinq le nombre de participantes. Nous avons obtenus les coordonnées de ces dernières

⁶⁵ *Ibid.*, p. 60.

⁶⁶ Hélène Wallenborn, *op. cit.*, p. 118.

par le bouche-à-oreille en recherchant des personnes qui ont eu différentes fonctions de responsabilités au sein du CSF et qui étaient en mesure de nous éclairer sur les rouages de l'organisme, sur les relations entre ses membres ainsi que sur ses rapports avec le gouvernement. Les entretiens ont été réalisés entre septembre 2019 et juin 2020 et ils ont tous duré entre une heure et deux heures⁶⁷. Avec le consentement de toutes les participantes, nous avons procédé à l'enregistrement des rencontres afin de s'y référer par la suite.

La première entrevue que nous avons réalisée est avec Marie Lavigne, directrice de la recherche au Conseil du statut de la femme entre 1978 et 1981, puis présidente de l'organisme entre 1988 et 1995. Nous reviendrons sur son cheminement plus loin dans une section consacré aux présidentes du Conseil. Nous avons par la suite discuté avec Chantale Michaud, qui pour sa part a été engagée au CSF comme employée de Consult-Action, et ce, dès la création de ce service en 1977. Travailleuse sociale de formation, Mme Michaud travaillait auparavant comme organisatrice communautaire dans le réseau de la santé et des services sociaux. Elle quitte en 1988 le Conseil, croyant qu'elle était allée au bout de ce qu'elle pouvait accomplir au sein de cet organisme gouvernemental. C'est d'ailleurs Mme Michaud qui nous a mis en contact avec la troisième personne que nous avons rencontrée, soit Nicole Dorin. Détentrice d'un baccalauréat et d'une maîtrise en travail social, Mme Dorin a cumulé plusieurs expériences en gestion avant de travailler au Conseil. Elle est engagée au CSF en 1979 comme agente de recherche dans le bureau régional de Consult-Action à Sherbrooke. Elle quitte ce poste en 1997. Ensuite, nous nous

⁶⁷ Un seul des entretiens a pu être réalisé en personne. Nous avons dû procéder aux autres entretiens par vidéo-conférence en raison de la Covid-19. Cela n'a toutefois pas été un problème et les participantes ont toutes été très compréhensives face aux contraintes imposées par la situation.

sommes entretenue avec Judith Doyon. Cette dernière est entrée dans la fonction publique en 1967. En 1973, elle est engagée au Conseil du statut de la femme comme employé de secrétariat. Ces tâches consistaient alors à lire le courrier, préparer les procès-verbaux des assemblées, taper les textes à la dactylo, assurer les suivis de différents dossiers, etc. Judith Doyon a éventuellement obtenu une promotion qui lui donnait alors le titre d'adjointe administrative et elle participait donc à la gestion du budget. Elle quitte le Conseil en 1984 et continue sa carrière toujours dans la fonction publique. Enfin, nous avons interviewé Lise Dunnigan qui, dans le cadre d'une maîtrise en psychologie sociale, travaillait sur les stéréotypes masculins/féminins dans les manuels scolaires; un sujet qui a grandement intéressé le Conseil du statut de la femme. C'est par l'entremise d'une publicité dans les journaux qu'elle apprend que le CSF étudie, lui aussi, ce sujet et elle décide alors de communiquer avec l'organisme. En 1974, ce dernier lui offre un contrat de recherche, puis elle obtient sa permanence par la suite comme agente de recherche. Mme Dunnigan a particulièrement concentré ses recherches autour de sujets tels que l'éducation, le sexisme dans la publicité, les processus de socialisation, la santé, les problèmes sociaux et autres. Elle quitte son poste en 1987 pour aller travailler au bureau de la condition féminine du ministère de la Santé.

Comme nous venons de le voir, les cinq femmes avec qui nous nous sommes entretenues ont toutes eu des postes différents au sein du Conseil. Elles ont également travaillé au Conseil à des moments différents au cours de la période à l'étude. Cela nous a permis de répondre à plusieurs questionnements que nous avions relativement à l'organisme gouvernemental auxquels les rapports annuels et les archives n'avaient pas réponse.

Bornes chronologiques

Pour ce mémoire, nous avons ciblé la période 1973-1995. Notre étude débute en 1973, car il s'agit de l'année où le Conseil du statut de la femme est officiellement créé. La période se termine en 1995 avec la fin du mandat de la quatrième présidente du CSF, Marie Lavigne. Nous considérons que l'observation de l'organisme sur deux décennies est suffisante pour répondre à notre problématique et permet également d'étudier son évolution. Ajoutons également qu'au milieu des années 1990, le CSF voit son budget diminuer de 14,5%. Il se voit donc dans l'obligation de revoir son organisation. Le service Action-Femmes, que nous aborderons dans le premier chapitre de ce mémoire, est alors aboli. La revue *La Gazette des femmes*, produite et distribuée gratuitement par le Conseil, doit revoir son mode de diffusion et fonctionnera, à compter de 1994, par abonnement payant. Le Centre de documentation du CSF est également touché et devra alors réduire son personnel. La diminution du budget accordé à l'organisme gouvernemental ainsi que les effets encourus auront certainement un effet sur son influence au sein de la population. Nous avons donc choisi de concentrer notre étude sur la période précédant ces changements.

Plan du mémoire

Le premier chapitre de ce mémoire se veut plus descriptif, car il vise une meilleure compréhension du Conseil du statut de la femme et de son fonctionnement. Ce sera l'occasion de se familiariser avec les différents services de l'organisme, de même qu'avec les présidentes qui se sont succédé à sa tête au cours de notre période. Le deuxième chapitre porte, quant à lui, sur la santé des femmes ; il se déploie en deux temps. Tout d'abord, nous verrons comment le CSF s'est impliqué dans la lutte pour le droit à

l'avortement au Québec et comment il s'est positionné vis-à-vis les nombreux groupes qui militaient pour cette même cause. Ensuite, nous aborderons la question de la violence faite aux femmes, soit un sujet qui a grandement préoccupé le Conseil, et qui continue de le faire d'ailleurs. Enfin, le dernier chapitre de ce mémoire aborde la thématique de la conciliation famille-travail qui se pose avec acuité à une époque marquée par l'entrée massive des femmes sur le marché du travail. Alors que la période que nous étudions en est une qui voit se déployer plusieurs mesures sociales, ce chapitre nous permettra de témoigner plus concrètement de l'interaction du CSF avec le gouvernement du Québec pour leur instauration. Notre attention sera portée sur le cas des garderies et des congés de maternité, plus précisément.

CHAPITRE I

ORIGINES ET FONCTIONNEMENT DU CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Ce premier chapitre nous permettra d'établir les bases entourant le fonctionnement, la structure ainsi que l'historique du Conseil du statut de la femme. Nous croyons qu'il s'agit d'un processus nécessaire pour être en mesure d'analyser son rôle et ses actions dans les deux chapitres suivants. Nous analyserons dans un premier temps les débats qui ont entouré l'adoption du projet de loi créant le CSF de même que l'accueil qui lui a été réservé. Nous présenterons dans un deuxième temps le fonctionnement, la structure ainsi que la composition de l'organisme. Dans un troisième temps, nous décrirons les services et les instances du Conseil. Finalement, nous présenterons la politique d'ensemble de la condition féminine : *Pour les Québécoises : égalité et indépendance*, un avis publié par le CSF en 1978 à la suite d'une importante consultation à travers l'ensemble du Québec.

1.1 Naissance d'un premier organisme gouvernemental féminin au Québec

1.1.1 Débats et réticence autour de la création du Conseil du statut de la femme à l'Assemblée nationale

Le projet de loi sur le Conseil du statut de la femme, proposé par le gouvernement de Robert Bourassa, a évidemment suscité quelques débats à l'Assemblée nationale. Ces derniers ne concernent toutefois pas la pertinence d'un tel organisme, car tous les partis d'alors (Parti Québécois, Ralliement créditiste, Union Nationale, Parti Libéral), même les plus conservateurs sur le plan social, semblent s'entendre sur la nécessité d'agir quant à

la condition des femmes au Québec. La principale critique à l'égard du projet de loi est que ce dernier ne donne pas suffisamment de pouvoir au Conseil. Par exemple, Camille Laurin, du Parti Québécois, mentionne ceci : « Pour notre part, au lieu d'un Conseil du statut de la femme, nous aurions aimé pouvoir discuter sur la création d'un office de la femme qui aurait été doté de tous les pouvoirs nécessaires qui lui auraient permis d'exercer un rôle aussi bien au sein des institutions gouvernementales qu'au sein de la collectivité québécoise¹. » C'est le cas également de Jean-Noël Tremblay, de l'Union nationale, qui mentionne qu'il aurait été « idéal » de créer un « Conseil du statut de la femme qui eût des pouvoirs décisionnels² ». Un dernier exemple est celui d'Yvon Brochu, du Ralliement créditiste, qui exprime sensiblement la même critique : « Je crains [...] que le Conseil soit encore un peu trop restreint, quoi qu'il soit quand même [...] un premier pas de l'avant³. » Bref, la loi sur le Conseil du statut de la femme est perçue par les députés des différentes oppositions comme étant un premier pas dans la bonne direction, mais qui est loin d'être suffisant. Tous signalent que la création du Conseil doit être suivie de mesures concrètes, sans quoi ce dernier n'est pas réellement pertinent. Finalement, une critique plutôt sévère à l'égard du Parti libéral se fait entendre, alors que certains partis de l'opposition accusent ce dernier d'avoir mis en place cette loi par principe. Par exemple, Camille Laurin souhaite que le gouvernement « [...] se décide non pas simplement à faire des concessions de pure forme, non plus à payer un hommage du bout des lèvres à la cause de la femme québécoise, mais se décide enfin à effectuer, dans ce domaine, des réformes urgentes et

¹ Journal des débats, Étude détaillée du projet de loi no 63 - Loi du Conseil du statut de la femme, 29^e législature, 4^e session, jeudi 5 juillet 1973 vol. 13, n° 54 [En ligne], Consulté le 4 avril 2020, <http://www.assnat.qc.ca/fr/travaux-parlementaires/commissions/ceacc-avant-1984-29-4/journal-debats/CEACC-730705.html>

² *Ibid.*

³ *Ibid.*

que tout le monde souhaite⁴. » Yvon Brochu, quant à lui, estime que le projet de loi n'est « ni plus, ni moins qu'une façade pour justifier l'inaction du gouvernement⁵ ». Au final, malgré les quelques réserves exprimées à l'égard du projet de loi, le principe de fond fait consensus et ce dernier est accepté à l'unanimité. Considérant que la totalité de la chambre est alors masculine, et que deux des partis siégeant au Parlement sont très conservateurs (Union nationale et Ralliement créditiste), il est plutôt surprenant de voir ces derniers argumenter afin que le futur Conseil du statut de la femme ait davantage de pouvoir. À notre sens, l'unanimité de la chambre indique que la société québécoise a évolué assez rapidement depuis la Révolution tranquille, relativement à l'enjeu des rapports de genre, et que cela se traduit par une sorte d'acceptation générale vis-à-vis la nécessité d'intervenir auprès de la situation des femmes, surtout dans un contexte où la Commission Bird avait révélé de nombreuses inégalités entre les sexes. Aussi, peut-être les partis se sentent-ils obligés de prendre de telles positions pour ne pas s'aliéner, désormais, l'électorat féminin. Nous supposons également que les débats entourant le projet de loi relèvent en partie du théâtre politique, c'est-à-dire que l'opposition se fait un certain capital politique en critiquant la loi soumise par le parti au pouvoir et en exigeant plus que ce que le gouvernement peut concéder.

1.1.2 Accueil du Conseil du statut de la femme par les associations féminines et féministes et la presse québécoise

L'accueil du Conseil du statut de la femme par les groupes de femmes, quant à lui, est plutôt mitigé. Les auteures du Collectif CLIO rappellent que « [c]ertains groupes trouvent le mandat du CSF trop restreint et craignent la mainmise du gouvernement sur

⁴ *Ibid.*

⁵ *Ibid.*

leurs dossiers, alors que d'autres groupes accueillent favorablement cette création⁶ ». Par exemple, l'Association des femmes diplômées des universités se dit satisfaite que le gouvernement ait donné suite au mémoire présenté par la FFQ, mais estime que « [...] les droits accordés au Conseil sont beaucoup trop restreints⁷ ». L'association aurait souhaité notamment que le Conseil puisse entreprendre des études en lien avec le respect des droits et du statut de la femme, et ce, sans consultation ministérielle préalable⁸.

La FFQ, quant à elle, se réjouit de la naissance de l'organisme puisqu'elle a elle-même déposé le mémoire qui proposait la création d'un office de la femme au Québec. Sa présidente s'exprimait ainsi : « “ Une loi n'est jamais parfaite et ce n'est jamais à 100 % qu'on répond à un mémoire. Néanmoins, nous sommes satisfaites puisque plusieurs choses ont été retenues et que maintenant, nous avons un pied dans la porte...”⁹ ». Tout comme le mentionne Flavie Trudel, la création du Conseil est l'occasion pour la Fédération de se rapprocher du pouvoir. Cette dernière y voit « [...] une nouvelle façon d'infléchir les décisions politiques dans le sens des intérêts des femmes¹⁰. » C'est d'ailleurs ce qui explique que les postes du CSF seront convoités par les membres de la FFQ. À sa création, en effet, six des membres du Conseil proviennent de la Fédération des femmes du Québec. Un lien étroit entre les deux organismes est présent dès la création du CSF et persiste pendant plusieurs années. La nomination de la troisième présidente, qui

⁶ Le Collectif CLIO, *op. cit.*, p. 478.

⁷ Raymonde Marinier, « Le statut de la femme », *La Presse*, 3 mai 1973, p. A4.

⁸ *Ibid.*

⁹ Ariane Emond, « La FFQ se dit satisfaite du Conseil du statut de la femme », *La Presse*, 13 juillet 1973, p. C9.

¹⁰ Flavie Trudel, *op. cit.*, p. 130.

ne provient pas de la FFQ, créera une coupure entre les deux organismes, mais nous y reviendrons.

Finalement, la presse québécoise semble ne porter aucune attention marquée à la création du Conseil du statut de la femme. En effet, les deux journaux que nous avons consultés, soit *La Presse* et *Le Devoir*, restent complètement silencieux à ce sujet. Alors que la loi créant le CSF fut adoptée le 6 juillet 1973, il faut attendre le 13 juillet pour qu'il soit mentionné pour la première fois¹¹. L'article publié le 13 juillet souligne que l'adoption de la loi sur le Conseil du statut de la femme est passée sous silence, car un autre dossier (l'affaire Saulnier-Laporte) occupe alors toute la place. Par ailleurs, la création des différents services de l'organisme est annoncée dans les journaux, mais n'y occupe pas une place notable. Notons un exemple frappant de la place réservée à ce type de nouvelles, soit un article dans *La Presse* qui mentionne la création du service Action-Femmes¹². Ce dernier est situé dans la section « Vivre aujourd'hui » du journal, aux côtés de l'horoscope. Ce type de nouvelles est ainsi relégué aux sections dites plus féminines des journaux.

1.2 Fonctionnement, structure et composition du Conseil

Le Conseil est formé d'une présidente, d'une secrétaire et de dix membres. Ces derniers sont référés par différents milieux (syndical, socio-économique, universitaire, associations féminines), puis officiellement nommés par le Lieutenant-gouverneur en conseil (soit le gouvernement)¹³. Marie Lavigne, quatrième présidente du CSF, nous

¹¹ Renée Rowan, « La Fédération des femmes entend utiliser SON conseil », *Le Devoir*, 13 juillet 1973, p. 13.

¹² Lily Tasso, « Action-Femmes, à portée de téléphone des Québécoises », *La Presse*, 27 septembre 1974, p. A15.

¹³ Pour l'exercice financier de 1973, quatre membres étaient recommandées par les associations féminines, deux par les groupes socio-économiques, deux par le milieu universitaire et deux par les syndicats. Conseil du statut de la femme, *Rapport annuel 1973-1974*, op. cit., p. 8.

mentionne lors d'une entrevue que ces personnes sont nommées en fonction de leur sensibilité au milieu. Elle ajoute la nuance suivante : ce sont des femmes « issues » du milieu, et non pas des femmes qui représentent un milieu¹⁴. Elles sont donc, en principe, très connectées avec la réalité desdits milieux et sont ainsi en mesure de bien saisir les besoins de ces derniers.

Il faut ajouter que huit sous-ministres provenant des ministères suivants sont également membres d'office du Conseil : Affaires sociales, Éducation, Justice, Travail et Main-d'œuvre, Fonction publique, Affaires culturelles, Communications, puis Institutions financières, Compagnies et Coopératives. Ces derniers n'ont toutefois pas le droit de vote. Le rapport annuel précise que « [l]a participation et la collaboration des sous-ministres permettent de décupler l'efficacité du Conseil en lui donnant accès aux travaux de recherche entrepris par les différents ministères ou même en y participant directement¹⁵. » Cela confère à l'organisme gouvernemental un caractère très transversal, car il est par le fait même intéressé par de nombreux domaines.

Finalement, à la création du Conseil, la loi le régissant ne prévoit pas un nombre précis de réunions. Les membres sont plutôt chargés de déterminer combien de rencontres seront nécessaires au bon fonctionnement de l'organisme. Ce n'est toutefois pas le cas pour l'ensemble de la période à l'étude, car il sera éventuellement établi qu'un minimum de six réunions doit être tenu annuellement¹⁶. Dans la mesure du possible, les membres souhaitent siéger alternativement à Québec et en région¹⁷. La durée des rencontres dépend

¹⁴ Vicky Constantineau, Entrevue avec Marie Lavigne, Montréal, 2019, 1h20min.

¹⁵ Conseil du statut de la femme (CSF), *Rapport annuel 1973-1974*, op. cit., p. 7.

¹⁶ CSF, *Rapport annuel 1984-1985/1985-1986*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1986, p. 10.

¹⁷ Lorsque le Conseil siège en région, il est prévu qu'il en profite pour rencontrer des associations et des groupes locaux. Conseil du statut de la femme, *Rapport annuel 1984-1985/1985-1986*, op. cit., p. 10.

des dossiers qui doivent être traités; elles peuvent donc s'étendre sur quelques jours. En ce qui a trait à la prise de décision, le Conseil avait l'habitude de fonctionner par consensus plutôt que par vote¹⁸. En effet, Marie Lavigne mentionne que les recommandations, avis ou autres étaient travaillés tant et aussi longtemps que toutes les membres n'étaient pas d'accord.

1.3 Présidentes du Conseil du statut de la femme

Pendant la période étudiée, quatre présidentes furent à la tête du Conseil du statut de la femme. Nous souhaitons ici faire connaître ces femmes, d'une part, pour souligner leur contribution, et de l'autre, pour tenter de mieux comprendre leurs interventions et leurs choix politiques¹⁹.

1.3.1 Laurette Champigny-Robillard (1973-1978)

C'est le 28 septembre 1973 que la toute première présidente du Conseil du statut de la femme est nommée par le premier ministre Robert Bourassa : Laurette Champigny-Robillard. Née le 1^{er} janvier 1926, cette dernière a grandi dans un environnement « assez libéral²⁰ », où la politique et l'actualité internationale sont des sujets fréquemment abordés avec son père. Sa grand-mère était également une femme politisée et cette dernière semble l'avoir grandement inspirée : « “Ma grand-mère était féministe dans l'âme; elle s'était

¹⁸ Vicky Constantineau, Entrevue avec Marie Lavigne, Montréal, décembre 2019, 1h20min.

¹⁹ Notons ici que nous ne cherchons pas à diminuer le travail des autres membres du Conseil en n'abordant que le parcours des présidentes; nous ne disposons pas de suffisamment d'informations sur ces autres femmes pour en dresser un juste portrait.

²⁰ Mélanie Belzile, « Une femme d'action », *Gazette des femmes*, vol. 30, n° 3 (novembre-décembre 2008), p. 10-13.

mariée tard, elle avait des moyens, elle était très politisée et recevait dans son salon des membres de la Société Saint-Jean-Baptiste qui y tenaient des réunions’’²¹ ».

En ce qui concerne son parcours académique et professionnel, Laurette Champigny-Robillard abandonne ses études à l’école normale Jacques-Cartier, une école exclusivement de filles destinées à la formation des maîtres, car elle a l’impression de ne rien y apprendre. Son père l’incite ensuite à suivre un cours en secrétariat, ce qu’elle fait malgré qu’elle considère n’avoir aucun talent dans le domaine. Cette formation lui permet de débiter sa carrière à l’âge de 17 ans comme dactylo. Elle travaille ensuite au ministère du Revenu du gouvernement fédéral²². Elle se marie en 1948 et demeure à la maison pendant huit ans pour élever ses enfants. Elle retourne sur le marché du travail en 1956 et occupe la fonction de représentante de commerce où elle donne des cours d’anglais à des vendeurs de compagnies. Malgré qu’elle ait un emploi et cinq enfants, Mme Champigny-Robillard trouve le temps de s’impliquer en étant membre de la Chambre de commerce de Montréal, en plus de siéger au conseil d’administration de la Fédération des femmes du Québec²³.

Au début des années 1970, Laurette Champigny-Robillard milite en faveur de la création du Conseil du statut de la femme au sein de la Fédération des femmes du Québec, où elle occupe le poste de vice-présidente²⁴. Elle se trouve alors dans une position idéale pour occuper le poste de présidente du nouvel organisme gouvernemental qu’est le

²¹ *Ibid.*

²² *Ibid.*

²³ *Ibid.*

²⁴ Flavie Trudel, *op. cit.*, p. 130.

Conseil. D'ailleurs, dans une entrevue accordée à la *Gazette des femmes*, Champigny-Robillard explique l'enthousiasme qu'elle ressentait à l'égard d'une telle fonction :

Je voulais vraiment avoir ce poste et j'ai fait valoir mes références, avoue-t-elle, un sourire dans la voix. Je savais que le poste était à Québec. Même si je venais de m'acheter une maison à Saint-Laurent et que je ne savais pas du tout comment j'allais m'organiser avec les enfants, je voulais vraiment participer à ce nouvel élan donné au mouvement des femmes²⁵.

Laurette Champigny-Robillard laisse comme principal héritage au Conseil du statut de la femme la politique d'ensemble, sur laquelle nous reviendrons plus tard.

1.3.2 Claire Bonenfant (1978-1984)

Née en 1925, la deuxième présidente du CSF, Claire Bonenfant, est originaire de Saint-Jean (île d'Orléans). Elle s'oriente d'abord vers le domaine littéraire où elle cumule de nombreuses expériences, notamment à la Librairie de Québec et aux Éditions françaises. Au travers de cela, Bonenfant s'implique de plus en plus au sein de diverses organisations féministes : elle occupe à partir de 1973 le poste de vice-présidente du Conseil régional de Québec de la Fédération des femmes du Québec, elle est membre du Comité national de la condition féminine du Parti Québécois à titre de représentante de la région du Québec, puis elle est membre du Réseau d'action et d'informations pour les femmes de 1974 à 1978. Elle est officiellement nommée présidente du Conseil du statut de la femme le 1^{er} décembre 1978. Son arrivée coïncide notamment avec la publication de la politique d'ensemble, qu'elle aura pour mandat de faire respecter auprès du gouvernement du Québec.

²⁵ Mélanie Belzile, *op. cit.*, p. 10-13.

Dans une lettre qu'elle publie pour la fin de son mandat en 1984, Bonenfant témoigne du fait qu'elle a beaucoup hésité avant d'accepter le poste qui lui était offert au Conseil, car ce dernier n'était pas bien vu par toutes les féministes²⁶. Elle évoque même la peur qu'elle avait de « trahir » le mouvement des femmes. Ceci est révélateur de la réticence existante à l'égard du Conseil à l'époque étudiée, particulièrement dans les débuts, puisqu'il n'a pas encore eu le temps de vraiment faire ses preuves. Il faut également préciser qu'à cette époque, les courants marxistes et radicaux ont encore une certaine influence et le féminisme institutionnel demeure perçu d'un mauvais œil. Claire Bonenfant est consciente des limites qu'un organisme d'État comporte, mais souligne avoir tout de même essayé de le mettre au service des Québécoises en vue de l'atteinte de leur autonomie. Malgré les réticences qu'elle a pu ressentir au départ et les contradictions du Conseil du statut de la femme, elle considère ce dernier comme « [...] un outil précieux pour assister les Québécoises dans leur marche vers l'autonomie²⁷. »

Dans cette même lettre, elle évoque également les deux principales raisons pour lesquelles elle a choisi de ne pas renouveler son mandat : dans un premier temps, elle souligne le fait que le travail qui est à accomplir en tant que présidente « [...] n'est pas de tout repos²⁸. » Elle souhaite également se ressourcer et reprendre à son compte la réflexion féministe qu'elle n'a pas eu l'occasion de poursuivre en profondeur pendant son mandat. Dans un deuxième temps, Claire Bonenfant croit qu'il n'est pas bon pour un organisme de s'identifier à la même personne trop longtemps : « Le Conseil du statut de la femme

²⁶ Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ-Q), Fonds Conseil du statut de la femme (FCSF), contenant 1993-05-007/1, dossier 1100-01-01-9, « Curriculum vitae : Claire Bonenfant ».

²⁷ *Ibid.*

²⁸ *Ibid.*

est avant tout légitime et il doit être reconnu pour ce qu'il est et non pas uniquement par celle qui le dirige²⁹. » On peut déceler dans ce bilan que le mandat de Claire Bonenfant fut ponctué de périodes difficiles qui l'auront vraisemblablement conduite à céder sa place comme présidente.

1.3.3 Francine C. McKenzie (1984-1988)

La troisième présidente du Conseil du statut de la femme, Francine C. McKenzie, entre en fonction le 28 mars 1984. Cette dernière est née le 25 décembre 1937 à Salaberry-de-Valleyfield. Elle effectue des études en sociologie et en anthropologie à l'Université Laval (1959-1963) au deuxième cycle, puis des études doctorales à l'École pratique des Hautes études à Paris (1967-1969). Francine C. McKenzie est reconnue comme étant une pionnière de l'enseignement à distance et de l'éducation des adultes. Elle est en effet membre du groupe fondateur de la Télé-université (TÉLUQ), qui offre des cours universitaires à distance. Elle y occupe le poste de directrice des programmes et de la recherche entre 1972 et 1981. C'est donc principalement le domaine de l'éducation qui l'occupe avant son poste de présidente du CSF. Elle sera, entre autres, membre de la Commission de l'enseignement supérieur au Conseil supérieur de l'éducation du Québec, du conseil d'administration de l'Association canadienne des dirigeants de l'éducation des adultes des universités de langue française et de la Commission d'études sur la formation des adultes³⁰. Francine C. McKenzie est également membre du Conseil du statut de la

²⁹ *Ibid.*

³⁰ D'autres responsabilités figurent à sa longue feuille de route : membre de la Commission Jean (1980-1982), membre du Comité des affaires académiques de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec, 1980-1982), membre du Conseil d'administration de l'Association canadienne d'éducation (1981-1982).

femme en 1973 et 1974, et finalement, membre de différents conseils d'administration, jurys de sélection et comités scientifiques au sein du CSF³¹.

Il faut noter que la nomination de Francine C. McKenzie à la présidence ne se fait pas dans l'unanimité, car contrairement à la coutume, cette dernière ne provient pas de recommandations de groupes de femmes, mais plutôt de la ministre d'État à la condition féminine, Denise Leblanc Bantey. En effet, comme le rapporte *La Presse*, « [s]a nomination [...] a provoqué dans les organisations féminines des réactions qui vont de la perplexité à la plus profonde déception³². » Entre autres, soulignons le mécontentement de la FFQ, les deux premières présidentes du CSF ayant été recommandées par la Fédération des femmes du Québec. Dans sa thèse portant sur la FFQ, Flavie Trudel souligne qu'à compter de la nomination de Mme C. McKenzie, une confrontation s'engage entre les deux organisations et que cela « [...] amène une coupure entre le Conseil du statut de la femme et la Fédération³³ ». Il en va de même pour l'Association féminine d'éducation et d'action sociale. En effet, les propos de sa présidente, Lise Paquette, sont cités dans *La Presse* :

Dans les groupes préoccupés de l'amélioration de la condition féminine au Québec, Mme McKenzie est une inconnue. Elle n'a été suggérée par aucun de ses groupes. [...] Mais notre souci primordial était que la nouvelle présidente émerge d'un choix de groupes de femmes québécoises³⁴.

³¹ BAnQ-Q, FCSF, contenant 1995-09-004/3, dossier 1100-01-01, « Curriculum Vitae de Francine C. McKenzie », mai 1988.

³² Huguette Roberge, « Les groupes féminins acceptent mal le choix de Québec et le sort réservé à la consultation », *La Presse*, 29 mars 1984, p. A14.

³³ Flavie Trudel, *op. cit.*, p. 216.

³⁴ Huguette Roberge, *op. cit.*, p. A14.

Nous constatons avec ces quelques propos l'importance qui semble être accordée à l'origine des présidentes du Conseil. En outre, il faut mentionner qu'au sein même de l'organisme, la présidence de McKenzie ne semble pas faire l'unanimité. En effet, comme le rapporte Lise Dunnigan dans l'entretien qu'elle nous a accordé, Mme McKenzie se définissait comme « humaniste » plutôt que féministe, ce qui créait des tensions au sein du Conseil. De plus, toujours selon le témoignage de Dunnigan, la dynamique n'était plus la même au sein du Conseil pendant la présidence de McKenzie, en comparaison avec les années de ses prédécesseurs :

[...] avec Laurette Robillard et Claire Bonenfant ça a été des années extraordinaires. Deux femmes qui à l'époque aussi nous laissaient énormément de liberté, comme professionnelles chargées des dossiers de recherche, elles nous laissaient vraiment beaucoup de latitude, elles nous laissaient toutes les deux parler en public, faire des entrevues à la radio, à la télévision, aller dans des colloques, être invitées par des professeurs d'université, on était toute une belle équipe qu'elles coordonnaient, mais bon à l'étape de McKenzie on ne pouvait plus trop parler aux journalistes, ça a vraiment changé³⁵.

L'arrivée à la présidence de Francine C. McKenzie est ainsi interprétée comme « [...] une rupture de ton significative, puisque jusqu'à ce moment le CSF avait travaillé main dans la main avec le mouvement des femmes »³⁶. Finalement, la carrière de McKenzie s'est arrêtée plus tôt que prévu en raison d'un cancer qui l'a emportée le 10 juin 1988.

³⁵ Vicky Constantineau, Entrevue avec Lise Dunnigan, *Zoom*, 2020, 1h23.

³⁶ Chantal Maillé, *op. cit.*, p. 52.

1.3.4 Marie Lavigne (1988-1995)

La dernière présidente de la période à l'étude est Marie Lavigne, qui occupe ce poste entre 1988 et 1995. Son arrivée se fait suite à la mort de Francine C. McKenzie, dont l'intérim fut assuré par une membre du Conseil, Claire McNicoll. Comme cette dernière n'était pas intéressée à être présidente, c'est Marie Lavigne qui est nommée en octobre 1988. Sa nomination va plutôt de soi, d'une part parce qu'elle est déjà connue au sein du Conseil pour son poste de directrice de la recherche entre 1978 et 1981, et d'autre part, parce que ses expériences professionnelles font en sorte qu'elle possède les compétences et l'expérience nécessaires.

Marie Lavigne est notamment reconnue à l'époque pour sa formation en histoire ainsi que les compétences de chercheuse qu'elle y a acquises. En effet, elle a complété un baccalauréat en histoire à l'Université du Québec à Montréal (1972), une maîtrise en histoire à la même université (1974), puis une scolarité de doctorat à l'Université de Toronto (1981-1982)³⁷. Elle fait notamment partie des quatre auteures formant le Collectif CLIO qui ont coécrit l'ouvrage *l'Histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles*³⁸. Sa participation à l'écriture de cet ouvrage fait d'elle une historienne reconnue et démontre également son intérêt pour la condition des femmes au Québec.

Au niveau de ses expériences professionnelles, en plus de son poste de directrice de la recherche au CSF, Lavigne a également occupé le poste de Directrice du Bureau de la condition des femmes au travail au ministère de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du

³⁷ BAnQ, FCSF, contenant 2007-09-002/3, dossier 1100-01-01, « Curriculum Vitae de Marie Lavigne ».

³⁸ Le Collectif CLIO, *op. cit.*

revenu (gouvernement du Québec), et ce, d'août 1982 à décembre 1983. Ensuite, de décembre 1983 à novembre 1986, elle est directrice régionale de l'Outaouais pour le ministère des Affaires culturelles (gouvernement du Québec) où elle planifie, dirige et coordonne les opérations du Ministère sur les questions liées au patrimoine, aux arts, aux lettres, aux bibliothèques ainsi qu'aux équipements culturels. De novembre 1986 à novembre 1987, elle devient Directrice des régions pour le même ministère, une fonction où elle est investie du même mandat, mais à l'échelle de huit directions régionales. Finalement, le dernier poste qu'elle occupe dans la fonction publique avant d'être élue à la présidence du CSF est celui de Directrice générale des régions au sein du même ministère³⁹. Marie Lavigne a donc eu plusieurs postes au sein même de l'appareil étatique avant sa nomination comme présidente.

Dans une entrevue qu'elle nous a accordée, Marie Lavigne mentionne qu'à son arrivée comme présidente, elle avait déjà une bonne connaissance des groupes de femmes, et ces derniers la connaissaient également en raison des postes qu'elle avait occupés au ministère de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du revenu, puis dans les régions au ministère des Affaires culturelles. Elle explique aussi que sa nomination comme présidente au Conseil était naturelle pour les gens qui y travaillaient, car elle était déjà connue de plusieurs ayant été directrice de la recherche au CSF auparavant. De plus, ses expériences professionnelles et académiques, additionnées aux publications qu'elle a faites, lui ont permis d'être vue comme quelqu'un de résolument féministe au sein du mouvement des femmes ; ses preuves n'étaient donc pas à faire à ce niveau-là⁴⁰. Ceci nous

³⁹ *Ibid.*

⁴⁰ Vicky Constantineau, Entrevue avec Marie Lavigne, Montréal, 2019, 1h20min.

porte à croire encore une fois que les crédits féministes sont indispensables pour assurer la crédibilité des présidentes du Conseil vis-à-vis les groupes de femmes.

Marie Lavigne quitte en 1995 la présidence du Conseil du statut de la femme pour un poste qui lui a été offert à la direction du Conseil des arts. Dans une lettre ouverte qu'elle adresse à ses collaboratrices, elle fait un bilan personnel de ses sept années passés au Conseil, puis témoigne de sa vision de ce dernier :

D'abord il y a quelque chose d'extraordinaire à travailler pour que les femmes vivent dans un monde meilleur, à poser des gestes qui feront que le monde sera un peu moins sexiste et moins macho. Par ailleurs, le Conseil est en quelque sorte un observatoire privilégié de la société québécoise, du mouvement des femmes et des tendances sociales. Peu de lieux offrent une vision aussi large de la société, donnent ce sentiment d'être au carrefour des forces du changement et permettent d'y contribuer de façon si significative⁴¹.

Bien qu'elle semble avoir apprécié son passage au Conseil du statut de la femme, Marie Lavigne mentionne dans cette même lettre qu'elle quitte parce qu'elle avait « le goût de “ bêcher d'autres jardins ” » et que l'offre du Conseil des arts la ramenait à « d'anciennes amours...⁴² ».

En portant une attention particulière au parcours des quatre femmes qui ont été à la tête du Conseil du statut de la femme entre 1973 et 1995, nous dégageons quelques constats. Tout d'abord, et cela va plutôt de soi, ce sont toutes des femmes intéressées, bien avant d'être nommées présidente, à la condition des femmes et qui s'identifiaient comme féministes (à l'exception de Francine C. McKenzie). Elles voyaient dans le CSF

⁴¹ BAnQ-Québec, FCSF, contenant 2007-09-002/3, dossier 1100-01-01, « Lettre de Marie Lavigne », 28 septembre 1995.

⁴² *Ibid.*

une opportunité concrète de contribuer au mouvement des femmes et à l'amélioration de la condition de vie de ces dernières. Notons que le passage dans une telle fonction constituait aussi un tremplin vers d'autres carrières dans la fonction publique. Ensuite, nous constatons que les expériences qu'elles ont cumulées avant leur poste de présidente ont, pour la plupart, eu un lien avec la gestion, les préparant ainsi aux tâches qu'elles s'apprêtaient à accomplir au sein du Conseil. Enfin, une certaine affiliation, soit à l'appareil gouvernemental, soit à des organisations féministes, semble être nécessaire afin d'obtenir le poste de présidente du Conseil. En effet, Laurette Champigny-Robillard et Claire Bonenfant ont toutes deux occupé des postes à la Fédération des femmes du Québec. Francine C. McKenzie et Marie Lavigne ont, quant à elles, occupé des postes au sein même du CSF et du gouvernement avant leur nomination à la présidence du Conseil. Elles étaient donc déjà bien connues de l'appareil gouvernemental.

En conclusion de cette section, il semble intéressant de souligner que les entrevues que nous avons réalisées avec différentes membres du Conseil du statut de la femme nous ont éclairée sur l'investissement lié à leur emploi. Pour les membres, bien que travailler pour le Conseil fut exigeant, cela représentait une expérience enrichissante qui permettait d'être au-devant d'un grand mouvement et de prendre part aux changements. À cet égard, Judith Doyon (secrétaire au Conseil entre 1973 et 1984) mentionne ceci lors de son entrevue : « Je crois que nous avons été vraiment privilégiées d'être au cœur de cette révolution, et d'être payées pour le faire⁴³ ». De plus, surtout concernant les dix premières années d'existence de l'organisme, les participantes nous ont donné l'impression qu'il existait un esprit d'équipe solide au sein du Conseil et que

⁴³ Vicky Constantineau, Entrevue avec Judith Doyon, Appel *Messenger*, 2020, 52 minutes.

ces années étaient imprégnées par l'enthousiasme plus général qu'il y avait autour du mouvement féministe dans la société québécoise. En parlant de l'esprit d'équipe qui régnait au Conseil, Chantale Michaud, qui a travaillé au service Consult-action, exprime ceci : « On travaillait fort, du 9 h à 5 h on ne connaissait pas ça, la passion nous réunissait, le goût de faire avancer les choses...⁴⁴ ». En parlant de l'époque de Laurette Champigny-Robillard (1973-1978) et de Claire Bonenfant (1978-1984), Lise Dunnigan semble partager la même impression que Mme Michaud : « ça a été vraiment une époque très stimulante, on était en feu! »⁴⁵.

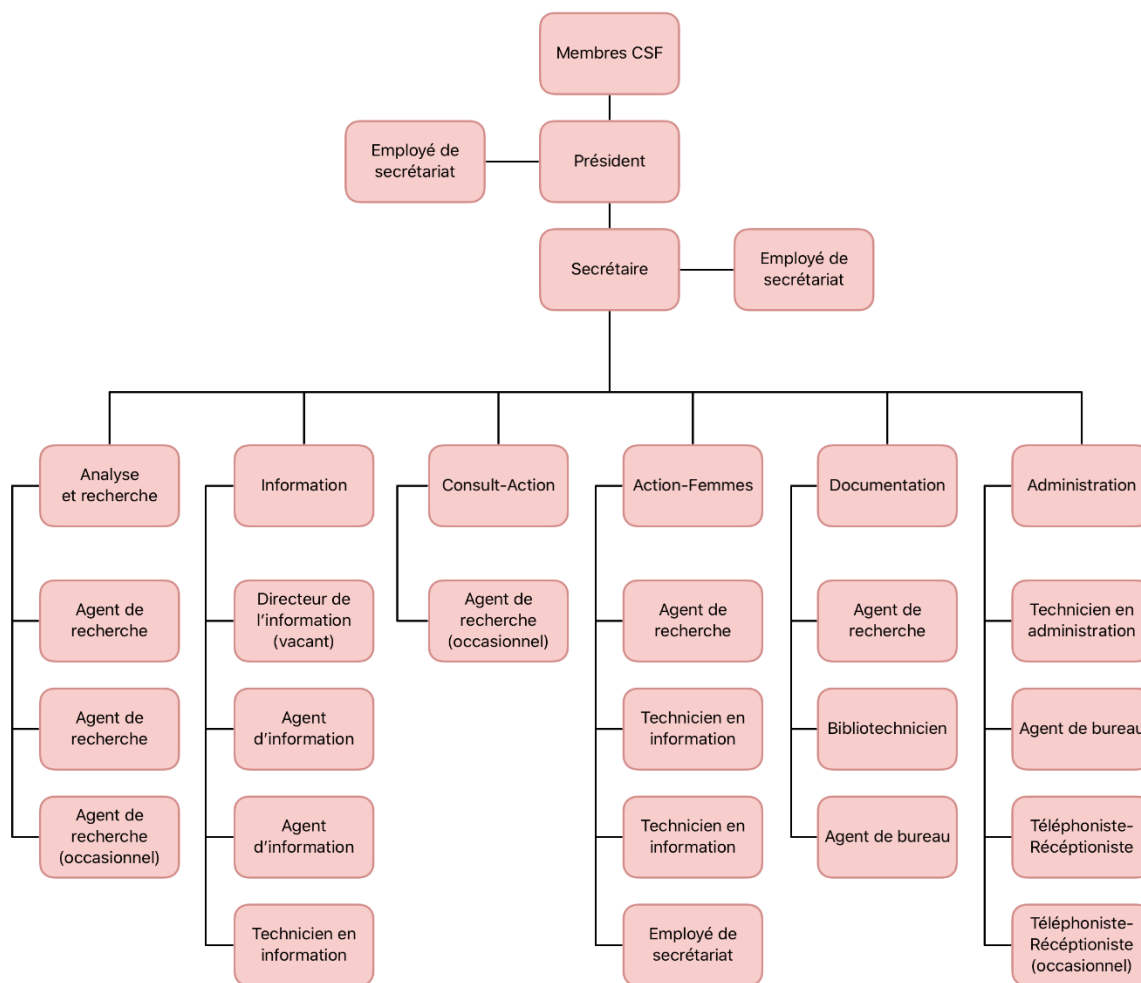
1.4 Instances et services offerts par le Conseil du statut de la femme

Pour atteindre ses objectifs, le Conseil s'est muni de plusieurs services qui ont chacun un rôle bien précis. L'organigramme suivant (figure 1.1) nous permettra de saisir sa structure avant d'aborder chacun des services plus en détail.

⁴⁴ Vicky Constantineau, Entrevue avec Chantale Michaud, Appel téléphonique, 2020, 1h12.

⁴⁵ Vicky Constantineau, Entrevue avec Lise Dunnigan, *Zoom*, 2020, 1h23.

Figure 1.1 Organigramme du Conseil du statut de la femme (1975-1976)



Source : Conseil du statut de la femme, *Rapport annuel 1975-1976*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1976, p. 27.

1.4.1 Information, recherche et documentation

Créé en 1973, le service d'information a pour mission de « fournir de l'information au public sur toute question individuelle ou collective concernant l'égalité et le respect des droits et du statut de la femme⁴⁶. » En d'autres mots, c'est ce service qui assure les

⁴⁶ CSF, *Rapport annuel 1973-1974*, op. cit., p. 10.

communications du CSF avec le public. Pour ce faire, plusieurs moyens sont à sa disposition : la production et la diffusion de publications telles que des bulletins périodiques, brochures d'information et de vulgarisation ou encore du matériel publicitaire. Aussi, ce service entretient une relation avec les médias en rédigeant et fournissant les communiqués, en établissant des contacts avec les journalistes ainsi qu'en organisant et coordonnant les présences du Conseil à la radio et à la télévision. Ce service agit également à titre de conseiller et de support pour l'ensemble des services du Conseil en matière de communication⁴⁷.

Mentionnons ensuite le service de la recherche, qui est responsable d'alimenter les travaux des membres du Conseil. Comme l'explique Lise Dunnigan, agente de recherche pour le CSF, ce service constitue une « équipe de soutien aux réflexions⁴⁸ ». En effet, les résultats sont utilisés par le CSF pour effectuer diverses publications et prendre position. Les secteurs de recherche sur lesquels s'est concentré le Conseil pendant la période étudiée étaient très diversifiés, car ils allaient constituer le matériel de base pour les publications à venir. À sa création, le Conseil n'a que deux agents de recherche, mais leur nombre augmentera rapidement en raison de plus grands besoins.

Quand à lui, le service de documentation regroupe des documents en lien avec plusieurs sujets touchant les femmes. À sa création, il « [...] est d'abord un instrument de travail à l'usage du Conseil lui-même et de ses agents de recherche. Il est également un service de renseignement auprès d'un public particulier, tel que des associations

⁴⁷ BAnQ-Q, FCSF, contenant 1994-10-007/2, dossier 1232-01-06-S, Mandat du service de l'information, 15 mars 1983.

⁴⁸ Vicky Constantineau, Entrevue avec Lise Dunnigan, *Zoom*, 2020, 1h23.

féminines, des groupes spécialisés, des étudiants et des chercheurs⁴⁹. » En 1975, il devient un service gratuit et accessible à tous de documentation générale sur la femme. En d'autres mots, ce dernier donne accès à la population à plusieurs documents, tels que les archives et les dossiers de presse du Conseil, des documents de base, des volumes spécialisés sur la femme ainsi que des quotidiens et revues spécialisées. Dans le rapport annuel de 1974-1975, le CSF rapporte que ce service a répondu à environ quarante demandes par semaine venant d'une clientèle plutôt variée⁵⁰. Son fonctionnement ressemble à celui d'une bibliothèque régulière, c'est-à-dire que les gens peuvent le consulter selon leurs besoins. Ce service se tient également à l'affût des thématiques qui sont populaires afin de créer des listes bibliographiques que les usagers peuvent facilement consulter⁵¹. Enfin, il fournit au Conseil un système de gestion des documents administratifs, de même qu'un système de gestion des documents de recherche et de référence⁵².

1.4.2 Action-Femmes : éclairer les femmes relativement à leurs droits

Mis en place en octobre 1974, le service Action-Femmes a pour but « [...] de recevoir les plaintes des femmes lésées dans leurs droits à l'égalité, mais aussi de les renseigner sur ces droits et sur la façon de les revendiquer; par la suite il les conseille et les appuie dans leurs démarches⁵³ ». Action-Femmes agit également à titre de vulgarisateur auprès des femmes, en expliquant à ces dernières les lois et règlements administratifs qui les concernent. Ce service assure un lien entre la population et le

⁴⁹ CSF, *Rapport annuel 1973-1974*, op. cit., p. 13.

⁵⁰ CSF, *Rapport annuel 1974-1975*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1975, p. 18.

⁵¹ BAnQ-Q, FCSF, contenant 1994-10-007/2, dossier 1232-01-06 S, « Service de la documentation. Mandat, Activités ».

⁵² *Ibid.*

⁵³ CSF, *Rapport annuel 1973-1974*, op. cit., p. 15.

Conseil, tout en veillant autant que possible sur l'égalité et le respect des droits et du statut de la femme. Lorsque nécessaire, le service n'hésite pas à entreprendre lui-même des démarches auprès d'un employeur ou d'un organisme afin de lui faire part de sa position sur la situation dénoncée et pour le sensibiliser à améliorer la situation⁵⁴. Nous en verrons des exemples concrets dans ce mémoire. Action-Femmes a également le mandat de développer des moyens d'éducation et d'information afin de prévenir les problèmes dénoncés par sa clientèle. Le Conseil utilise les demandes et les plaintes des femmes qui contactent Action-Femmes afin de mieux cerner leurs besoins. Ces renseignements constituent une source supplémentaire pour le CSF qui peut ainsi avoir une idée plus réaliste des préoccupations existantes chez les femmes. Ces informations peuvent également servir de piste de réflexion pour la formulation d'avis et de demandes à l'intention du gouvernement.

Souhaitant se faire connaître du public et inciter les femmes à utiliser le service d'Action-Femmes, le Conseil se sert entre autre de la publicité. Par exemple, en 1976, 900 000 dépliants faisant la promotion du service sont joints aux chèques d'allocations familiales. Des publicités sont également publiés dans les journaux. C'est le cas de l'exemple suivant, qui figure dans *La Presse*.

⁵⁴ *Ibid.*

Figure 1.2 Publicité d'Action-Femmes dans *La Presse*

QUÉBÉCOISES PARLEZ...
ACTION-FEMMES
VOUS ÉCOUTE!

Chaque fois que vous vous sentez lésée dans vos droits de femme, chaque fois qu'un employeur, un commerçant, une loi ou un règlement vous semble aller à l'encontre de votre droit d'être traitées comme des citoyennes à part entière, téléphonez sans frais d'interurbain à ACTION-FEMMES. C'est l'organisme que le Conseil du statut de la femme a mis sur pied pour vous renseigner sur vos droits et vous aider à les faire respecter. On prendra aussi note de vos questions et suggestions afin de formuler, s'il y a lieu, des recommandations auprès du gouvernement ou autres organismes.

Nous avons besoin de vous pour agir!

 Gouvernement du Québec

 CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

1-800-463-2851 **643-4326**
(sans frais, ou que vous soyez au Québec) Région métropolitaine de Québec

Conseil et comité
ACTION-FEMMES

Source : Conseil du statut de la femme, « Québécoises parlez...Action-Femmes vous écoute! », *La Presse*, mercredi 30 octobre 1974, p. E12.

En date du 31 mars 1975, le service Action-Femmes avait déjà reçu 1290 demandes. Le rapport annuel de 1975-1976 rapporte 2077 cas traités, celui de 1976-1977, 2633 cas, et ce nombre continu de progresser au fil des années. Entre 1974 et 1994, c'est plus de 100 000 personnes qui obtiennent l'aide de ce service⁵⁵. Ajoutons que les sujets

⁵⁵ CSF, *30 ans de présence et d'action pour une société plus égalitaire*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 2003, p. 7.

pour lesquels les femmes contactent Action-Femmes sont nombreux et divers. Ils concernent autant les affaires juridiques, le travail et la main-d'œuvre, les affaires sociales, les activités ou les services offerts par le CSF, ou encore la protection de la personne et de la propriété. Plus tard, d'autres secteurs viendront s'ajouter, tels que l'éducation, les affaires culturelles, la structure du pouvoir et la fonction publique.

En raison du nombre de demandes qu'il reçoit, le service Action-Femmes s'avère essentiel et il remplit directement le mandat d'information de l'organisme. Il démontre également sa volonté d'avoir un lien direct avec les femmes afin de répondre à leurs besoins. Le Conseil va même jusqu'à affirmer qu'« [a]u cours des années, des milliers de femmes s'étant adressées au service Action-Femmes, celui-ci est devenu la pierre angulaire concernant les renseignements en matière de condition féminine au Québec⁵⁶ ».

La crise des finances publiques au milieu des années 1990 a pour effet de réduire considérablement le budget du gouvernement du Québec alloué au Conseil du statut de la femme. En effet, ce dernier voit son budget diminuer de 14,5 % au cours des années fiscales 1994-1995 et 1996-1997. Le service Action-Femmes est directement touché par les coupures qui accompagnent la diminution du budget du CSF puisqu'il est aboli. Le Conseil continue néanmoins de répondre aux demandes écrites en s'appuyant sur son personnel régulier.

⁵⁶ BAnQ-Q, FCSF, contenant 1994-10-007/2, dossier 1232-01-06-S, « Mandat du service Action-Femmes, activités du service, lignes de force du service », mars 1983.

1.4.3 Consult-Action : agent de liaison entre le CSF et les groupes de femmes

Le service Consult-Action⁵⁷ est créé un peu après les autres services, soit en octobre 1976, afin de mieux répondre au mandat du CSF. En effet, le Conseil amorce en juillet 1975 la planification de ce nouveau service en réponse aux besoins de liaisons et de coordination entre les groupes et lui-même. Cela répond également à ses responsabilités envers les associations féminines et les groupes de femmes qui poursuivent les mêmes objectifs que lui⁵⁸. Ainsi, s'adressant surtout aux groupes organisés tels que les associations féminines et féministes et les organismes reconnus, Consult-Action a pour « [...] but de promouvoir l'autonomie de la femme en offrant une consultation en développement de programmes d'action dans la perspective d'une recherche de solutions collectives⁵⁹. » Le CSF a défini le mandat de ce service en trois points : tout d'abord, il doit « promouvoir l'autonomie de la femme en travaillant avec des groupes structurés ou non structurés⁶⁰. » Ensuite, il doit « offrir à ces groupes des services de consultation, d'information et de coordination⁶¹. » Enfin, son mandat consiste à « signaler au CSF tous les problèmes vécus par les femmes avec lesquelles il travaille, et recommander les actions qu'il juge appropriées⁶². » En complément à ses tâches de « conseiller technique », Consult-Action agit comme « agent de liaison » entre le CSF et les groupes dans le but de faciliter des actions collectives. Lors de sa création, les locaux du service sont situés à

⁵⁷ Dans les rapports annuels et autres documents produits par le Conseil du statut de la femme, plusieurs façons d'écrire « Consult-Action » sont utilisées; parfois il est écrit en lettre minuscule et à d'autres moments les majuscules au début de « Consult » et de « Action » sont utilisées. Nous avons choisi la deuxième méthode de sorte que cela soit uniforme. Il en va de même pour le service « Action-Femmes » que nous aborderons plus loin.

⁵⁸ BAnQ-Q, FCSF, contenant 2000-10-006/29, dossier 1822-01-12-S, « Consult-Action ouverture ».

⁵⁹ Conseil du statut de la femme, *Rapport annuel 1975-1976*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1976, p. 25.

⁶⁰ BAnQ-Q, FCSF, contenant 2000-10-006/29, dossier 1822-01-12-S, « Consult-Action ouverture ».

⁶¹ *Ibid.*

⁶² *Ibid.*

Montréal afin de le rendre présent et accessible à sa clientèle. C'est effectivement dans cette région que se trouve la plus grande concentration de groupes de femmes à cette époque⁶³.

Dès son entrée en fonction, la direction de Consult-Action croit nécessaire de rencontrer directement plusieurs groupes et associations féminines. En effet, entre le 1^{er} octobre 1976 et le 31 mars 1977, c'est 122 groupes et associations qui sont rencontrés par le service⁶⁴, et une tournée provinciale est organisée pour « [...] chercher à saisir à l'échelle de la province, le pouls des femmes dont le C.S.F. veut promouvoir le respect des droits et du statut⁶⁵. »

Ajoutons qu'à compter de mars 1979, le Conseil donne à Consult-Action la responsabilité d'assurer une présence en région⁶⁶. Les régions retenues pour la première phase du processus de régionalisation sont les suivantes : Montréal, Hull, Sherbrooke, Chicoutimi et Québec. La deuxième phase assurera la présence du Conseil par l'entremise de Consult-Action dans les régions de la Gaspésie, de la Côte-Nord et du Nord-Ouest du Québec, couvrant alors la totalité du territoire québécois⁶⁷. Il y a donc une agente de recherche et une agente de bureau dans chacune de ces régions, qui sont situées dans des bureaux prêtés par Communication-Québec. Entre l'année financière de 1986 et 1988, deux bureaux régionaux sont ajoutés, afin de mieux desservir les groupes. Dans une

⁶³ BAnQ-Q, FCSF, contenant 2009-02-10/8, dossier 1110-01-01, « La direction de Consult-Action douze ans plus tard », août 1988.

⁶⁴ CSF, *Rapport annuel 1976-1977*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1977, p. 33.

⁶⁵ CSF, *Rapport annuel 1977-1978/1978-1979*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1980, p. 18

⁶⁶ CSF, *Rapport annuel 1979-1980/1980-1981*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1982, p. 24

⁶⁷ En 1988, on retrouve alors des bureaux dans les régions suivantes : Bas-Saint-Laurent – Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine, Saguenay – Lac-Saint-Jean, Québec, Mauricie, Estrie, Montréal, Montérégie, Laval – Laurentides – Lanaudière, Outaouais, Abitibi-Témiscamingue, Côte-Nord. CSF, *Rapport annuel 1988-1989*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1989, p. 13.

entrevue réalisée avec une ancienne employée de Consult-Action, Chantale Michaud, cette dernière explique que la présence de ce service en région « permettait et a permis au Conseil du statut de la femme d’avoir des antennes dans toutes les régions du Québec⁶⁸ ».

Au début de son mandat en 1988, Marie Lavigne entreprend une tournée des régions du Québec pour connaître les préoccupations des groupes de femmes et ainsi orienter le Conseil pour les années à venir. Le CSF travaille alors à resserrer les liens avec les groupes⁶⁹. En réponse à cette préoccupation, le service Consult-Action devient la Direction des bureaux régionaux et son mandat est modifié dans le but d’aider les femmes à devenir des partenaires à part entière dans le développement de leur région⁷⁰. On ne change pas drastiquement le rôle de ce service, mais on ajoute à son mandat davantage de recherche⁷¹. L’organigramme suivant (figure 1.3), tiré du rapport annuel de 1995-1996, permet de mieux comprendre les changements qui surviennent au cours de la période.

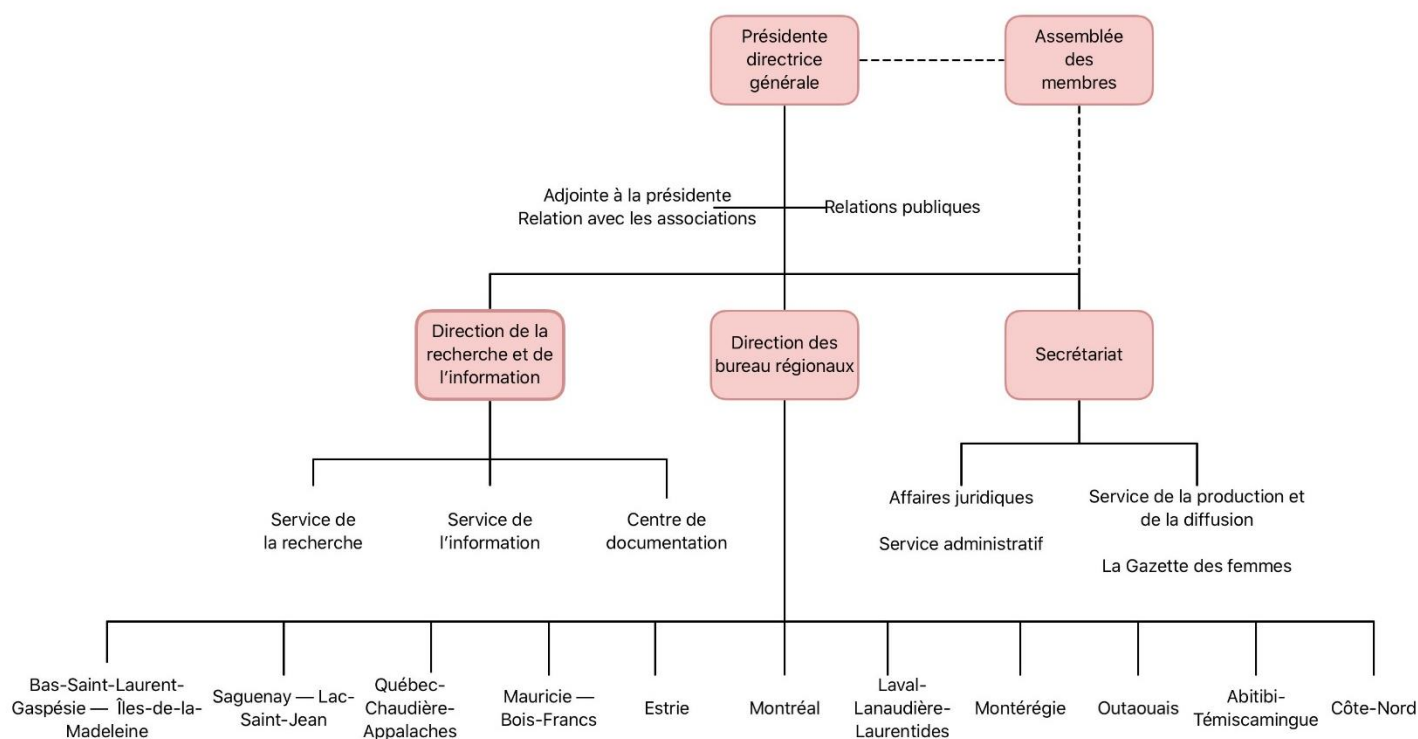
⁶⁸ Vicky Constantineau, Entrevue avec Chantale Michaud, appel téléphonique, 2020, 1h12.

⁶⁹ CSF, *30 ans de présence et d’action pour une société plus égalitaire*, op. cit., p. 21

⁷⁰ CSF, *Rapport annuel 1989-1990*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1990, p. 12.

⁷¹ CSF, *30 ans de présence et d’action pour une société plus égalitaire*, op. cit., p. 21.

Figure 1.3 Organigramme du Conseil du statut de la femme (1995-1996)



Source : Conseil du statut de la femme, *Rapport annuel 1995-1996*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1996, p. 13.

En somme, non seulement le service Consult-Action démontre la volonté du Conseil du statut de la femme de se rapprocher des groupes de femmes, mais aussi celle d'être plus présent en région afin d'avoir un portrait plus juste de la situation des femmes dans l'ensemble du Québec. En 2015, la Direction des bureaux régionaux du Conseil ferme pour des raisons budgétaires.

1.4.4 *La Gazette des femmes* : un outil précieux d'information pour les Québécoises

La Gazette des femmes est officiellement lancée le 30 octobre 1979 par le Conseil. C'est en fait le bulletin d'information qui se transforme en revue féministe⁷². Sa

⁷² CSF, *Rapport annuel 1979-1980/1980-1981*, op. cit., p. 24.

publication poursuit plusieurs objectifs : tout d'abord, cette publication souhaite établir un lien régulier entre le Conseil, les associations féminines et les femmes; ensuite, *La Gazette des femmes* souhaite « [...] informer le public des activités du Conseil et des mesures gouvernementales qui ont un impact sur les conditions de vie des femmes⁷³ ». Finalement, le contenu de la revue vise à témoigner de la solidarité des femmes, et ce, en faisant part à ses lectrices des principales activités du mouvement des femmes, tels que les manifestations, les regroupements, etc.

La grande particularité de cette publication est le fait qu'elle est distribuée gratuitement à ses abonnées afin de faciliter une plus grande accessibilité, et ce, jusqu'à l'automne 1994. À partir de cette date, le budget du Conseil est grandement touché par les coupes budgétaires et il devient nécessaire de reconsidérer la gratuité de *La Gazette des femmes*. Ne voulant pas cesser complètement la production de la revue, la solution retenue est celle de vendre le magazine par abonnement⁷⁴.

Il est également important de noter que, bien qu'elle soit produite par le Conseil du statut de la femme, *La Gazette des femmes* souhaite demeurer une publication indépendante. En effet, selon la directrice du CSF Thérèse Mailloux en 2000, « [...] depuis les tout premiers débuts, l'indépendance du magazine fait partie de notre tradition, de notre culture [...]. Pas plus que le gouvernement ne va s'ingérer dans les affaires du Conseil, le CSF ne va chercher à s'immiscer dans la conduite de la Gazette⁷⁵. » C'est un comité chargé de la revue qui choisit donc les thèmes et les orientations qui seront mis de

⁷³ *Ibid.*, p. 40.

⁷⁴ Aujourd'hui la *Gazette* est redevenue gratuite et accessible uniquement en format électronique.

⁷⁵ Nicole Beaulieu et Marie-Josée Des Rivières, « *La Gazette des femmes*. Une mine d'or encore inexploitée par la recherche féministe », *Recherches féministes*, vol. 13, n° 2 (2000), p. 139.

l'avant dans les différents numéros publiés. Tel que décrit dans les rapports annuels du CSF, ce dernier a pour mandat

d'établir et de réviser au besoin les orientations développées dans les pages du magazine. Son travail consiste à évaluer les sujets des dossiers et des principaux articles proposés, à faire la critique des numéros publiés, à étudier les projets relatifs aux activités de promotion ou à l'abonnement, et à veiller à ce que le magazine remplisse son rôle d'information tant en fonction des préoccupations du Conseil que des besoins de sa clientèle⁷⁶.

Le comité regroupe la présidente du CSF, une membre du Conseil, la secrétaire générale, la directrice des communications, le personnel de la rédaction et des représentantes de la direction de la recherche, de Consult-Action, des services de la documentation, d'Action-Femmes et de la direction générale⁷⁷. Finalement, un comité de lecture composé de quelques membres du comité d'orientation est chargé de réviser et de commenter tous les articles des numéros. Au regard des personnes qui composent le comité chargé de la revue, nous pouvons nous questionner sur sa réelle indépendance vis-à-vis l'organisme gouvernemental. En effet, comme ce sont toutes des membres du Conseil qui sont sur les comités de la revue, nous ne pouvons faire autrement que penser qu'une certaine influence est tout de même présente dans les numéros publiés.

1.5 *Pour les Québécoises : égalité en indépendance.* La politique d'ensemble de la condition féminine.

Pour le Conseil du statut de la femme, la nécessité d'élaborer une politique dite « d'ensemble » apparaît dès 1976. En effet, la ministre de la Condition féminine, qui a parmi ses attributions la responsabilité du CSF, Lise Payette, demande à ce dernier de lui

⁷⁶ CSF, *Rapport annuel 1986-1987*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1988, p. 10.

⁷⁷ *Ibid.*

fournir un aperçu des mesures qu'il jugeait importantes à réaliser le plus tôt possible. Dans un document intitulé *Actions proposées en regard de la condition féminine*, le Conseil formule en six recommandations les exigences minimales qu'il considère urgentes. C'est donc dans ce document qu'est manifesté officiellement l'intérêt du Conseil pour l'élaboration d'une politique globale sur la condition féminine à la ministre. Les liens que le Conseil entretient avec plusieurs groupes de femmes à travers le Québec ainsi que ses nombreuses discussions avec des femmes vivant des situations jugées « intolérables » l'ont poussé à croire ceci : « [...] seule une volonté politique élaborée à partir d'une approche globale de la situation des femmes du Québec et d'une analyse de leurs problèmes, pourrait amener les changements souhaitables⁷⁸ ». À la suite de la présentation d'un mémoire produit par Lise Payette au Conseil des ministres, ce dernier décide, le 18 mai 1977, « [...] d'autoriser la ministre responsable du Conseil du statut de la femme, en collaboration avec le ministre d'État au Développement social, à confier au Conseil du statut de la femme le soin d'effectuer une étude en profondeur sur une politique d'ensemble de la condition féminine⁷⁹ ».

Dès le départ, une collaboration entre le CSF et les différents ministères susceptibles d'être impliqués dans les changements à effectuer est mise de l'avant. Le Conseil des ministres semble conscient du fait que l'organisme gouvernemental ne peut effectuer tout le travail seul, car l'ampleur de ce projet est beaucoup trop importante. Pour

⁷⁸ CSF, *Rapport annuel 1977-1978/1978-1979*, op. cit., p. 7.

⁷⁹ *Ibid.*, p. 8.

parvenir à ses fins, le CSF se dote de trois outils : un comité interministériel⁸⁰, des groupes de travail⁸¹ et une consultation.

La consultation semble être une étape très importante pour le Conseil et témoigne de son souci d'inclusion. En effet, dans un document sur la planification de la consultation, il est mentionné que la politique d'ensemble doit « [...] nécessairement inclure dans sa conception le point de vue des femmes⁸² ». Le service Consult-Action se voit confier la tâche d'organiser cette grande consultation. Il est intéressant pour nous de voir que le Conseil prévoit faire la consultation auprès de plusieurs types de groupes : les associations majoritairement féminines à caractère local, régional et provincial, les comités féminins des groupes syndicaux, les associations professionnelles, les organismes parapublics offrant des services, ainsi que les cellules locales ou régionales des groupes d'envergure provinciale⁸³. Toutefois, il demeure que ce sont principalement des groupes de Montréal et de Québec qui ont été consultés⁸⁴.

1.5.1 « Les femmes veulent des actions et des lois, pas des études » : réactions des groupes à l'idée d'une consultation

En vue de l'élaboration de la politique d'ensemble de la condition féminine, le Conseil du statut de la femme a envoyé plusieurs invitations à différents groupes. Plusieurs

⁸⁰ Le comité interministériel regroupe les membres du CSF et un sous-ministre de plusieurs ministères. Il a pour rôle « de prendre connaissance du plan de travail, d'allouer aux groupes de travail les ressources humaines et matérielles qui leur étaient nécessaires, d'évaluer les possibilités d'inclure les recommandations à l'intérieur des programmes des ministères et enfin, de prévoir les coûts de leur réalisation ». *Ibid.*

⁸¹ Sept groupes de travail ont été formés de membres et du personnel permanent du CSF ainsi que des personnes déléguées par les ministères mentionnés plus haut. Sept aspects du vécu des femmes ont été analysés : formation, culture, marché du travail, foyer, corps, couple et la famille et agression. *Ibid.*

⁸² BAnQ-Q, FCSF, contenant 1993-05-007/3, dossier 1132-01-06-6-G, « Planification de la consultation dans le cadre de l'élaboration de la politique d'ensemble de la condition féminine », 6 décembre 1977.

⁸³ *Ibid.*

⁸⁴ Groupes participants à la consultation selon les régions : Est du Québec (2), Saguenay et Lac St-Jean (8), Québec (32), Mauricie et Bois Franc (19), Estrie (3), Montréal (33). Outaouais (15), Abitibi-Témiscamingue (2), Côte Nord (2). Conseil du statut de la femme, *Rapport annuel 1977-1978/1978-1979*, op. cit., p. 10.

ont répondu sous la forme de lettres que nous avons analysées. Ces lettres permettent de percevoir une certaine réticence, voire une opposition au projet.

Tout d’abord, la Corporation professionnelle des travailleurs sociaux du Québec mentionne qu’il lui est impossible de prendre part à la consultation en raison du nombre limité de leurs ressources humaines⁸⁵. Cette réponse est probablement la plus positive, car elle ne reproche rien au Conseil. En effet, la corporation encourage même ses membres à participer à la consultation à titre individuel. La Fédération des travailleurs du Québec (FTQ), quant à elle, est d’abord favorable à l’idée de participer à la consultation et accepte de figurer sur la liste des organismes participants. Toutefois, voyant que rien de nouveau ne semble être apporté en lien avec l’accès et les conditions de travail des femmes, elle décide de se retirer⁸⁶.

Pour sa part, la Fédération des femmes du Québec (FFQ) reconnaît que la méthode utilisée par le CSF pour élaborer la politique d’ensemble a un caractère « démocratique », mais elle dénonce le fait que cela ne l’engage en rien à légiférer dans le sens des conclusions qui en seront tirées. Ainsi, la FFQ demande qu’une consultation directe entre elle et l’ensemble du Conseil et des ministres concernés soit faite pour s’assurer du respect des besoins et des droits des femmes. Ce que l’on retient surtout de cette lettre est le fait que, tout comme d’autres groupes que nous verrons plus loin, la FFQ croit que cette consultation n’est pas nécessaire :

Il n’y a pas nécessité d’un livre blanc ou vert ou encore moins rose sur la condition féminine, mais dans l’immédiat

⁸⁵ BAnQ-Q, FCSF, contenant 1993-05-007/3, dossier 1132-01-06-G, « Lettre de la Corporation professionnelle des travailleurs sociaux du Québec », 20 janvier 1978.

⁸⁶ BAnQ-Q, FCSF, contenant 1993-05-007/3, dossier 1132-01-01-6-G, « Lettre du secrétaire général de la Fédération des Travailleurs du Québec (Fernand Daoust) au Conseil du statut de la femme », 14 juin 1978.

ce sont des législations qui sont réclamées et attendues depuis longtemps sur les questions de congés de maternité, service de garde, conditions minimales de travail, mesures essentielles à l'exercice des droits fondamentaux des femmes⁸⁷.

Il faut d'ailleurs se rappeler que, lors de la Commission Bird, beaucoup de recherches avaient déjà été effectuées et plusieurs problèmes ciblés. Les membres de la FFQ se retrouvent alors exaspérés devant la lenteur des réformes gouvernementales et dénoncent le fait que tout le travail nécessaire en vue d'une consultation soit bénévole⁸⁸.

L'Association féminine d'éducation et d'action sociale exprime sensiblement la même opinion et mentionne, dans une lettre adressée à Laurette Robillard, son refus de participer à la consultation. La lettre spécifie que les groupes de femmes ont suffisamment investi d'énergie dans des consultations de ce genre dans le passé et qu'il est grand temps de passer à l'action (en faisant référence notamment à la Commission Bird et au Carrefour 75 qui eut lieu pendant l'année internationale de la femme)⁸⁹. De plus, tout comme la Corporation professionnelle des travailleurs sociaux du Québec, l'AFEAS souligne le manque de ressources humaines et financières permettant d'accomplir le travail demandé. Dans le même ordre d'idées, le Comité de la Condition féminine du Syndicat des professionnels du Québec voit un non-sens dans le fait de demander aux personnes consultées de fournir elles-mêmes les données pertinentes et de produire leurs propres documents. En effet, cela leur « [...] apparaît davantage comme une volonté

⁸⁷ BAnQ-Q, FCSF, contenant 1993-05-00/3, dossier 1132-01-01-6-G, « Communiqué : La Fédération des femmes du Québec manifeste son impatience devant la lenteur du gouvernement à présenter des législations pour le respect des droits des femmes », 8 février 1978.

⁸⁸ Flavie Trudel, *op. cit.*, p. 159.

⁸⁹ BAnQ-Q, FCSF, contenant 1993-05-007/3, dossier 1132-01-01-6-G, « Réponse de l'Association Féminine d'Éducation et d'Action Sociale (AFEAS) au Conseil du statut de la femme », 2 février 1978.

d'exploiter les ressources et les compétences des groupes organisés de femmes⁹⁰ ». Finalement, le comité croit que « [...] l'élaboration de la politique de la condition féminine constitue une stratégie pour masquer l'inaction gouvernementale face aux revendications spécifiques et unanimes des femmes concernant les congés de maternité, les garderies, etc⁹¹. »

Cette impression que le Conseil essaie de gagner du temps avec l'élaboration de la politique est également partagée par le Comité des droits de la femme de la faculté de droit de l'Université de Montréal : « Il y a risque [...] que le gouvernement veuille ainsi faire taire les femmes et gagner du temps. Le coup est classique. Quand on ne veut pas vraiment légiférer, on se lance dans des études, consultations et rédactions à n'en plus finir⁹² ». La lettre se termine d'ailleurs sur cette phrase inscrite en majuscules : « LES FEMMES VEULENT DES ACTIONS ET DES LOIS, PAS DES ÉTUDES⁹³ ».

Ces quelques exemples repérés dans les archives nous permettent de constater qu'il y a bel et bien une réticence venant des groupes de femmes à participer à la consultation organisée par le CSF en vue de l'élaboration de la politique d'ensemble de la condition féminine. D'ailleurs, sur un nombre de 438 groupes ayant reçu une invitation à participer, seulement 80 choisissent de prendre part à la consultation. À cela s'ajoutent 36 groupes qui se sont constitués spécialement pour l'occasion⁹⁴. L'impatience est criante au sein de

⁹⁰ BAnQ-Q, FCSF, contenant 1993-05-007/3, dossier 1132-01-01-6-G, « Lettre du Syndicat de Professionnels du Gouvernement du Québec au Conseil du statut de la femme », 29 mars 1978.

⁹¹ *Ibid.*

⁹² BAnQ-Q, FCSF, contenant 1993-05-007/3, dossier 1132-01-01-6-G, « Lettre du comité des droits de la femme (Association des étudiants en Droit de l'Université de Montréal) au Conseil du statut de la femme », 5 novembre 1977.

⁹³ *Ibid.*

⁹⁴ CSF, *Pour les québécoises : égalité et indépendance*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1978, p. xix.

plusieurs groupes de femmes qui souhaiteraient voir le Conseil prendre des moyens plus concrets et directs pour améliorer leurs conditions de vie.

1.5.2 Publication de la politique d'ensemble : *Pour les Québécoises : Égalité et indépendance* et son accueil au sein du mouvement

La version finale de la politique d'ensemble est rédigée par l'équipe du Service de l'information du CSF et officiellement publiée en septembre 1978. Elle propose 306 recommandations qui ont pour objectif de permettre aux femmes d'atteindre l'autonomie ultimement visée par ces dernières. Cinq grandes thématiques sont abordées : « La socialisation : Comment se perpétue la division des rôles », « Les différences biologiques : Prétexte à une division du travail en fonction des sexes », « La famille : lieu premier de la division du travail en fonction des sexes », « Le marché du travail », puis « Le loisir, la création artistique, le pouvoir ». Nous reviendrons plus loin sur le contenu spécifique des sections qui concernent la santé des femmes ainsi que la conciliation famille-travail.

L'accueil de la politique d'ensemble est plutôt mitigé au sein du mouvement. Les tensions existantes lors de la consultation que le Conseil avait entreprise laissent déjà présager cette réticence. Camille Robert note que « [l]e rapport du Conseil du statut de la femme, de même que le processus consultatif employé, sont critiqués par une partie du mouvement féministe qui n'estime pas que l'organisme le représente⁹⁵. » Le Réseau d'action et d'information pour les femmes (RAIF)⁹⁶ va même jusqu'à publier *Le livre*

⁹⁵ Camille Robert, « “ Toutes les femmes sont d'abord ménagères ” : Discours et mobilisations des féministes québécoises autour du travail ménager (1968-1985) », Mémoire de maîtrise (histoire), Université du Québec à Montréal, 2017, p. 132.

⁹⁶ Le Réseau d'action et d'information pour les femmes est fondé en 1973 par Marcelle Dolment. Ses objectifs sont principalement « de former, regrouper et organiser les femmes afin qu'elles puissent se défendre et promouvoir leurs droits et leurs intérêts ainsi que de lutter contre la discrimination dont elles sont victimes tous les jours ». <https://advitam.banq.qc.ca/notice/362165?navFonds=true>, consulté le 9 avril 2020.

rouge de la condition féminine, qui se veut une réplique à la politique d'ensemble⁹⁷. Dans un article du journal *Le Devoir*, nous pouvons lire que

[l]e RAIF déplore que le rapport rejette la plupart des grandes luttes des femmes pour y privilégier les conceptions d'un petit groupe de fonctionnaires et des membres du CSF de l'époque, au détriment des intérêts des femmes les plus démunies. Selon lui, cette politique n'apparaît pas représentative du mouvement des femmes⁹⁸.

La Fédération des femmes du Québec réagit elle aussi quelque temps avant la publication officielle de la politique, en remettant à Lise Payette, ministre de la Condition féminine, un *Livre noir sur la condition féminine*. Ce dernier « [...] découle des mêmes sentiments d'urgence à réaliser les réformes » et dénonce « [...] la lenteur du gouvernement à régler des problèmes maintes fois étudiés⁹⁹ ». La FFQ ne dénonce pas l'initiative du Conseil, mais plutôt la démarche gouvernementale. C'est d'ailleurs pourquoi elle refuse de participer à la consultation en vue de la rédaction de la politique d'ensemble. Néanmoins, la FFQ accorde sa confiance envers le CSF, en insistant pour que ce dernier ait des pouvoirs plus étendus afin que les lois qu'il propose soient bel et bien appliquées¹⁰⁰.

Dans l'analyse qu'elles feront *a posteriori* de cet épisode, les auteures du Collectif CLIO rapportent également l'accueil mitigé du rapport, mais reconnaissent qu'il « [...] aura servi à obtenir l'oreille des médias et à susciter la discussion¹⁰¹. » En effet, la politique d'ensemble a sans aucun doute soulevé l'engouement des Québécoises, puisqu'elle s'est

⁹⁷ Camille Robert, *op. cit.*, p. 132.

⁹⁸ Renée Rowan, « Le RAIF publie un livre rouge sur la condition féminine », *Le Devoir*, 4 décembre 1979, p. 7.

⁹⁹ Flavie Trudel, *op. cit.*, p. 164.

¹⁰⁰ *Ibid.*, p. 165.

¹⁰¹ Le Collectif CLIO, *op. cit.*, p. 479.

retrouvée au troisième rang des best-sellers québécois en novembre 1978¹⁰². Il faut aussi mentionner que le service d'information du CSF en a produit une version condensée, afin qu'elle soit accessible à un plus vaste public¹⁰³. De surcroît, la politique d'ensemble a trouvé écho dans la presse, qui a cumulé les articles à son sujet. *La Presse* en a même fait une série sur plusieurs jours¹⁰⁴.

Dans un essai sur le féminisme québécois des années 1970, Diane Lamoureux souligne l'influence de l'organisme gouvernemental: « [...] du fait que le CSF avait comme mandat de traduire en termes compatibles avec la logique étatique les revendications des femmes, il a occupé une place sans commune mesure avec son effet réel dans le mouvement des femmes¹⁰⁵ ». Elle ajoute que cela est surtout le cas entre 1976 et 1980, alors que Lise Payette, ministre à la condition féminine, se montre très sensible au discours égalitariste du mouvement et que la présidente du Conseil, Claire Bonenfant « se perçoit comme interprète privilégiée des revendications des groupes de femmes¹⁰⁶ ». Malgré les réticences de plusieurs groupes à l'élaboration de la politique d'ensemble, il

¹⁰² CSF, *Rapport annuel 1977-1978/1978-1979*, op. cit., p. 34.

¹⁰³ Cette version a été publiée sous la forme d'un numéro spécial du bulletin du CSF et tiré à 125 000 exemplaires francophones et 10 000 exemplaires anglophones. *Ibid.*, p. 34.

¹⁰⁴ Cécile Brosseau, « Pour les Québécoises : égalité et indépendance », *La Presse*, 24 octobre 1978. ; Renée Rowan, « Le rapport du CSF recommande la désexisation des rôles », *Le Devoir*, 24 octobre 1978, p. 3. ; Renée Rowan, « Les femmes sont absentes des structures du pouvoir au Québec », *Le Devoir*, 30 octobre 1978, p. 11. ; Marie Laurier, « Santé mentale : un véritable signal d'alarme », *Le Devoir*, 30 octobre 1978, p. 11. ; Angèle Dagenais, « Culture : le mythe de la civilisation des loisirs », *Le Devoir*, 30 octobre 1978, p. 11. ; Paule des Rivières, « Éducation : des stéréotypes se perpétuent », *Le Devoir*, 30 octobre 1978, p. 11. ; Andrée Lebel, « Les femmes doivent apprendre à jouer de nouveaux rôles », *La Presse*, 30 octobre 1978, p. A7. ; Nicole Beauchamp, « La maternité demeure au centre des débats », *La Presse*, 31 octobre 1978, p. A9. ; Madeleine Berthault, « La dépendance de l'épouse est inscrite dans nos lois », *La Presse*, 1^{er} novembre 1978, p. A9. ; Lily Tasso, « Le “revenu d'appoint” est un mythe : la femme travaille pour gagner sa vie », *La Presse*, 2 novembre 1978, p. A10.

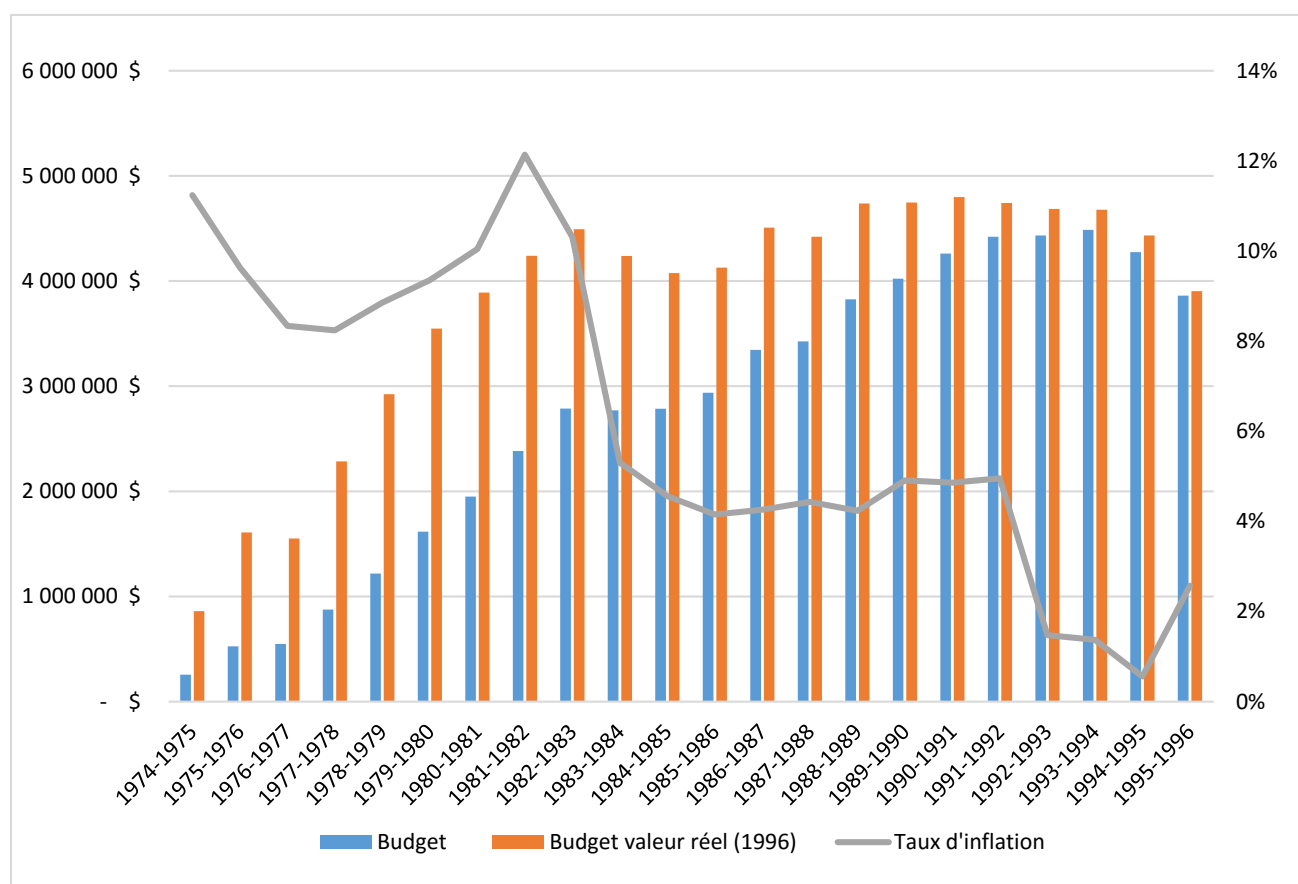
¹⁰⁵ Diane Lamoureux, *Fragments et collages : essai sur le féminisme québécois des années 1970*, op. cit., p. 82-83.

¹⁰⁶ *Ibid.*, p. 83.

semble que ce rapport ait réellement contribué à une sensibilisation générale de la population à l'égard de la condition féminine.

Le graphique suivant (figure 1.4) illustre le budget annuel du Conseil du statut de la femme pendant la période étudiée¹⁰⁷.

Figure 1.4 Budget annuel du Conseil du statut de la femme de 1974 à 1996



¹⁰⁷ L'année d'exercice du Conseil se termine au 31 mars. Considérant que ce dernier chevauche deux années, nous avons pondéré l'indice de prix à la consommation (IPC) en fonction du poids de chaque année dans le calcul de la valeur réelle du budget, et ce, en dollar de 1996. Par exemple, pour l'exercice de 1974-1975, l'IPC de 1974 est de 25,9 et pondéré sur 9 mois. Les données de l'IPC pour chaque année ont été tirées du site de la Banque centrale du Canada avec pour valeur de référence l'année 2002 (IPC 2002 = 100). Ce graphique a été réalisé par Jessy Cazzaro, analyste financier à la Corporation de Développement de l'Entreprenariat Collectif de Sherbrooke et titulaire d'un baccalauréat en sciences économiques de l'Université de Sherbrooke. Nous souhaitons par la même occasion le remercier pour le temps qu'il a consacré à réalisation de ce graphique.

Avec ce graphique, nous souhaitons démontrer que le budget accordé au Conseil pour les années qui ont suivi la publication de la politique a augmenté de façon plutôt significative, lui donnant ainsi les moyens de mettre en œuvre les changements qu'il souhaite provoquer dans la société québécoise. Il peut ainsi faire davantage d'études, produire plus de publicité et de campagne d'information, etc. De plus, comme les différents gouvernements qui se succèdent à Québec font de la politique d'ensemble leur politique officielle en matière de condition féminine, l'augmentation du budget qui est accordée à ce domaine confirme en quelque sorte une réelle volonté de faire évoluer la situation des femmes.

1.6 Conclusion

Dans ce chapitre, nous avons évoqué les origines du Conseil du statut de la femme et ce qui a motivé sa création en 1973. Les études de la Commission Bird avaient confirmé la nécessité d'avoir dans chaque province canadienne un organisme consacré aux femmes et à l'amélioration de leur condition. La création du CSF a suscité plusieurs réactions. De façon générale, sa création est interprétée comme un avancement pour les femmes. Toutefois, les associations féminines et les députés de l'Assemblée nationale critiquent le peu de pouvoir qui lui est réellement alloué. On accuse également le gouvernement en place d'avoir créé un tel organisme pour faire taire les critiques à l'égard de l'inaction gouvernementale en matière de condition féminine. Par ailleurs, le nouvel organisme s'est doté de plusieurs outils : service d'information, de recherche et de documentation, Consult-Action, Action-Femmes, puis *La Gazette des femmes*. Les deux prochains chapitres seront l'occasion d'analyser comment le Conseil a utilisé ces services et comment ils lui ont permis d'atteindre son mandat. En ce qui concerne ses présidentes, il

nous faut remarquer un lien étroit entre leur nomination et le lien qu'elles entretiennent préalablement avec l'appareil étatique et les associations féminines, notamment dans le cas de la Fédération des femmes du Québec. Finalement, les réponses des groupes à l'appel lancé par le CSF en vue de l'élaboration de la politique d'ensemble nous ont permis de conclure que cette démarche est plutôt mal accueillie par les groupes de femmes, qui souhaiteraient que le Conseil passe concrètement à l'action. L'idée d'une étude additionnelle sur la situation des femmes au Québec ne leur paraît pas nécessaire, ils voudraient plutôt voir des changements immédiats dans les politiques gouvernementales en matière de salaire, d'accessibilité à l'avortement, de congé de maternité et autres. Nous pouvons dire que quelques années après sa fondation, le CSF a encore des preuves à faire auprès du mouvement des femmes et qu'une méfiance encore très vive envers l'appareil gouvernemental est présente au sein de certains milieux féministes militants.

CHAPITRE II

SANTÉ ET VIOLENCE FAITE AUX FEMMES

La santé des femmes et leur intégrité corporelle sont des préoccupations qui se déclinent de plusieurs manières au sein des priorités ciblées par le Conseil du statut de la femme. En effet, tout au long de la période étudiée, l'attention du CSF porte, entre autres, sur la santé physique et mentale, l'avortement, les méthodes de contraception, la ménopause, la violence faite aux femmes, l'alcoolisme et les nouvelles technologies de reproduction. Dès 1974, l'une des principales préoccupations de l'organisme vise notamment à permettre aux femmes le contrôle de leur corps et des décisions qui le concernent¹. C'est d'ailleurs un objectif qui demeurera présent tout au long de la période que nous étudions.

Dans ce chapitre, nous avons choisi d'aborder les questions en lien avec la reproduction de même que la violence faite aux femmes, puisque ces sujets ont eu une place considérable dans les activités du Conseil. En effet, ces deux problématiques se sont avérées être des priorités dès sa création. De plus, le fait d'aborder deux sujets différents dans ce chapitre nous permettra de rendre compte plus justement des tendances qui se dégagent des relations du Conseil avec les groupes, de même que de la place qu'il occupe au sein du mouvement des femmes. Nous pourrons également observer le rôle important tenu par le CSF dans les débats entourant ces enjeux grâce, entre autres, à ses nombreuses recommandations soumises au gouvernement.

¹ Conseil du statut de la femme (CSF), *Rapport annuel 1973-1974*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1974, p. 32.

2.1 Avortement et contraception

Avec la *Loi sur les offenses contre la personne*, l'avortement est considéré criminel depuis 1869 au Canada. Cette loi stipule que les femmes se faisant avorter sont passibles d'emprisonnement à vie et celles qui causent elles-mêmes la perte du fœtus risquent une peine de sept ans². En ce qui concerne la contraception, sa vente, sa publicité et son offre sont considérées, elles aussi, comme criminelles à compter de 1892. Outre certains changements mineurs, il faut attendre jusqu'en 1969 pour que le gouvernement du Canada apporte des modifications au Code criminel dans ce domaine. En effet, en 1967, le ministre fédéral de la Justice, Pierre Elliott Trudeau, dépose le bill omnibus (Bill C-195) qui propose, entre autres, « la légalisation de l'avortement dans le cas où la continuation de la grossesse mettrait en danger la vie ou la santé de la femme enceinte³ ». Les élections fédérales retardent toutefois l'aboutissement du projet de loi, mais placent en revanche Pierre Elliott Trudeau au poste de premier ministre du Canada. L'année suivante, le nouveau ministre de la Justice, John Turner, dépose le « Bill C-150 » qui s'avère pratiquement identique à celui déposé en 1967 par Trudeau. Il est officiellement adopté le 14 mai 1969 et maintient l'avortement comme un acte criminel sauf si pratiqué par un médecin qualifié, dans un hôpital accrédité ou approuvé, et autorisé par un comité d'avortement thérapeutique (CAT) qui juge que la continuation de la grossesse met la vie ou la santé de la femme enceinte en danger⁴. De plus, un autre projet de loi est adopté du même coup, décriminalisant la vente de contraceptifs.

² Code criminel, *Loi sur les offenses contre la Personne*, ch. 20, art. 59 et 60 (1869).

³ Louise Desmarais, *La bataille de l'avortement. Chronique québécoise*, Montréal, Éditions du Remue-Ménage, 2016, p. 28.

⁴ *Ibid.*, p. 31.

La loi adoptée en 1969 permet techniquement un plus grand accès à l'avortement, mais en réalité il demeure difficile pour plusieurs femmes d'obtenir l'approbation d'un CAT. En effet, les hôpitaux peuvent refuser, principalement pour des raisons morales, de pratiquer une interruption de grossesse ou même de mettre en place les comités, car rien dans la loi ne les oblige à en créer⁵. C'est d'ailleurs au Québec que les hôpitaux (majoritairement francophones et catholiques) montrent le plus de résistance à l'égard des comités, en agissant comme si la loi n'existait pas⁶. Des Québécoises ont alors recours à des avortements illégaux, c'est-à-dire qui ne sont pas approuvés par des CAT, majoritairement dans des hôpitaux anglophones⁷.

En 1968, le Dr Henry Morgentaler ouvre la première clinique autonome offrant des services d'avortement au Canada. Malgré la loi de 1969, ce dernier continue de pratiquer des avortements illégalement dans sa clinique installée à Montréal. Ce sont donc plusieurs femmes qui ont recours à ses services. Des Québécoises vont même jusqu'à se rendre dans l'État de New-York, où l'avortement sur demande est légal jusqu'à 24 semaines de grossesse, afin de se faire avorter. En 1975 seulement, c'est 3277 Québécoises qui auraient procédé à un avortement dans une clinique américaine, selon l'auteure Louise Desmarais⁸.

La question de l'avortement et de la contraception nous amène ici à soulever la notion de genre. En effet, alors que ces expériences sont exclusivement féminines, les personnes qui les encadrent (les médecins) sont, quant à elles, encore majoritairement

⁵ Louise Desmarais, *op. cit.*, p. 68.

⁶ *Ibid.*

⁷ *Ibid.*

⁸ *Ibid.*

masculines à l'époque étudiée. Tout comme le souligne Andrée Rivard dans son étude sur l'histoire de l'accouchement « [...] les pays développés n'échappent pas au raz-de-marée de la médicalisation, vaste phénomène qui rejoint pratiquement tous les aspects de la vie. [...] La prise en charge du phénomène physiologique de la naissance par la médecine s'inscrit dans ce vaste mouvement⁹ ». Bien qu'au Québec les sages-femmes aient historiquement joué un rôle de premier plan en matière de naissance, le désir des médecins de s'approprier les soins obstétricaux, dès la fin du XIX^e siècle, a pour conséquence d'enrayer cette pratique et ces derniers se sont alors imposés dans ce domaine¹⁰. Tout un discours entourant la soi-disant incompétence des sages-femmes de même que la valorisation de la pratique médicale aura l'effet escompté et « [...] les Québécoises ont peu à peu accepté la présence du médecin accoucheur, sans qu'elles ne l'aient au départ sollicité¹¹ ».

Ainsi, dans ce contexte où les médecins ont le monopole sur la maternité et ce qui en découle, l'approche du Conseil du statut de la femme concernant la contraception et l'avortement s'appuie sur un désir de réduire le pouvoir desdits médecins sur le corps des femmes et de favoriser la notion de « choix ».

2.1.1 Les positions du Conseil du statut de la femme sur l'avortement et la contraception : entre la sécurité et le droit des femmes à disposer de leurs corps

En juillet 1975, le CSF se positionne officiellement pour la première fois sur la question de l'interruption volontaire de la grossesse. Il considère « [...] notamment que l'avortement n'est pas un moyen de contraception, mais que sa pratique clandestine met

⁹ Andrée Rivard, *Histoire de l'accouchement dans un Québec moderne*, Montréal, Éditions du Remue-Ménage, 2014, p. 62.

¹⁰ *Ibid.*, p. 69.

¹¹ *Ibid.*, p. 70.

en danger la santé et la vie de plusieurs milliers de Québécoises chaque année¹² ». Basé sur ce principe, le Conseil émet plusieurs recommandations à l'intention des gouvernements fédéral et provincial. Il recommande entre autres que soient retirés les articles 251 et 252 qui font de l'avortement un acte criminel et souhaite que soient développés davantage de services qui permettront aux femmes d'assurer les charges de maternités voulues. Il suggère aussi que les cliniques de contrôle de fertilité impliquant des services en lien avec la fertilité, la contraception et la sexualité soient mises en place à travers tout le Québec. En outre, le Conseil souhaite que la loi sur l'avortement soit remplacée par une loi qui permettrait l'avortement sur demande dans les douze premières semaines de la grossesse avec l'accord d'un médecin et que l'acte soit couvert par l'Assurance-maladie¹³. Enfin, le CSF souhaite que la loi sur l'avortement oblige les comités à fonctionner « d'une manière objective », à être composé non seulement de médecins, mais aussi de travailleurs sociaux, psychologues ou autres spécialistes de disciplines connexes et, finalement, que les comités comprennent des femmes¹⁴.

La position du Conseil du statut de la femme trouve écho dans *La Presse* ainsi que dans *Le Devoir*, où on en reprend les grandes lignes. Les recommandations que le CSF met de l'avant s'y retrouvent également. Toutefois, ces articles sont loin de faire la manchette. En effet, dans *Le Devoir*, l'article se retrouve à la page treize du cahier deux, aux côtés d'articles concernant le bronzage, le thon, la télévision et le cinéma¹⁵. Dans le

¹² CSF, *Rapport annuel 1975-1976*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1976, p. 29.

¹³ En lien avec cela, le CSF recommande également « que la femme puisse consulter plus d'un médecin; qu'après le délai mentionné, [...] l'avortement ne soit pas fait sur demande, mais que chaque cas soit examiné par des services spécialisés; que l'interruption de grossesse ne soit permise que dans des conditions qui ne mettent pas en danger la santé et la vie de la femme ». *Ibid.*

¹⁴ *Ibid.*, p. 29-30.

¹⁵ « Le Conseil de la femme favorable à l'avortement dans les 12 premières semaines de la grossesse », *Le Devoir*, 10 juillet 1975, p. 13.

cas de *La Presse*, l'article concernant la prise de position du Conseil se retrouve dans la section « Vivre aujourd'hui » du cahier C¹⁶. Considérant la place accordée aux positions officielles du Conseil dans les journaux, on peut se questionner sur l'importance que revêt ce genre de nouvelles aux yeux des bureaux de rédaction encore majoritairement masculins.

Il faut préciser que le positionnement du Conseil du statut de la femme se produit dans une période très active sur le plan juridique de la lutte pour l'accès à l'avortement, alors que le Dr Henry Morgentaler subit un premier procès en 1973 pour sa pratique illégale. Au terme de trois procès, le dernier étant en septembre 1976, le jury prononce un verdict d'acquittement et le ministre péquiste de la Justice, Marc-André Bédard, ordonne l'arrêt des procédures. Les féministes canadiennes et québécoises qui mènent la lutte pour l'avortement donnent ouvertement leur appui au médecin tout au long de ce processus judiciaire. Il est toutefois curieux de constater qu'à aucun moment le Conseil du statut de la femme ne se prononce sur le sujet. Alors que l'organisme gouvernemental est alors en faveur du retrait de l'avortement dans le Code criminel, son silence est ici difficile à interpréter.

Le deuxième positionnement de l'organisme sur les sujets de l'avortement et de la contraception est formulé dans sa politique d'ensemble de 1978, et ce, sous la grande thématique de la « maîtrise de la fécondité ». Selon Louise Desmarais, le slogan « Nous aurons les enfants que nous voulons » est très représentatif de la période 1977-1982, alors que les féministes expriment « à la fois la volonté des femmes d'avoir tous les enfants

¹⁶ « Le Conseil du statut de la femme prend position sur l'avortement », *La Presse*, 10 juillet 1975, p. C2.

qu'elles désirent et leur refus de la maternité forcée¹⁷ ». La politique d'ensemble va exactement dans ce sens en matière de contraception et d'avortement. En effet, visant ultimement l'atteinte de l'autonomie des femmes, le CSF croit que ces dernières devraient être en mesure de choisir d'être mère ou non¹⁸. Le Conseil évoque alors la question de la maîtrise de la fécondité, en précisant l'importance de cet aspect qui est, la plupart du temps, imparti aux femmes. Ainsi, concernant la contraception, on y déplore le fait que malgré l'essor des méthodes, les choix demeurent limités. En outre, malgré l'efficacité des contraceptifs oraux, le Conseil juge qu'ils peuvent être dangereux pour la santé des femmes¹⁹. Il critique le fait que de telles lacunes dans le domaine de la régulation des naissances obligent plusieurs femmes à vivre une grossesse non-désirée ou encore à interrompre celle-ci. Sur l'avortement précisément, le Conseil réitère la position suivante :

[m]ême s'il est généralement perçu comme une mesure extrême, l'avortement doit, dans le contexte actuel, être considéré dans l'ensemble des méthodes qui permettent de maîtriser la fécondité. Tant que des moyens de contraception plus efficaces ne seront pas accessibles à tous, l'interruption de la grossesse doit être envisagée comme un deuxième recours, lorsque les autres méthodes ont échoué²⁰.

Ainsi, en prenant en considération ces éléments contextuels, le Conseil du statut de la femme formule plusieurs recommandations. Tout d'abord, il souhaite permettre aux femmes d'être en mesure de choisir véritablement leur maternité grâce à l'information et l'accessibilité des méthodes contraceptives. Il vise également un partage plus équitable des responsabilités liées à la contraception entre les hommes et les femmes. En effet, bien

¹⁷ Louise Desmarais, *op. cit.*, p. 131.

¹⁸ CSF, *Pour les Québécoises : égalité et indépendance*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1978, p. 87.

¹⁹ *Ibid.*, p. 88.

²⁰ *Ibid.*, p. 90.

que les méthodes contraceptives permettent aux femmes une plus grande liberté sexuelle, « [...] elles entraînent aussi une déresponsabilisation des hommes²¹ ». Ensuite, le CSF recommande de rendre plus accessibles à la population l'information et les services nécessaires en lien avec la fertilité. Il vise aussi à permettre aux femmes qui souhaitent avoir recours à la stérilisation de pouvoir prendre cette décision dans de bonnes conditions, en étant adéquatement informées. Finalement, tout comme c'était le cas dans sa prise de position de 1975, le CSF recommande que la décision d'avoir recours à l'interruption volontaire de grossesse soit laissée aux femmes et que des services leur soient offerts afin de réaliser ce choix²². Avec une telle position qui mesure le poids des mots, tout semble indiquer que le Conseil du statut de la femme souhaite rallier un maximum d'interlocuteurs, des plus modérés aux plus radicaux. En effet, le fait qu'il parle de « mesure extrême » et de « contexte actuel » démontre sa volonté de faire consensus.

Il faut ajouter que dans la politique d'ensemble, le Conseil ne parle pas de sa position sur les comités d'avortement thérapeutique. Au regard des positions et des recommandations mentionnés ci-haut, nous comprenons que l'organisme s'oppose dorénavant implicitement à ces comités, alors qu'il insiste sur la nécessité de pouvoir offrir aux femmes qui vivent une grossesse non-désirée la possibilité de l'interrompre. La recommandation suivante témoigne bien de l'évolution du discours du CSF : « Que l'institution s'assure d'avoir dans son personnel des personnes qui acceptent de pratiquer

²¹ Le Collectif CLIO, *L'histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles*, Montréal, Le jour, 1992 (1982), p. 539.

²² *Ibid.*

des avortements afin de respecter le choix des femmes²³. » Il ne propose pas, comme c'était le cas en 1975, la diversification des comités.

Après plus de 20 ans de luttes, la Cour suprême du Canada invalide, en janvier 1988, les dispositions du *Code criminel* en lien avec l'avortement. Cette victoire est alors un grand soulagement pour les militantes féministes, mais ce moment de répit est très bref, alors qu'à l'été 1989, l'affaire Daigle contre Tremblay éclate²⁴. Cette querelle juridique relance en quelque sorte les débats entourant la question de l'avortement au Québec.

Concernant le nouveau jugement de la Cour suprême qui déclarait inconstitutionnel l'article 251 du Code criminel canadien, le CSF croit nécessaire de mettre à jour ses réflexions et ses positions relativement à l'avortement. Il va sans dire que ce dernier se réjouissait de ce changement législatif. *La Presse* rapportait les propos de sa présidente, Francine C. McKenzie : « “ C'est une journée historique. Nous avons fini de vivre dans une société où avorter est un crime, mais où produire des armements nucléaires ne l'est pas ”²⁵. » La réaction de la présidente, telle que rapportée cette fois dans *Le Devoir*, donnait un avant-goût des positions que le Conseil allait annoncer quelques mois

²³ CSF, *Pour les Québécoises : égalité et indépendance*, op. cit., p. 92.

²⁴ L'affaire Daigle contre Tremblay oppose Chantal Daigle, alors enceinte de son conjoint, Jean-Guy Tremblay. Voyant que Daigle envisage l'avortement, Tremblay obtient une injonction pour empêcher son ex-conjointe de procéder. Ils s'affrontent alors en Cour pour déterminer si Daigle peut se faire avorter, malgré l'injonction. Le 8 août, la Cour suprême annule l'injonction, car Chantal Daigle s'est fait avorter aux États-Unis. Marilyn Caouette, « L'affaire Daigle contre Tremblay : le temps comme moteur du débat social au Québec à la fin des années 1980 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 72, n° 3 (hiver 2019), p. 73-95.

²⁵ Maurice Jannard, « La plus grande victoire des femmes depuis l'obtention du droit de vote. Les groupes de femmes jubilent », *La Presse*, 29 janvier 1988, p. B1.

plus tard : « ‘[...] ce jugement soulève la question de l'accès aux services et du nombre de semaines jugées acceptable pour obtenir un avortement ’ ’²⁶. »

C'est dans un document intitulé « La question de l'avortement au Québec²⁷ » que le CSF renouvelle sa position sur la question, plus de dix ans après ses premières déclarations officielles sur le sujet. Dans cet avis, le Conseil procède à une analyse complète de la situation entourant les services d'avortements au Québec, c'est-à-dire la fréquence des avortements, l'accessibilité aux services, le financement et la situation particulière des grossesses et avortements chez les adolescentes. Pour ce faire, il place à nouveau la question de l'avortement dans un contexte plus large de planification familiale. Il continue également de considérer les services d'avortement comme des services de dernier recours, et ce, dans une perspective d'autonomie reproductive et de maîtrise de la fécondité²⁸.

Dans le respect des principes mentionnés, le CSF formule alors des recommandations auprès du gouvernement du Québec qui visent plusieurs objectifs : une meilleure éducation sexuelle, l'amélioration de l'encadrement et du support apporté aux jeunes filles et aux femmes aux prises avec une grossesse non planifiée, la poursuite de la recherche en contraception, des plus petits délais pour l'obtention d'un avortement, le respect de l'intégrité physique des femmes²⁹ lors d'un avortement et finalement, que

²⁶ Michel C. Auger, « La Cour suprême déclare la législation canadienne inconstitutionnelle. L'avortement n'est plus un crime », *Le Devoir*, 29 janvier 1988, p. 1 et 10.

²⁷ CSF, *La question de l'avortement au Québec*, Québec, Conseil du statut de la femme, 1988, 49 p.

²⁸ *Ibid.*, p. 45.

²⁹ Le concept d'intégrité physique revient régulièrement dans le discours du Conseil du statut de la femme en lien avec l'avortement. En utilisant ce terme, le CSF fait principalement référence au respect du corps des femmes. Pour ce faire, il entend par exemple raccourcir les délais pour l'obtention d'un avortement, limiter l'usage de techniques lourdes telles que l'anesthésie, favoriser le développement de méthodes d'avortement moins dommageables pour le corps, etc. *Ibid.*, p. 47.

soient favorisés le développement et la généralisation de méthodes d'avortement plus légères et moins dommageables pour les femmes³⁰.

Concernant l'affaire Daigle contre Tremblay, il est possible de lire ceci dans le rapport annuel de 1989-1990 : « Au cours de l'été 1989, le procès Daigle-Tremblay a largement monopolisé les énergies du Conseil. L'analyse des procédures judiciaires, des décisions des tribunaux et de leur effet sur le droit des femmes à leur autonomie et à leur intégrité a permis au Conseil de constater la fragilité des progrès des femmes³¹. » De plus, le CSF a diffusé un communiqué de presse avec le titre suivant : « Selon le CSF, le jugement Daigle : une menace aux droits des femmes³² ». Un article dans *Le Devoir* est diffusé le jour suivant, où est exposé le point de vue du Conseil au lendemain du jugement de la Cour suprême qui avait invoqué le fait que le fœtus est un être humain et qu'il a droit à la vie. Le Conseil niait alors les droits accordés au fœtus et se rangeait résolument aux côtés de Daigle³³.

Peu de temps après l'affaire Daigle contre Tremblay, le gouvernement conservateur dépose le projet de loi C-43 qui vise à recriminaliser l'avortement. Ce dernier est adopté en mai 1990, mais il est rejeté un an plus tard au Sénat³⁴. Le Conseil réagit à ce projet de loi en affirmant qu'il est « inutile » et « injustifié³⁵ ». Conscient de la fragilité des acquis en la matière, le Conseil affirme qu'il devra être « prêt à réagir³⁶ ». Il entend également mettre l'accent plus que jamais sur l'accessibilité des services.

³⁰ CSF, *La question de l'avortement au Québec*, op. cit., p. 46-47.

³¹ CSF, *Rapport annuel 1989-1990*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1990, p. 17.

³² *Ibid.*, p. 20.

³³ « Le CSF nie toujours des droits au fœtus », *Le Devoir*, 28 juillet 1989, p. 3.

³⁴ Louise Desmarais, op. cit., p. 276.

³⁵ Louise Desmarais, op. cit., p. 325.

³⁶ CSF, *Rapport annuel 1989-1990*, op. cit., p. 25.

Ces prises de positions plus « officielles », tout comme les recommandations qui en découlent, donnent le ton aux actions et aux interventions effectuées par le Conseil du statut de la femme dans la lutte pour l'avortement. Nous constatons qu'au début de la période à l'étude, celui-ci s'inscrit davantage dans une logique de sécurité. Il présente effectivement l'avortement comme un dernier recours et comme une solution à envisager lorsque la contraception n'est pas efficace ou accessible. Cette position demeure, mais s'y ajoute une mentalité davantage basée sur les concepts de « choix » et « d'intégrité physique » des femmes. De plus, le fait que le Conseil souhaite diversifier la composition des comités d'avortement thérapeutique pour y inclure d'autres spécialistes démontre sa volonté de réduire le pouvoir des médecins sur le corps des femmes. Bien qu'il ne revendique pas leur abolition pure et simple dans sa première position comme l'exigeaient, à cette époque, certains groupes radicaux, les recommandations contenues dans la politique d'ensemble nous laisse penser qu'il est maintenant contre ces comités, le rapprochant alors de la vision desdits groupes.

Alors que le Conseil formule de nombreuses recommandations adressées au provincial et au fédéral, nous remarquons aussi que la sensibilisation et l'éducation vis-à-vis les thématiques de la contraception, l'avortement et la sexualité plus globalement sont au cœur de ses positions. Ainsi, plutôt que de demeurer passif en attendant les changements législatifs attendus, nous verrons dans la section qui suit que le Conseil est très actif dans ce domaine.

2.1.2 Informer, prévenir et favoriser l'accessibilité aux services d'avortement : trois objectifs poursuivis par le Conseil du statut de la femme

2.1.2.1 Outils de diffusion d'information du Conseil du statut de la femme

Le CSF soutient à plusieurs reprises que les femmes sont insuffisamment informées quant aux options de contraception et aux ressources en planification des naissances. Il tente d'améliorer cette situation tout au long de la période que nous étudions. Ses efforts visent l'atteinte de l'autonomie chez les femmes et une meilleure maîtrise de la fécondité.

Dans la politique d'ensemble *Pour les Québécoises...*, le CSF joint aux objectifs relatifs à la maîtrise de la fécondité une plus grande accessibilité à l'information en matière de méthodes contraceptives, de services d'interruption volontaire de grossesse et de fertilité pour la population concernée³⁷. Ceci est d'ailleurs le cas pour l'ensemble de la période à l'étude. En effet, dans la recherche sur l'accessibilité des services d'avortement qu'il produit en 1992, le Conseil accorde toujours autant d'importance au besoin d'information. En outre, il recommande que le ministère de la Santé et des Services sociaux stimule et soutienne la diffusion de l'information et de la publicité sur la planification des naissances et qu'il finance les activités d'information, de prévention, de promotion et de sensibilisation sur le sujet³⁸. Cet avis nous permet de constater que, malgré le changement de la loi concernant l'avortement, le besoin d'information reste tout aussi important aux yeux du CSF pendant l'ensemble de la période à l'étude.

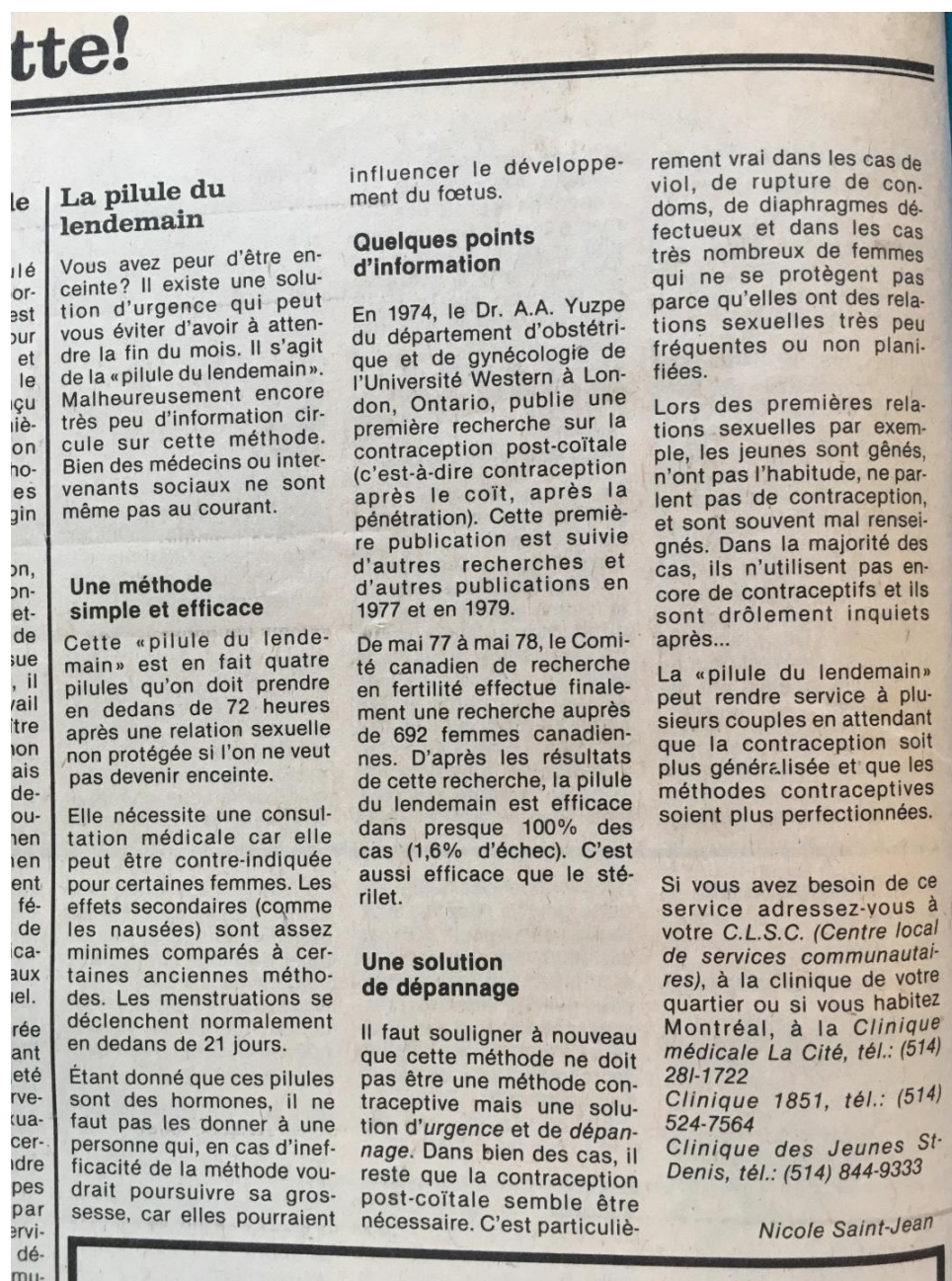
³⁷ CSF, *Pour les Québécoises : égalité et indépendance*, op. cit., p.90- 91.

³⁸ *Ibid.*, p. 8.

Afin de poursuivre son objectif d'information auprès de la population, le Conseil déploie plusieurs outils de diffusion. C'est le cas notamment de nombreuses brochures, dépliants et vidéos qu'il produit et diffuse par la suite³⁹. *La Gazette des femmes* est aussi une des tribunes utilisées par le Conseil pour publier facilement de l'information auprès de plusieurs femmes, cette dernière étant distribuée gratuitement⁴⁰. Plusieurs articles explorent différents sujets liés à la sexualité féminine, dont l'avortement et la contraception. D'autres visent à guider les lectrices vers les ressources qui pourront répondre à leurs questionnements. On y fait aussi mention des livres et brochures pertinents dont la publication est récente. Le numéro publié en septembre 1981 offre un bel exemple du genre d'articles qui s'y trouvent :

³⁹ Nous n'avons pas trouvé d'exemples de brochures ou de dépliants dans les archives du Conseil du statut de la femme à BAnQ. Nous avons donc communiqué avec la conseillère en gestion actuelle, Julie Limoges ainsi que la directrice de la recherche, Hélène Charron pour vérifier si elles avaient des documents pouvant nous aider, mais ce n'était pas le cas.

⁴⁰ *La Gazette des femmes* est disponible gratuitement jusqu'en 1994.

Figure 2.1 Article sur la pilule du lendemain dans *La Gazette des femmes* (1981)

Source : Nicole Saint-Jean, « La pilule du lendemain », *La Gazette des femmes*, vol. 3, n°3, septembre 1981, p. 26.

Cet article retrouvé dans *La Gazette des femmes* nous offre un bel exemple de la position modérée qui prévaut au sein du Conseil du statut de la femme concernant la question de l'avortement et de certaines méthodes contraceptives. Alors qu'il est

mentionné que « [...] cette méthode ne doit pas être une méthode contraceptive, mais une solution d'*urgence* et de *dépannage*⁴¹ », l'auteure tient tout de même à informer les lectrices de l'existence de cette option.

Ajoutons que le CSF procède aussi à la réalisation d'études, qu'il publie par la suite, afin de véhiculer de l'information. C'est le cas notamment de l'*Essai sur la santé des femmes*, qui résulte d'une consultation auprès d'intervenants et de praticiens en santé et d'une recherche effectuée par le Conseil. Cette étude contient de l'information destiné à créer des instruments d'animation et d'information. Le Conseil y tient une position plutôt tranchée sur le monopole qu'exercent les médecins sur le corps des femmes, souhaitant sensibiliser les femmes à cet égard. L'essai a été distribué gratuitement auprès de plusieurs intervenants en santé, de certains groupes de femmes et de quelques journalistes. Le journal *La Presse* ne manque pas d'en souligner la parution⁴².

Enfin, tel qu'abordé dans le premier chapitre, le service d'Action-Femmes permet au Conseil de répondre directement aux questionnements des Québécoises. Par exemple, le rapport annuel de 1978-1979 dénombre 133 femmes⁴³ qui ont communiqué avec le service pour les avortements, et précise que la plupart des demandes ont été traitées en collaboration avec le comité de lutte pour l'avortement. Comme les rapports annuels du Conseil ne fournissent pas chaque année le nombre exact de demandes portant sur les méthodes contraceptives, l'avortement et la planification familiale, nous ne pouvons pas déterminer si ce service a été utilisé de manière constante au cours de la période à l'étude.

⁴¹ Nicole Saint-Jean, « La pilule du lendemain », *La Gazette des femmes*, vol. 3, n° 3 (septembre 1981), p. 26.

⁴² Anne Richer, « Essai sur la santé des femmes : analyse féministe sur la "maladie" des femmes », *La Presse*, 7 juillet 1981, p. B5.

⁴³ CSF, *Rapport annuel 1977-1978/1978-1979*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1980, p. 37.

Néanmoins, les quelques données recueillies permettent de supposer que le service a continué d'être utilisé pour ce type de questions, quoique moins fréquemment⁴⁴. Nous estimons que la quantité plus élevée de demandes en 1978-1979 est certainement attribuable à la publication de la politique d'ensemble du CSF en 1978 qui comporte un chapitre entier sur la santé des femmes et éveille donc une certaine curiosité chez ces dernières.

2.1.2.2 Miser sur la contraception en guise de prévention

Tel que vu précédemment, le CSF considère que l'avortement devrait être une solution de dernier recours. Il préconise plutôt l'utilisation de la contraception. Cette position est notamment intégrée aux recommandations formulées dans la politique d'ensemble. Il y est recommandé que le ministère des Affaires sociales en subventionne la recherche, « [...] afin de mettre au point des méthodes efficaces qui ne comportent pas de risque pour la santé des femmes ⁴⁵ ». Il est aussi recommandé que la Régie de l'assurance-maladie du Québec offre les contraceptifs gratuitement à la population afin d'assurer une plus grande accessibilité⁴⁶. D'ailleurs, le CSF encourage fortement la recherche sur la contraception pour le reste de la période. En effet, en 1988 de même qu'en 1992, le Conseil souligne au moyen de recommandations l'importance pour le gouvernement du Québec d'encourager la recherche et le développement de méthodes

⁴⁴ Dans le rapport annuel de 1981-1982 : 37 femmes ont communiqué avec le service pour obtenir de l'information sur les services d'interruption de grossesse. En 1982-1983 : 27 demandes ont porté sur les organismes de planification familiale et les méthodes de contraception et 17 demandes sur les services d'interruption de grossesse. En 1983-1984 : 39 questions ont porté sur les méthodes de planification familiale et les arrêts de grossesse. CSF, *Rapport annuel 1981-1982*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1983, p. 27 ; *Rapport annuel 1982-1983*, p. 23 ; *Rapport annuel 1983-1984*, p. 28.

⁴⁵ CSF, *Pour les Québécoises : égalité et indépendance*, op. cit., p. 91.

⁴⁶ *Ibid.*, p. 92.

contraceptives plus efficaces et moins dommageables et de les rendre accessibles plus facilement⁴⁷.

De plus, le CSF croit que la responsabilité de la contraception ne devrait pas uniquement incomber aux femmes et c'est pourquoi il rappelle régulièrement l'importance de l'implication des hommes dans ce domaine. Il propose, par exemple, dans la politique d'ensemble, « [d'a]mener un partage des responsabilités entre les hommes et les femmes face à la contraception⁴⁸. » Dans le même ordre d'idées, en 1988, le CSF encourage le développement de services d'éducation sexuelle, de services de consultation, de formation et d'information nécessaires afin de permettre aux femmes, mais également aux hommes, de développer des comportements responsables⁴⁹.

2.1.2.3 Viser une meilleure accessibilité aux services d'avortement à travers le Québec

L'enjeu de l'accessibilité aux services d'avortement dans l'ensemble des régions du Québec représente, pour le Conseil, un élément clé pour permettre aux femmes une plus grande maîtrise de leurs corps. Au début de la période à l'étude, la plupart des avortements thérapeutiques se pratiquent en effet à Montréal, ce qui pose problème pour de nombreuses femmes en région. Dans sa première prise de position officielle sur l'avortement, en 1975, le Conseil émettait déjà une recommandation pour pallier ce problème : « Que les cliniques de contrôle de fécondité impliquant à la fois les services

⁴⁷ CSF, *La question de l'avortement au Québec*, op. cit., p. 41; Conseil du statut de la femme, *L'accessibilité aux services de contraception et d'avortement*, Québec, Conseil du statut de la femme, 1992, p. 6.

⁴⁸ CSF, *Pour les Québécoises : égalité et indépendance*, op. cit., p. 90.

⁴⁹ Louise Desmarais, op. cit., p. 41.

concernant la fertilité, la contraception et la sexualité soient instituées d'une manière planifiée à travers le Québec⁵⁰ ».

À la suite de la parution du Rapport Badgley qui faisait état de la situation entourant l'avortement au Canada, le Conseil publie en mai 1977 un autre avis sur la nécessité d'offrir aux femmes des services d'interruption de grossesse et insiste pour qu'ils soient « accessibles aux femmes, dans toutes les régions du Québec⁵¹ ». Quelques mois plus tard, le ministre des Affaires sociales, le péquiste Denis Lazure, reconnaît lui aussi ce problème d'accès⁵². Il annonce alors la mise en place de cliniques spécialisées, qui porteront le surnom de cliniques Lazure, intégrées aux centres hospitaliers. Ces dernières offrent des services complets liés à la planification des naissances, incluant des services d'avortements thérapeutiques. Le ministre prévoit la mise en place d'une vingtaine de cliniques financées par le ministère⁵³.

En septembre 1979, à la suite de la mise en place des cliniques Lazure, le CSF intervient auprès du ministère des Affaires sociales pour demander officiellement l'instauration de cliniques de planification familiale dans toutes les régions et sous-régions du Québec présentant un bassin suffisant de population⁵⁴. Continuant de talonner le ministère, il insiste encore, en juin 1980, sur les lacunes des cliniques sur le plan de l'interruption volontaire des grossesses. Le Conseil suggère notamment l'utilisation des

⁵⁰ CSF, *Rapport annuel 1975-1976*, op. cit., p. 29.

⁵¹ CSF, *Rapport annuel 1977-1978/1978-1979*, op. cit., p. 2.

⁵² Louise Desmarais, op. cit., p. 152-153.

⁵³ *Ibid.*, p. 55.

⁵⁴ CSF, *Rapport annuel 1979-1980/1980-1981*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1982, p. 19.

CLSC, des Centres de santé des femmes ainsi que la passation de contrats avec les centres hospitaliers pour étendre les services.

Quelques mois plus tard, une enquête menée par la Coordination nationale pour l'avortement libre et gratuit (CNALG) sur les cliniques Lazure révèle que ces dernières n'ont pas amélioré l'accessibilité aux services d'avortement⁵⁵. À la lumière de cette information, le CSF recommande que le ministère des Affaires sociales cesse de verser des subventions aux hôpitaux qui ont adopté les cliniques de planning familial, sans toutefois offrir de service d'avortement. Cette proposition plutôt tranchée montre une évolution par rapport aux recommandations historiques du Conseil sur la question. Cela témoigne de l'importance croissante que revêt pour ses membres l'accessibilité aux services d'avortement. Dans le même ordre d'idées, il suggère le financement des Centres de santé des femmes souhaitant offrir des avortements⁵⁶. Soulignons que les pressions effectuées par le Conseil du statut de la femme à l'égard du ministre Lazure ont été souvent rapportées dans la presse québécoise. Par exemple, on peut lire le titre suivant dans *La Presse* : « Le CSF presse le ministre Lazure de régler l'impasse⁵⁷ ». Ceci indique d'une part que les demandes du Conseil ne passent pas sous silence, et d'autre part, que l'organisme gouvernemental est bel et bien considéré comme un acteur important de la lutte entourant l'avortement⁵⁸. Claire Bonenfant, qui est alors à la tête de l'organisme, se

⁵⁵ L'enquête menée par la CNALG auprès de 27 hôpitaux couvrant huit régions administratives au Québec en vient à la conclusion que le projet des cliniques Lazure n'a pas vraiment amélioré l'accès aux services d'avortement. La Coalition croit que le seul véritable avantage de ce projet a été de fournir au Parti québécois du capital politique. Louise Desmarais, *op. cit.*, p. 180.

⁵⁶ *Ibid.*, p. 181-182.

⁵⁷ « Service d'avortement. Le Conseil presse le ministre Lazure de régler l'impasse », *La Presse*, 12 septembre 1980, p. A10.

⁵⁸ D'autres exemples témoignent des pressions exercées par le Conseil sur le ministre des Affaires sociales, Denis Lazure : « Avortement : Le CSF demande à Lazure de réviser la décision de la RAMQ », *La Presse*, 16 août 1979, p. D3; Renée Rowan, « L'impasse des cliniques dites Lazure », *Le Devoir*, 22 septembre 1980, p. 11.

fait plutôt insistante vis-à-vis le ministre Lazure et son impatience transparait dans ses demandes.

Toujours dans l'objectif d'accroître l'accessibilité aux services, le Conseil publie en 1988 *La question de l'avortement au Québec*, une étude qui porte une attention particulière à ce problème dans plusieurs régions du Québec⁵⁹. Constatant l'inégalité de l'offre des services sur le territoire, le document suggère « [...] que soit maintenu, amélioré et consolidé le réseau de services d'avortement offerts dans les CLSC et les centres de santé de femmes de façon à offrir des services d'avortement accessibles dans les diverses régions du Québec⁶⁰. » Il souhaite ainsi compléter la gamme de services offerts en milieu hospitalier. De telles recommandations sont en phase, notons-le, avec l'ensemble du mouvement pro-choix à cette époque⁶¹.

La décriminalisation de l'avortement ayant suscité le besoin de connaître plus en détail l'état de la situation des services d'interruption de grossesse disponibles au Québec, le Conseil du statut de la femme répond à ce besoin en effectuant une recherche dont les résultats sont publiés en 1992 dans l'avis *L'accessibilité aux services de contraception et d'avortement*. On constate dans cette étude qu'un grand problème d'accessibilité aux services persiste, alors que trois régions (le Nord du Québec, Chaudières-Appalaches, Lanaudière) sur 16 demeurent sans établissements dispensant des services d'interruption

⁵⁹ Le Conseil a identifié les différents établissements qui pratiquent des avortements au Québec, soit 35 centres hospitaliers sur 140, 12 CLSC sur 155, trois centres de santé de femmes (à Hull, Trois-Rivières et Montréal), une clinique pour les jeunes (à Montréal), deux cliniques (à Montréal) puis dix cabinets privés (à Montréal). Il faut également noter que plus la grossesse est avancée, moins les services d'avortements sont disponibles, puisque certaines régions n'offrent pas de services au-delà de dix semaines. CSF, *La question de l'avortement au Québec*, op. cit., p. 8-10.

⁶⁰ Ibid., p. 45.

⁶¹ Louise Desmarais, op. cit., p. 276.

de grossesse⁶². Dans d'autres cas, un seul point de service est disponible dans l'ensemble de la région⁶³. Ainsi, au terme de cette étude, 27 recommandations sont adressées au gouvernement québécois. Elles visent à inscrire l'avortement « dans un processus dynamique de prévention où la circulation de l'information et le soutien qui sera fourni aux femmes seront des éléments clés⁶⁴ ».

Les problèmes d'accessibilité aux services d'avortement ont réellement été une préoccupation du CSF tout au long de la période à l'étude. Bien qu'il ait tenté d'améliorer la situation par la publication de plusieurs avis et recommandations, cet accès demeure toujours problématique à la fin de la période que nous étudions. En effet, en 1995, le ministère de la Santé et des Services sociaux de Jean Rochon publiait les *Orientations ministérielles en matière de planification des naissances*. Ce document reconnaît les problèmes d'accessibilités identifiés de longue date par le CSF et reprend certaines de ses solutions :

Des efforts de coordination régionale et interrégionale, un accès accru aux services d'interruption de grossesse du premier trimestre, notamment dans les centres locaux de services communautaires (CLSC), ainsi qu'une meilleure répartition géographique des ressources qui offrent les interruptions de grossesse du deuxième trimestre permettrait de réduire les délais et les obstacles qui font augmenter le nombre des interruptions de grossesse tardives et les risques qui y sont associés⁶⁵.

⁶² CSF, *L'accessibilité aux services de contraception et d'avortement*, op. cit., p. 35.

⁶³ C'est le cas du Bas-Saint-Laurent, de l'Estrie, de l'Outaouais, de l'Abitibi-Témiscamingue et de la Côte-Nord. *Ibid.*, p. 31.

⁶⁴ CSF, *L'accessibilité aux services de contraception et d'avortement*, op. cit., p. 47.

⁶⁵ Ministère de la santé et des services sociaux, *Orientations ministérielles en matière de planification des naissances*, Gouvernement du Québec, Québec, 1995, p. 13.

Toutefois, ces recommandations ne sont accompagnées d'aucun budget protégé. Ainsi, selon Louise Desmarais, les services en planification des naissances d'avortement ne s'amélioreront pas : ils vont plutôt se détériorer⁶⁶.

2.1.3 Divergences et collaboration : le Conseil du statut de la femme et les groupes de femmes

2.1.3.1 La position du CSF sur les comités d'avortement thérapeutique : divergence avec le mouvement féministe

Nous avons vu que, dès sa première prise de position sur l'interruption volontaire de grossesse, le Conseil du statut de la femme aborde la question des comités d'avortement thérapeutique. Rappelons que ce dernier souhaite, dès 1975, modifier la composition des comités afin qu'ils soient formés de divers experts tels que des travailleurs sociaux, psychologues ou autres et qu'ils incluent des femmes.

Ainsi, sans être en complet désaccord avec les CAT, le CSF propose d'y apporter quelques modifications constatant que peu d'hôpitaux accrédités les mettent réellement en place. En 1970, les données du ministère des Affaires sociales révèlent que sur 210 hôpitaux accrédités, c'est-à-dire qui répondent aux critères nécessaires pour la mise en place de comités, seulement 14 en possèdent un, dont cinq francophones et neuf anglophones⁶⁷. En outre, le Conseil souligne l'ambiguïté de la loi sur les avortements thérapeutiques. En effet, tout comme le mentionne le rapport Badgley, « [l]a formulation même de ce critère d'appréciation et, en particulier les mots : 1) *mettrait ou mettrait probablement* ; 2) *en danger*; 3) *la vie*; et 4) *la santé* permet une interprétation très large

⁶⁶ Louise Desmarais, *op. cit.*, p. 289.

⁶⁷ Louise Desmarais, *Ibid.*, p. 69.

et laisse une grande discrétion dans la définition de ces termes⁶⁸ ». Comme ces différents termes ne sont pas définis clairement dans la loi, ils peuvent être interprétés différemment selon les hôpitaux. C'est le cas, entre autres, de la définition de la santé⁶⁹. En réponse à cette situation, le CSF recommande en 1975 « que soit appliquée à la question de l'avortement thérapeutique la définition de la santé proposée par l'Organisation mondiale de la santé⁷⁰ », en espérant que l'interprétation de ce critère soit plus uniforme au sein des comités.

Ainsi, les modifications que le Conseil souhaite apporter aux comités d'avortement thérapeutique permettent de constater qu'il ne rejette pas complètement cette structure, perçue comme un compromis qui permettra ultimement à davantage de femmes d'avoir recours à l'avortement. Cette position l'inscrit en faux, toutefois, par rapport à la majorité des groupes féministes qui militent alors pour l'avortement libre et gratuit. En effet, ces derniers demandent l'abolition complète des comités d'avortement thérapeutique⁷¹. C'est le cas du Comité de lutte pour l'avortement et la contraception libres et gratuits⁷², un acteur important dans ce dossier au Québec. En effet, ce dernier fait partie des groupes qui s'opposent fermement aux comités d'avortement thérapeutique, dénonçant leur

⁶⁸ Canada, Comité sur l'application des dispositions législatives sur l'avortement, *Rapport du Comité sur l'application des dispositions législatives sur l'avortement (Rapport Badgley)*, Ottawa, Approvisionnement et Services Canada, 1977, p. 280.

⁶⁹ La définition de la santé proposée par l'Organisation mondiale de la santé a été adoptée en 1946 lors de la Conférence internationale sur la santé et elle est en vigueur depuis 1948. C'est cette définition qui est utilisée par le Canada depuis.

⁷⁰ CSF, *Rapport annuel 1975-1976*, op. cit., p. 29.

⁷¹ Louise Desmarais, op. cit., p. 65.

⁷² Formé en 1974, ce comité est composé de militantes du Centre des femmes, de l'Association pour la défense des droits sociaux et du Comité Laure Gaudreault, qui décident toutes de quitter le Comité de défense du Dr Morgentaler et de former, sur leurs propres bases, le Comité de lutte pour l'avortement et la contraception libres et gratuits. Le Comité souhaite miser sur la lutte féministe globale et sur la revendication du droit d'avorter librement et gratuitement, plutôt que de militer dans une perspective plus juridique en faveur de l'abrogation de la loi. Micheline Dumont et Louise Toupin, *La pensée féministe au Québec. Anthologie (1900-1985)*, Montréal, Éditions du Remue-Ménage, 2003, p. 501.

hypocrisie⁷³ qui s'arrogeraient le droit de choisir, en agissant comme de « mini-tribunaux qui ont tous les pouvoirs sur la vie des femmes⁷⁴ ». Dans un document intitulé le « Manifeste des femmes du Québec pour l'avortement libre et gratuit », le Comité soutient que le fait d'avoir à « prouver » un état de santé et d'avoir à « mendier la permission » d'avorter légalement est inconcevable⁷⁵.

Le manifeste critique également la bureaucratie hospitalière inhérente à toute rencontre avec un comité d'avortement thérapeutique. Les auteures protestent qu'elles en ont assez « [...] d'avoir à [se] battre seules contre la bureaucratie hospitalière, de faire face à des refus, des délais, des sermons et des enquêtes; d'être traitées comme des ignorantes, des irresponsables, des égoïstes, des femmes "faciles" sinon comme des criminelles⁷⁶ ». Tout comme le Conseil, le Comité de lutte dénonce la difficulté de trouver des hôpitaux ayant un comité thérapeutique qui acceptera de les rencontrer et d'étudier leur situation pour les mêmes raisons que mentionnées précédemment.

Le cas des comités d'avortement thérapeutique est un exemple plutôt révélateur du type de position que le CSF choisit de défendre en étant plus modéré sur la question que d'autres groupes. Plutôt que de militer pour l'abolition complète des CAT, il choisit une approche qui relève davantage du compromis, croyant que ceci est une demande plus raisonnable face au gouvernement pendant l'attente de la décriminalisation complète de

⁷³ Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ-M), Fonds Comité de lutte pour l'avortement libre et gratuit (FCLALG), contenant 1997-01-005/1, « Pamphlet du Comité de lutte pour l'avortement et la contraception libres et gratuits ».

⁷⁴ BAnQ-M, FCLALG, contenant 1997-01-005/1, « Situation actuelle 1978 : intervention préparée pour la semaine des femmes à l'UdeM ».

⁷⁵ BAnQ-M, FCLALG, contenant 1997-01-005/1, « Manifeste des femmes du Québec pour l'avortement libre et gratuit par le comité de lutte pour l'avortement et la contraception libres et gratuits », février 1977.

⁷⁶ *Ibid.*

l'avortement. Il faut toutefois préciser que lorsque la loi sur l'avortement est modifiée en 1988, le Conseil demande désormais que les comités soient abolis de sorte que toutes les femmes qui demandent un avortement y aient accès⁷⁷.

2.1.3.2 Soutien et appuis du CSF aux groupes de femmes

Un des moyens d'action du Conseil réside dans le soutien qu'il apporte aux différents groupes présents sur la scène québécoise. À cet égard, Judith Doyon, secrétaire au Conseil jusqu'en 1984, s'est souvenu lors de notre entretien qu'il y avait une « relation privilégié » entre les groupes et l'organisme gouvernemental et que c'est en côtoyant des groupes de femmes qui avaient des positions « tranchées, nettes et directes » que le Conseil a évolué⁷⁸.

La lutte pour l'avortement en est une qui a particulièrement suscité la collaboration entre le Conseil et d'autres acteurs. Quelques exemples, glanés dans les archives, révèlent son désir de se trouver des alliés dans divers milieux. Notons, par exemple, cette rencontre tenue en décembre 1976, qui réunissait la présidente, Laurette Robillard, Anne Usher (membre du CSF), une infirmière d'un CÉGEP, un conseiller du Centre de la femme nouvelle, un conseiller de la Fédération du Québec pour le planning des naissances, une infirmière de la Clinique des jeunes, un médecin du Centre de grossesse ainsi qu'un conseiller d'un CLSC dans l'objectif d'établir une action plus efficace⁷⁹. C'est dans le même esprit que le Conseil annonce en 1980 sa participation au congrès annuel des C.L.S.C. Jeanne-d'Arc, membre du CSF, croit qu'il s'agit d'un bon moment « [...] pour

⁷⁷ CSF, *La question de l'avortement au Québec*, op. cit., p. 18.

⁷⁸ Vicky Constantineau, Entrevue avec Judith Doyon, Appel *Messenger*, 2020, 52 minutes.

⁷⁹ Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BANQ-Q), Fonds Conseil du statut de la femme (FCSF), contenant 1993-05-007-1, dossier 1221-02-035, *procès-verbaux du 13 décembre 1979*.

le Conseil de communiquer à cet organisme les positions prises sur l'avortement afin de développer une solidarité et une concertation susceptibles de faire pression auprès du Gouvernement⁸⁰ ». Le Conseil offre également son appui aux démarches provenant d'autres organismes ou groupes, comme La maison des Jeunes de Québec, qui organise, en 1978, une manifestation pour la libéralisation de l'avortement⁸¹.

En somme, au cours des années 1973-1995, le Conseil du statut de la femme a su prendre position en matière d'avortement de façon à rallier le plus grand nombre d'interlocuteurs. Au fil des ans, voyant que les changements législatifs tardaient, il a utilisé ses nombreux outils de diffusion afin de sensibiliser et informer la population québécoise sur différents sujets liés à leur sexualité. Le CSF est également venu en aide concrètement aux Québécoises par l'entremise de ses services Consult-Action et Action-Femmes. Ainsi, à défaut de pouvoir provoquer les changements législatifs tant attendus par le mouvement féministe en matière de contrôle des naissances, le Conseil est demeuré très actif dans ce domaine.

2.2 Violence faite aux femmes

Comme nous l'avons vu précédemment, la « deuxième vague » féministe se manifeste notamment par l'émergence de nouvelles revendications au sein du mouvement des femmes. C'est le cas de la problématique de la violence faite aux femmes qui sort de la sphère privée et devient l'objet des débats publics⁸². Alors que la violence envers les

⁸⁰ BAnQ-Q, FCSF, contenant 1993-05-007-1, dossier 1221-02-03, « procès-verbaux du 17-18 septembre 1980 ».

⁸¹ BAnQ-Q, FCSF, contenant 1993-05-007-9, dossier 1132-10-16, « Télégramme adressé à La maison des Jeunes de Québec de la part de Laurette Champigny Robillard », 1978.

⁸² Denyse Baillargeon, *Brève histoire des femmes au Québec*, Montréal, Éditions du Boréal, 2012, p. 205.

femmes a fait partie des priorités du Conseil pendant l'ensemble de la période que nous étudions, nous verrons dans les pages qui suivent comment il est intervenu en lien avec ce sujet. Il faut noter que nous incluons sous cette thématique la violence conjugale (physique ou verbale), le viol ainsi que les agressions à caractère sexuel ou non⁸³.

Avant toute chose, notons que c'est une série de changements législatifs qui favorisent, au début des années 1970, une recrudescence de l'intérêt du mouvement féministe pour le problème de la violence. Tout d'abord, en 1968, la loi fédérale sur le divorce reconnaît la cruauté physique et mentale comme un motif de divorce⁸⁴. Ensuite, la loi sur l'aide sociale, adoptée en 1969, vise à « [...] assurer un minimum vital à tous les citoyens démunis, sans restriction quant aux qualités morales des bénéficiaires⁸⁵ ». Cela permet à certaines femmes d'échapper à des situations de violence familiale en n'étant plus dépendantes économiquement de leur mari. La loi sur l'aide juridique, mise en place en 1972, bénéficie aussi aux femmes qui ont désormais accès à des services juridiques⁸⁶. Il faut toutefois attendre jusqu'en 1983 pour que le viol conjugal se retrouve dans le Code criminel, avant quoi les plaintes de viol d'une femme à l'égard de son mari étaient automatiquement rejetées⁸⁷. Parallèlement à tous ces changements, les femmes victimes de violence parlent de plus en plus de leur situation et cela contribue à rendre davantage publique le problème.

⁸³ Nous avons choisi de ne pas inclure dans cette section le sujet de la violence présente dans les vidéoclips ainsi que le dossier de la pornographie, car cela devenait trop ambitieux dans le cadre de ce mémoire. De plus, ces deux problématiques se présentent assez tardivement dans la période que nous étudions.

⁸⁴ Le Collectif CLIO, *op. cit.*, p. 554.

⁸⁵ Denyse Baillargeon, « Les politiques familiales au Québec. Une perspective historique », *Lien social et Politiques*, n° 36 (automne 1996), p. 29.

⁸⁶ Le Collectif CLIO, *op. cit.*, p. 554.

⁸⁷ Denyse Baillargeon, *Brève histoire des femmes au Québec*, *op. cit.*, p. 206.

En complément de ce contexte, ajoutons qu'au cours des années 1970 et 1980, plusieurs maisons d'accueil et d'hébergements sont créés, offrant ainsi aux femmes du support dans leurs démarches en vue de se libérer des situations de violence. Avant cela, les quelques lieux existant pour venir en aide aux femmes et aux enfants vivant des situations difficiles étaient tenus par des communautés religieuses qui n'offraient généralement qu'un lieu de transition⁸⁸. On y enseignait la plupart du temps aux femmes la patience et le pardon envers leur mari⁸⁹. Constatant ce problème, le mouvement des femmes prend en charge la violence faite aux femmes. C'est donc principalement au moyen du bénévolat que de nombreuses femmes, tant des militantes féministes que des religieuses, travaillent ensemble pour mettre sur pied des maisons qui allaient accueillir les victimes de violence. Ainsi, entre 1977 et 1978, trois maisons ouvrent à Montréal et une sur la Côte-Nord. En 1979, sept maisons voient le jour dans plusieurs régions du Québec (Montréal, Amos, Beauport, La Tuque, Gatineau, Hull)⁹⁰. Elles passent de 14 à plus de 70 entre 1978 et 1990⁹¹. Selon Denise Lemieux et Michelle Comeau, les maisons travaillent surtout de façon isolée, à leur création, « [m]ais l'idée même de construire un mouvement plus cohérent se précise [...] en grande partie sous l'égide du Conseil du statut de la femme⁹². » Une étape tournante est franchie, en 1979, avec la formation du Regroupement provincial des maisons pour femmes en difficulté.

⁸⁸ Denise Lemieux et Michelle Comeau, *Le mouvement familial au Québec 1960-1990*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2002, p. 263.

⁸⁹ Le Collectif CLIO, *op. cit.*, p. 554.

⁹⁰ Micheline Dumont et Louise Toupin, *op. cit.*, p. 558.

⁹¹ Le Collectif CLIO, *op. cit.*, p. 554.

⁹² Denise Lemieux et Michelle Comeau, *op. cit.*, p. 263.

2.2.1 Le CSF s'organise pour faire face au problème de la violence faite aux femmes

2.2.1.1 Prise en charge du « dossier » de la violence faite aux femmes par Consult-Action

À la suite de leur émergence au milieu des années 1970, les maisons venant en aide aux victimes de violence cherchent, nous venons de le voir, à se regrouper, dans un but d'entraide et de coordination⁹³. Le service Consult-Action du Conseil du statut de la femme leur apparaît dès lors comme l'organisme le plus adéquat pour répondre à ce besoin⁹⁴. En effet, tel que vu précédemment, ce service assure une liaison avec les groupes, et facilite des actions communes. C'est donc ce dernier qui prend officiellement en charge le dossier de la violence et commence ses interventions dès 1976 auprès des maisons d'accueil et d'hébergement.

L'entrevue que nous avons réalisée avec Chantale Michaud nous a éclairée sur le rôle de Consult-Action dans le dossier de la violence. Cette dernière confirme qu'il y avait une réelle volonté au Conseil de créer un réseau fort et solide, qui allait devenir autonome⁹⁵. Tout d'abord, Consult-Action joue un rôle de premier plan en ce qui a trait à la création des maisons d'accueil et d'hébergement et vient en aide au niveau de la mise en place des structures. Chantale Michaud mentionne qu'elle recevait couramment des demandes à cet égard⁹⁶. En 1977-1978 seulement, vingt rencontres sont tenues avec les

⁹³ Micheline Dumont et Louise Toupin, *op. cit.*, p. 559.

⁹⁴ Micheline Beaudry, « Les maisons de femmes battues : du groupe autonome à la prise en charge par l'État », *Revue internationale d'action communautaire*, n° 6 (automne 1981), p. 153.

⁹⁵ Vicky Constantineau, Entrevue avec Chantale Michaud, Appel téléphonique, 2020, 1h12.

⁹⁶ Vicky Constantineau, Entrevue avec Chantale Michaud, Appel téléphonique, 2020, 1h12.

maisons d'accueil pour femmes en difficulté⁹⁷ et nous savons que cette aide a perduré dans le temps⁹⁸.

L'aide de Consult-Action aux maisons concerne aussi la recherche de financement. En effet, comme peu d'entre elles sont financées par l'État au moment de leur création, elles font face à de gros problèmes financiers. Selon les témoignages de Chantal Michaud et de Nicole Dorin, les employés de Consult-Action effectuent alors de la recherche active de subsides auprès de différents organismes au nom des maisons d'accueil pour femmes victimes de violence⁹⁹. Mentionnons également que le Conseil du statut de la femme appuie régulièrement les demandes de subventions provenant des maisons d'accueil et des centres d'aide aux victimes de viol, ce qui contribue à ajouter un poids et une crédibilité à leur requête auprès des ministères concernés¹⁰⁰.

Enfin, le service offre un soutien important aux maisons et autres organismes jouant un rôle dans la lutte contre la violence envers les femmes, et ce, principalement par l'entremise de formations. Le sous-financement des établissements a laissé beaucoup de place à des bénévoles de même qu'à des religieuses qui n'étaient pas nécessairement formés de façon adéquate pour intervenir auprès des femmes en difficulté. Consult-Action assume donc ce rôle, en offrant des formations de base à plusieurs organismes. Le service entretient également des contacts plutôt constants avec le Regroupement des maisons d'accueil et les Centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS). Il leur offre une assistance technique et leur vient en aide notamment lors des

⁹⁷ CSF, *Rapport annuel 1977-1978/1978-1979*, op. cit., p. 19.

⁹⁸ Voir, par exemple, CSF, *Rapport annuel 1983-1984*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1985, p. 25.

⁹⁹ Vicky Constantineau, Entrevue avec Chantale Michaud, Appel téléphonique, 2020, 1h12 ; Vicky Constantineau, Entrevue avec Nicole Dorin, Zoom, 2020, 2h11.

¹⁰⁰ CSF, *Rapport annuel 1979-1980/1980-1981*, op. cit., p. 19.

négociations avec le ministère des Affaires sociales¹⁰¹. Notons toutefois que l'assistance offerte par le Conseil se veut transitoire, car il souhaite ultimement publiciser le problème de la violence faite aux femmes et en déléguer la responsabilité aux ministères concernés¹⁰².

2.2.1.2 Comité sur la violence faite aux femmes

Afin de porter une attention particulière à la question de la violence faite aux femmes, le CSF fonde en 1979 le « Comité sur la violence ».

Afin de venir en aide aux victimes, le comité souhaite d'une part « [c]ompléter l'inventaire des ressources et mouvements de pression œuvrant dans le domaine de la violence à l'égard des femmes » et, de l'autre, « [s]outenir les services d'aide et encourager les initiatives locales pour en créer d'autres¹⁰³ ». Pour ce faire, le comité souligne sa volonté de travailler en collaboration avec Consult-Action, Action-Femmes, le service de recherche, les groupes de femmes qui luttent contre la violence ainsi que le ministère des Affaires sociales. En ce sens, le comité souhaite supporter ces groupes de plusieurs façons, soit par des lettres d'appui, des pétitions, des pressions, des références à des ressources adéquates et autres. En ce qui concerne la population en général, le Comité formule deux objectifs. D'une part, il souhaite « [s]ensibiliser le public à la violence à l'égard des femmes de façon à provoquer un changement d'attitudes et de mentalités », notamment en assurant une présence du sujet dans les médias et en participant à la préparation du

¹⁰¹ CSF, *Rapport annuel 1981-1982*, op. cit., p. 24.

¹⁰² Micheline Dumont et Louise Toupin, op. cit., p. 558.

¹⁰³ *Ibid.*

symposium provincial sur la question. D'autre part, le Comité souhaite « [s]usciter, diriger, encourager des recherches et publications pertinentes¹⁰⁴ ».

Ces multiples objectifs élaborés par le Comité illustrent son désir d'intervenir à plusieurs niveaux afin d'améliorer la situation entourant la violence faite aux femmes. Nous remarquons, par la même occasion, la collaboration nécessaire entre le Comité et les différentes instances du CSF, soit Consult-Action, Action-Femmes et le service de recherche, de même qu'avec le Ministère des Affaires sociales. Nous verrons que le Comité a également coopéré à quelques reprises avec le ministère de la Justice, notamment pour l'organisation et la tenue des colloques sur la violence.

La composition du Comité sur la violence met aussi en lumière un désir d'inclusion et une volonté de collaboration. À sa réunion du 19 mars 1980, le Comité exprime son désir de faire appel à l'expertise de « personnes-ressources » qui seraient consultées en cas de besoins spécifiques. De plus, il mentionne vouloir compter parmi ses membres permanents des représentantes du milieu qui travaillent auprès de victimes afin d'illustrer plus adéquatement les divers aspects de la problématique de la violence à l'égard des femmes¹⁰⁵. Les comptes rendus des réunions subséquentes permettent de confirmer que ces volontés se sont concrétisées. En effet, parmi les membres du Comité, nous retrouvons dès lors des intervenantes provenant des Centres d'aides aux victimes de viol de Trois-Rivières, Montréal et Québec, de la Maison d'accueil pour femmes en difficulté de Trois-Rivières, du Comité conjoint du ministère des Affaires sociales et des Maisons pour

¹⁰⁴ *Ibid.*

¹⁰⁵ BAnQ-Q, FCSF, contenant 1993-05-007/31, dossier 1222-10-02-G, « Compte rendu de la réunion du Comité sur la violence », 19 mars 1980.

femmes en difficultés. À cela s'ajoutent une membre et une agente d'information du Conseil du statut de la femme, de même que la présidente de ce dernier¹⁰⁶.

Entre 1981 et 1982, une restructuration des comités au sein du Conseil a lieu, relayant le dossier de la violence envers les femmes au Comité sur les questions relatives au cadre de vie. Toutefois, une nouvelle réorganisation de la structure des comités en 1985 a pour conséquence l'abolition de ce dernier¹⁰⁷. Au même moment, le Conseil choisit d'adopter une formule plus souple qui prévoit la création de comités temporaires permettant l'étude de questions plus précises. Il en crée éventuellement deux pour l'intervention auprès des victimes d'agression à caractère sexuel¹⁰⁸. Il n'en demeure pas moins que l'abolition du Comité sur la violence est plutôt curieuse, car le problème de la violence est loin d'être réglé.

2.2.1.4 Comité spécial pour l'intervention auprès des victimes d'agressions à caractère sexuel

Dans sa politique d'ensemble, le Conseil recommandait la création d'un comité visant à établir un protocole médical pour le traitement des victimes de violence dans l'ensemble des centres hospitaliers de la province. Le cas des victimes d'agressions à caractère sexuel semblait particulièrement l'inquiéter. En réponse à ce besoin, il fut convenu entre les ministères que le CSF assurerait la coordination de ce comité, formé à l'automne 1979. Tout comme le comité sur la violence, celui-ci est composé de

¹⁰⁶ Ces membres sont celles mentionnées dans la réunion du 27 novembre 1980 et celles du 11 juillet 1980, mais la composition du Comité n'a pas été la même tout au long de son existence. BAnQ-Q, FCSF, contenant 1993-05-007/32, dossier 1222-10-02-G, « Compte-rendu de la réunion du Comité sur la violence », 27 novembre 1980 ; BAnQ-Q, FCSF, contenant 1993-05-007/321, dossier 1222-10-02-G, « Compte-rendu de la réunion du Comité sur la violence », 11 juillet 1980.

¹⁰⁷ La raison exacte de l'abolition du comité nous est inconnue.

¹⁰⁸ CSF, *Rapport annuel 1981-1982*, Québec, *op. cit.*, p. 2.

représentants de plusieurs ministères et organismes. On retrouve une déléguée du ministère de la Justice, deux du ministère des Affaires sociales, une de la Corporation professionnelle des médecins du Québec, une membre du CSF, une conseillère juridique, la présidente du CSF ainsi que quelques personnes ressources¹⁰⁹. Ce comité a le mandat de déterminer un protocole d'entente permettant aux différents intervenants de coordonner les services aux victimes de viol et de recueillir les informations nécessaires afin que celles-ci puissent porter plainte contre leurs agresseurs¹¹⁰.

En 1983, un second comité *ad hoc* est formé afin d'élaborer un guide d'intervention plus spécifique ciblant les victimes d'agression à caractère sexuel.¹¹¹ En 1984, le ministère de la Justice lance officiellement ce guide. Ce type d'intervention ciblée illustre de nouveau la tendance du CSF à identifier des problèmes et à mettre en place des mesures visant directement à y remédier, et ce, en collaboration avec divers instances et acteurs. Ajoutons que ce genre de fonctionnement indique un lien très organique entre le Conseil et les ministères, qui n'ont d'autres choix que de travailler ensemble pour faire face à des phénomènes de cette ampleur.

2.2.2 Publicisation du problème de la violence envers les femmes

Au cours des décennies étudiées, le Conseil du statut de la femme joue un grand rôle dans la publicisation de la problématique de la violence envers les femmes. C'est, en

¹⁰⁹ Dans le rapport annuel de l'année 1981-1982, les personnes déléguées par les organismes pour faire partie du comité sont : Louise Larochelle et François Simard du Ministère des Affaires sociales, Jean-François Dionne du Ministère de la Justice, André Lapierre de la Corporation professionnelles des médecins du Québec, Claire Bonenfant, Sandra Shee, Danièle Drolet et Judith Doyon du Conseil du statut de la femme. Le comité a également ajouté quelques personnes ressources dont la provenance n'est pas mentionnée, soit Donna Cherniak, Christiane Martel, Hoya Loshinsky et Danièle Michaud. *Ibid.*, p. 4.

¹¹⁰ CSF, *Rapport annuel 1979-1980/1980-1981*, *op. cit.*, p. 34.

¹¹¹ La composition de ce nouveau comité est très similaire à celui de 1979. CSF, *Rapport annuel 1983-1984*, *op. cit.*, p. 9.

effet, en partie grâce à une étude effectuée par le service de recherche du Conseil que cette dernière connaît une plus grande visibilité dans la société québécoise. Les résultats de cette recherche sont rendus publics en 1977 dans un document ayant pour titre *Réflexion sur la condition des femmes violentées*. Ce dernier « [...] fait le point sur l'absence de statistiques valables sur les femmes victimes de violence, sur le silence complice des institutions et des divers intervenants¹¹² ». De plus, à partir des données de cette recherche, le service fait paraître une brochure portant le titre *Pour commencer... parlons-en : la femme et la violence au foyer*. Distribuée à 25 000 exemplaires aux organismes et individus, cette publication vise également la sensibilisation de la population, en plus d'inciter les victimes à chercher des moyens pour se sortir des situations de violence et à briser le silence¹¹³. Le Conseil du statut de la femme n'est pas le seul organisme à effectuer, au cours de ces années-là, des recherches en vue de mieux connaître et publiciser ce sujet. C'est également le cas de la FFQ qui « [...] exprime sa désapprobation devant la violence dont les femmes sont victimes par la rédaction de mémoires¹¹⁴. » La Fédération a notamment déposé un mémoire sur les questions juridiques en lien avec les agressions sexuelles et un second sur la pornographie.

Poursuivant le même objectif de publicisation, le CSF avait recommandé dans la politique d'ensemble sur la condition féminine « [q]ue le ministère des Affaires sociales et le ministère de la Justice entreprennent en collaboration avec le Conseil du statut de la femme une action de sensibilisation et d'information publique sur la violence exercée

¹¹² CSF, *Rapport annuel 1977-1978/1978-1979*, op. cit., p. 15.

¹¹³ *Ibid.*, p. 22.

¹¹⁴ Flavie Trudel, « L'engagement des femmes en politique au Québec : histoire de la Fédération des femmes du Québec de 1966 à nos jours », thèse de doctorat (histoire), Université du Québec à Montréal, 2009, p. 203.

contre les femmes¹¹⁵. » En réponse à cela, le ministère de la Justice, de concert avec le ministère des Affaires sociales et le Conseil, entreprend de mettre sur pied dès 1979 des colloques à destination des intervenants des milieux spécialisés, qui abordent la violence faite aux femmes et aux enfants¹¹⁶. Ces rencontres ont lieu dans douze régions du Québec. Alors qu'il en est en quelque sorte l'initiateur, le Conseil du statut de la femme contribue de façon active au projet à l'aide de son service Consult-Action et de son comité sur la violence¹¹⁷. Le Conseil a également libéré une employée, Mme Danielle Maude-Gosselin, pour aider à l'organisation de ce dossier. La présidente, Claire Bonenfant, y a également participé à titre de conférencière¹¹⁸.

À l'issue des colloques, plusieurs des recommandations confèrent un rôle actif au Conseil du statut de la femme. Elles comprennent entre autres de la sensibilisation, de la prévention ainsi que l'abolition de toute publicité utilisant de la violence¹¹⁹. Bien que la tenue des colloques ait démontré la préoccupation du gouvernement envers la violence faite aux femmes, le Conseil est d'avis que ce derniers n'y fait pas suffisamment suite. C'est pourquoi il multiplie les sorties médiatiques sur le sujet, où il « [...] incite le ministère de la Justice à poursuivre son action et à s'assurer que des suites concrètes soient données aux recommandations exprimées¹²⁰. » Il n'en demeure pas moins que ces colloques sur la violence de la fin des années 1970 sont reconnus comme ayant été « [...] la

¹¹⁵ CSF, *Pour les québécoises : Égalité et indépendance*, op. cit., p. 135.

¹¹⁶ Micheline Beaudry, op. cit., p. 154.

¹¹⁷ CSF, *Rapport annuel 1979-1980/1980-1981*, op. cit., p. 34.

¹¹⁸ BAnQ-Q, FCSF, contenant 1993-05-007/17, dossier 3623-01-11, « Lettre de Stella Guy (Direction des communications du Ministère de la Justice du Gouvernement du Québec) à Claire Bonenfant », 27 février 1980.

¹¹⁹ BAnQ-Q, FCSF, contenant 1993-05-007/31, dossier 1222-10-03-G, « Commentaires sur le rapport synthèse des colloques sur la violence », 12 août 1980.

¹²⁰ BAnQ-Q, FCSF, contenant 1993-05-007/17, dossier 3623-01-11, « Communiqué de presse : Le CSF presse le gouvernement de donner suite aux colloques sur la violence et dénonce à nouveau la pornographie », 19 novembre 1980.

plaque tournante de la publicisation de la problématique et de la nouvelle gestion qui en sera faite¹²¹. » En effet, à la suite de ces rencontres, plusieurs subventions sont accordées aux maisons permettant ainsi la survie de plusieurs d'entre elles. De plus, les colloques ont fait l'objet d'un grand suivi médiatique. Leur tenue dans les différentes régions du Québec est rapportée à plusieurs reprises dans *La Presse* ainsi que dans *Le Devoir*¹²². Ils sont perçus comme une action traduisant « [...] la volonté du ministère de susciter la discussion et d'analyser le phénomène de la violence¹²³. » La présidente du Conseil, Claire Bonenfant, y voit pour « [...] les femmes du Québec une occasion privilégiée pour forcer l'opinion publique à se pencher sur la violence dont elles sont victimes¹²⁴. »

2.2.3 L'après-Polytechnique : Regard nouveau sur la violence envers les femmes

Une décennie plus tard, les événements de l'École polytechnique, qui surviennent le 6 décembre 1989 à Montréal, ont pour conséquence de révéler le phénomène de la violence faite aux femmes avec une « acuité nouvelle¹²⁵ ». Ce drame relance ainsi les initiatives de l'organisme à l'égard de cette problématique, la plaçant en priorité. Dans le rapport annuel de 1989-1990, le CSF indique qu'il souhaite, pour l'année à venir, mettre l'accent sur la question de la violence faite aux femmes. Il ajoute que « [c]e phénomène inacceptable dans notre société prend une ampleur inquiétante¹²⁶. » Ainsi, bien que le Conseil n'ait jamais complètement délaissé le problème de la violence faite aux femmes,

¹²¹ Micheline Beaudry, *op. cit.*, p. 157.

¹²² Germain Tardif, « Colloque sur la violence », *La Presse*, 16 novembre 1979, p. D12. ; Sept-Îles (PC), « Colloque sur la violence : l'heure n'est plus au silence complice mais à la dénonciation », *La Presse*, 2 octobre 1979, p. C3. ; Lysiane Gagnon, « Gros automne pour les femmes », *La Presse*, 22 août 1979, p. A2. ; Bernard Morrier, « 12 colloques pour mieux combattre la violence », *Le Devoir*, 6 septembre 1979, p. 7.

¹²³ Bernard Morrier, « Lancement des colloques régionaux sur la violence. Bédard prépare une vaste campagne anti-violence », *Le Devoir*, 19 septembre 1979, p. 7.

¹²⁴ *Ibid.*

¹²⁵ CSF, *40 ans de présence et d'action*, Québec, Conseil du statut de la femme, 2013, p. 26.

¹²⁶ CSF, *Rapport annuel 1989-1990*, *op. cit.*, p. 25.

l'actualité agit comme un réveil et le force à le considérer de nouveau comme une priorité.

C'est d'ailleurs dans cet esprit qu'il entreprend une importante étude sur le sujet.

2.2.3.1 *Pour que cesse l'inacceptable* : en réponse à Polytechnique

Pour donner suite aux événements de Polytechnique, le Conseil met sur pied un comité inter-services chargé d'étudier le phénomène de la violence faite aux femmes et de réfléchir aux actions à entreprendre dans ce domaine¹²⁷. Intensifiant ses recherches et ses réflexions le sujet, le CSF mandate ce comité d'étudier les différentes formes de violence. Le comité produit dès lors plusieurs études sur la violence conjugale, le harcèlement sexuel, l'inceste, les agressions sexuelles et la pornographie. Ces recherches seront, par la suite, utilisées pour la production d'un avis sur le sujet. Ce dernier, ayant pour titre *Pour que cesse l'inacceptable : Avis sur la violence faite aux femmes*, est présenté au gouvernement à l'hiver 1993, puis rendu public.

Dans ce document, le Conseil propose une réflexion globale des différentes formes de violence en analysant les similitudes entre ses diverses manifestations et les conséquences de ces dernières. De plus, le Conseil y présente une lecture féministe de la violence. Selon lui,

[l]a violence faite aux femmes est à la fois une conséquence de la subordination des femmes dans la société et un moyen de maintenir cette subordination. La violence se perpétue notamment dans le processus de socialisation, mais elle persiste aussi parce que la société la tolère et n'intervient pas de façon assez efficace pour la faire cesser¹²⁸.

¹²⁷ CSF, *Rapport annuel 1991-1992*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1992, p. 20.

¹²⁸ CSF, *Pour que cesse l'inacceptable : Avis sur la violence faite aux femmes*, Québec, Gouvernement du Québec, 1993, p. 25.

Cette position est d'ailleurs soutenue par le Conseil depuis plusieurs années déjà, une présentation similaire de la violence figurait dans sa politique d'ensemble. Dans l'avis cité ci-haut, le CSF recommande l'adoption d'une politique gouvernementale globale en matière de violence faite aux femmes où les secteurs de la justice, de la sécurité publique, de la santé, des services sociaux, de l'éducation et de l'enseignement supérieur, des médias et autres devraient être impliqués¹²⁹.

L'avis sur la violence a été diffusé dans plusieurs milieux afin d'en maximiser la visibilité. En effet, il a été distribué au conseil des ministres, aux membres de l'Assemblée nationale, à plusieurs ministères et organismes ainsi qu'à de nombreux intervenants ayant un lien avec la violence faites aux femmes¹³⁰. Le Conseil souhaite également que l'avis soit accessible au grand public. Pour ce faire, il prévoit la publication d'un numéro spécial sur le sujet dans *La Gazette des femmes*, de même qu'un document de vulgarisation. De plus, *La Presse* et *Le Devoir* ont tous les deux publié des articles sur le sujet au lendemain de la publication¹³¹. Ces articles expriment clairement l'opinion du CSF, et témoignent également de l'impatience de l'organisme vis-à-vis le gouvernement, qui selon lui, n'agit pas proportionnellement à la gravité de ce problème social.

En 1994 et 1995, le Conseil publie deux autres études en lien avec la violence : La première a pour titre *La violence faite aux femmes à travers les agressions à caractère sexuel* et la seconde s'intitule *L'inceste envers les filles : état de situation*¹³². Il fait

¹²⁹ CSF, *Rapport annuel 1993-1994*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1994, p. 15.

¹³⁰ *Ibid.*

¹³¹ Josée Boileau, « La crise budgétaire n'est pas une excuse, estime le Conseil du statut de la femme », *Le Devoir*, 27 avril 1993, p. A2; Jocelyne Richer, « Le CSF prône une politique d'ensemble pour contrer la violence faite aux femmes », *La Presse*, 27 avril 1993, p. A14.

¹³² CSF, *Rapport annuel 1994-1995*, Éditeur officiel du Québec, 1995, p. 19.

également paraître un texte vulgarisé, qui se base sur ses propres recherches, mais qui est enrichi par les commentaires de spécialistes et d'intervenants de différents milieux. Ce texte est publié sous le titre *La violence faite aux femmes, inacceptable et pourtant...*

Les recherches effectuées par le CSF à la suite des événements de Polytechnique ont évidemment une grande importance, car elles fournissent beaucoup d'information et permettent, par leur diffusion, de sensibiliser la population. Toutefois, il faut remarquer que les moyens employés par l'organisme pour faire face à ce problème dans les années 1990 sont plus passifs. En effet, il a principalement produit des recherches et formulé des recommandations au gouvernement; du moins, c'est ce que mentionnent les rapports annuels.

2.3 Conclusion

En guise de conclusion, nous pouvons affirmer que le Conseil du statut de la femme a été un acteur important dans les deux domaines que nous avons abordés. D'une part, en lien avec la contraception et l'avortement, nous voyons que la position du CSF est toujours située entre l'idée de la sécurité (l'avortement considéré comme une solution de dernier recours) et celle de la promotion de l'intégrité physique et de l'autonomie des femmes. D'autre part, le CSF est évidemment contre toute forme de violence et il soutient que la violence faite aux femmes serait une conséquence de la subordination de ces dernières dans la société. Dans les deux cas, le Conseil s'assure de transmettre au gouvernement ses positions et ses recommandations. Cela apporte une grande crédibilité aux femmes qui militent dans le même sens que lui. En effet, en étant toujours à l'écoute des groupes de femmes et des organismes, le Conseil est soucieux de transmettre dans ses avis et prise de position les éléments qui sont soulevés par ceux-ci.

Il faut ajouter que le CSF utilise la notoriété qu'il possède aux yeux du gouvernement afin d'appuyer publiquement les actions et les revendications provenant des groupes, augmentant encore une fois leur crédibilité. Cela nous permet d'affirmer que, bien qu'il ne partage pas toujours les mêmes positions que les groupes, il se positionne tout de même comme un allié du mouvement des femmes. Avec le cas de la violence envers les femmes, nous avons vu que le service Consult-Action a représenté un point de rencontre entre plusieurs groupes, et qu'il a ainsi permis une meilleure concertation entre ces derniers.

Enfin, dans ce chapitre, nous avons constaté que le Conseil prend réellement au sérieux son rôle d'informer et de sensibiliser la population, et particulièrement les femmes, sur les deux thèmes étudiés. Le CSF dispose des ressources nécessaires pour entreprendre des recherches qui seront par la suite utilisées comme source d'information par les groupes, les organismes et autres. Les résultats de ces recherches sont souvent transmis à la population via des brochures, des vidéos d'information, des essais ou encore par l'entremise de *La Gazette des femmes*. Dans le cas de la violence faite aux femmes, la mise sur pied du colloque sur la violence est également un moyen que le Conseil a déployé afin de publiciser ce phénomène.

CHAPITRE III

CONCILIATION FAMILLE-TRAVAIL : LE CAS DES GARDERIES ET DES CONGÉS DE MATERNITÉ

La Deuxième Guerre mondiale a grandement favorisé l'entrée des femmes sur le marché du travail dans l'ensemble du Canada. Toutefois, malgré que le gouvernement ait lui-même incité les femmes à prendre part à l'effort de guerre, il souhaite les voir reprendre leur place au foyer lorsque le conflit se termine¹. Le gouvernement fédéral instaure notamment un programme d'allocations familiales qui, selon Denyse Baillargeon, a pour objectif de soutenir la consommation d'après-guerre et de convaincre les mères de retourner au foyer². En effet, les allocations sont présentées « comme une forme de substitut aux salaires qu'elles gagnaient durant le conflit, une manière de leur permettre d'avoir assez d'argent pour bien éduquer leurs enfants sans avoir à quitter le foyer³. » Le gouvernement fédéral procède également à la fermeture des garderies d'État qui avaient été mises sur pied pendant le conflit pour permettre aux mères d'aller travailler. Les pressions exercées auprès des femmes, de même que les mesures mises en place ont l'effet escompté, c'est-à-dire que la proportion de femmes dans la main-d'œuvre au Canada passe de 33,5% en 1944 à 25,3% en 1946⁴.

¹ Le Collectif CLIO, *L'histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles*, Montréal, Le jour, 1992 (1982), p. 400.

² Denyse Baillargeon, *Brève histoire des femmes au Québec*, Montréal, Éditions du Boréal, 2012, p. 156.

³ *Ibid.*

⁴ *Ibid.*, p. 157.

Cette tendance à la baisse va toutefois se résorber rapidement et, dès la fin des années 1940, les femmes réintègrent le marché du travail⁵. En effet, le pourcentage de femmes dans l'ensemble de la main-d'œuvre québécoise passe de 23% à 43% entre 1951 et la fin des années 1980⁶. Dans son étude sur le travail féminin au Québec, Francine Barry attribue principalement cette augmentation à une hausse importante de la participation des femmes mariées au marché du travail alors que leur proportion dans l'ensemble de la main-d'œuvre passe de 7,55% à 48,78% entre 1941 et 1971. En ajout, Denyse Baillargeon précise que ce sont d'abord les mères d'enfants d'âge scolaire qui intègrent le marché du travail, mais qu'éventuellement de plus en plus de mères avec de jeunes enfants le font aussi.

Par ailleurs, la période d'après-guerre est marquée par l'effritement graduel du modèle conjugal de l'épouse-ménagère et du mari-pourvoyeur en place depuis le XIX^e siècle⁷. La participation importante des femmes au marché du travail contribue grandement à ce changement, qui permet de remplacer ce modèle de couple par celui du couple à double salaire. Selon Christine Corbeil et Francine Descarries, ceci « [...] laisse progressivement place à l'expression de nouveaux modes de parentalité et favorise un

⁵ À cet égard, Denyse Baillargeon et Francine Barry identifient plusieurs changements sociaux qui permettent d'expliquer l'accroissement du nombre de femmes mariées sur le marché du travail : la réduction de la semaine de travail dans les usines et les bureaux, l'introduction de nouvelles technologies qui allègent les tâches ménagères, la baisse de la fécondité, la prolongation de la scolarité des enfants qui fait en sorte que les mères ne peuvent plus compter sur le salaire de ces derniers, le désir des femmes de participer à la société de consommation, le développement du secteur des services qui est très féminisé, la mise en marché de repas préparés et de vêtements faciles d'entretien, la disparition progressive des obstacles moraux et sociaux au travail des femmes ainsi que le prolongement de la scolarité. *Ibid.*, p. 158. ; Francine Barry, *Le travail de la femme au Québec. L'évolution de 1940 à 1970*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 1977, p. 30-31.

⁶ Denyse Baillargeon, *Brève histoire des femmes au Québec*, *op. cit.*, p. 184.

⁷ *Ibid.*, p. 182.

élargissement du territoire de la paternité⁸. » À cet égard, Vincent Duhaime affirme que, à la suite de la Deuxième Guerre mondiale, le rôle de pourvoyeur assuré par le père n'est plus considéré comme étant suffisant ; ce dernier doit également être présent et actif au sein de l'espace domestique⁹. De surcroît, la montée du féminisme vers la fin des années 1960 et l'importance accordée à l'égalité des sexes contribuent aussi à ébranler le principe de complémentarité des rôles et incitent du même coup les pères à s'engager davantage auprès de leurs enfants¹⁰.

Malgré cette implication paternelle grandissante, la croissance du nombre de femmes et particulièrement des mères avec un emploi crée de nouveaux besoins. Les congés de maternité payés et la création d'un réseau de garderies publique se placent alors au cœur des revendications féministes au début des années 1970. En effet, la majorité des associations féminines de l'époque étudiée s'entendent pour dire que ces deux mesures sont nécessaires afin de soutenir les mères en emploi¹¹. C'est le cas également du Conseil du statut de la femme, qui s'est rapidement mobilisé pour intervenir vis-à-vis de ces questions.

⁸ Christine Corbeil et Francine Descarries, « La famille : une institution sociale en mouvance », *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 16, n° 1 (2003), p. 17.

⁹ Selon Vincent Duhaime, à la suite de la Deuxième Guerre mondiale, le fait que les pères quittent quotidiennement le foyer pour aller travailler suscite plusieurs inquiétudes au sein de la société, notamment pour « l'équilibre psychologique et affectif des garçons ». En effet, l'idée selon laquelle l'absence du père pourrait augmenter le risque de voir la jeunesse masculine « sombrer » dans l'alcoolisme, la délinquance ou encore l'homosexualité est très répandue. C'est ce qui explique que le père se voit attribuer un rôle crucial au sein de la famille, celui d'« assurer aux garçons une éducation saine en compensant l'omniprésence de la mère et en contribuant à créer une atmosphère familiale sereine ». Vincent Duhaime, « “ Les pères ont ici leur devoir ” : le discours du mouvement familial québécois et la construction de la paternité dans l'après-guerre, 1945-1960 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 57, n° 4 (printemps 2004), p. 540.

¹⁰ Andrée Rivard, *De la naissance et des pères*, Montréal, Éditions du Remue-Ménage, 2016, p. 47.

¹¹ Denyse Baillargeon, *Brève histoire des femmes au Québec*, op. cit., p. 190.

Dans ce chapitre, nous nous affairerons à démontrer le rôle joué par le Conseil du statut de la femme pour l'obtention de services de garde et de congés de maternité. Dans un premier temps, nous verrons l'évolution des politiques gouvernementales mises en place au Québec au cours de la période que nous étudions, soit 1973 à 1995. Nous verrons également comment le CSF a fait pression pour que soient mises en place de telles politiques. Dans un deuxième temps, nous nous intéresserons à la collaboration qu'ont suscitée ces enjeux. Nous verrons entre autres que le service Consult-Action a joué un rôle prépondérant dans l'établissement de liens avec les groupes répartis sur le territoire québécois.

3.1 Évolution des positions du Conseil du statut de la femme concernant les congés de maternité et les garderies

3.1.1 Congés de maternité

Au courant des années 1960, rares sont les travailleuses qui bénéficient d'un congé de maternité. Lorsque c'est le cas, ce dernier n'est généralement pas rémunéré par l'employeur et seulement une minorité de mères reçoivent une indemnisation par l'entremise d'un régime collectif d'assurance-maladie¹². Le fait que l'emploi et le salaire des femmes soient traditionnellement considérés comme « en appoint » contribue notamment à justifier l'absence de rémunération. C'est en 1971, dans le cadre d'une révision de la loi de l'assurance-chômage, que le gouvernement fédéral intervient pour la première fois sur la question des congés de maternité. Il élargit les critères d'admissibilité à ce programme afin d'y inclure un congé de dix-sept semaines, qui prévoit quinze

¹² Denyse Baillargeon, « Les politiques familiales au Québec. Une perspective historique », *Lien social et Politiques*, n° 36 (automne 1996), p. 27.

semaines payées à 60% du salaire¹³. Il demeure que ce ne sont pas toutes les travailleuses qui y ont accès.

3.1.1.1 Le Conseil du statut de la femme se positionne sur les congés de maternité

Voyant l'insuffisance des programmes de compensation existants, l'enjeu des congés de maternité s'inscrit à l'agenda du Conseil du statut de la femme dès les premiers moments de son activité. Sa première déclaration officielle abordant cette question remonte, cependant, à 1975. Il élabore alors un ensemble de recommandations qui, à son avis, devraient être intégrées à une loi des conditions minimales d'emploi. Il réclame entre autres un congé de maternité de 17 semaines qui garantit aux travailleuses leur emploi, de même que les avantages qui y sont liés à leur retour au travail¹⁴. De plus, le Conseil insiste sur le fait que le « congé de maternité ne constitue pas un traitement de faveur », et qu'il est essentiel que les mesures en place permettent aux femmes de concilier travail et maternité¹⁵. En effet, le CSF reconnaît l'importance que revêt désormais le travail pour les femmes et il est d'avis que « [...] les femmes ont le droit de travailler et ont besoin de travailler¹⁶ ».

En 1977, alors qu'aucune loi sur les congés de maternité n'a encore été déposée au Québec, le CSF s'impatiente. L'avènement du nouveau gouvernement de René Lévesque en 1976 avait pourtant donné espoir que des mesures seraient mises en place

¹³ *Ibid.*

¹⁴ CSF, *Rapport annuel 1975-1976*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1976, p. 32.

¹⁵ Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ-Q), Fonds Conseil du statut de la femme (FCSF), contenant 1993-05-007/1, Dossier 1130-01-04-G, *Orientations C.S.F. Synthèse.*, 1976.

¹⁶ *Ibid.*

afin de permettre aux Québécoises d'avoir, entre autres, un congé de maternité payé¹⁷. La plateforme électorale du Parti Québécois en 1976 annonçait, en effet, plusieurs mesures qui allaient dans le sens des revendications féministes, telles que la réalisation de l'égalité de l'homme et de la femme au travail, un congé de maternité de six mois avec une prestation au moins égale au revenu minimum garanti, de même que la mise sur pied d'un réseau public de garderies et de centres de jour gratuits¹⁸. Ce gouvernement, qui avait fait élire quatre femmes à l'Assemblée nationale lors de cette élection, se montrait plus soucieux que ses prédécesseurs à l'endroit de la condition féminine. L'une d'entre elles, Lise Payette, sera d'ailleurs nommée ministre d'État à la Condition féminine lorsque ce poste est créé en 1979.

Ainsi, pour souligner son mécontentement et sa déception, le Conseil s'adresse aux médias et témoigne de son impatience vis-à-vis l'inaction du gouvernement. Il emprunte pour l'occasion une rhétorique nataliste et nationaliste, qui nous le supposons, a pour objectif d'interpeller davantage le gouvernement Lévesque.

Chaque jour qui se lève, la Québécoise qui gagne son pain et qui est en âge de procréer doit vivre dans l'insécurité de se retrouver sans revenu si elle contribue à hausser le taux de natalité de la province. Le Conseil du statut de la femme s'élève contre cette situation socialement inacceptable qui place les citoyennes du Québec dans la catégorie des "oubliées" de l'État.¹⁹

¹⁷ BAnQ-Q, FCSF, contenant 1993-05-007 9, dossier 1132-10-16, *Communiqué de Presse du Conseil du statut de la femme : Le CSF affirme son impatience face aux congés de maternité*, 24 août 1977.

¹⁸ Plateforme électorale, PQ 1976 [en ligne].

http://www.poltext.org/sites/poltext.org/files/plateformesV2/Quebec/QC_PL_1976_PQ_fr.pdf.

Page consultée le 6 mai 2020.

¹⁹ BAnQ-Q, FCSF, contenant 1993-05-007 9, dossier 1132-10-16, *Communiqué de Presse du Conseil du statut de la femme : Le CSF affirme son impatience face aux congés de maternité*, 24 août 1977.

La position du Conseil trouve écho dans *La Presse* et *Le Devoir*. En effet, au lendemain de l'envoi d'un communiqué, nous retrouvons dans *La Presse* un article qui a pour titre : « Congés maternité : les Québécoises s'impatientent!²⁰ », ainsi qu'un article dans *Le Devoir* : « À quand les congés de maternité? (CSF)²¹ ».

3.1.1.2 La vision de la maternité dans la politique d'ensemble

Le Conseil s'est également positionné sur les congés de maternité dans la politique d'ensemble et a, du même coup, envoyé un message très clair au gouvernement concernant ses attentes en la matière. Rappelons qu'au moment de la publication de ce document programmatique fondateur, en septembre 1978, il n'existe encore aucune réglementation québécoise sur les congés de maternité. C'est plutôt le gouvernement fédéral qui offre des prestations aux travailleuses par l'entremise de son programme d'assurance-chômage. D'ailleurs, le CSF considère qu'il « [...] est inconcevable que les travailleuses en congé de maternité soient considérées comme des chômeuses, car par définition un chômeur est une personne qui a perdu son emploi ou qui cherche activement du travail²². » Les griefs que le Conseil adresse à ce programme sont, par ailleurs, nombreux. Celui-ci est insuffisant, d'une part, parce qu'il exclut les travailleuses autonomes, les femmes collaboratrices dans une entreprise familiale ainsi que celles qui ne sont pas enregistrées dans la population active; d'autre part, parce que certaines travailleuses qui seraient normalement couvertes ne le sont pas en raison de conditions d'admissibilité plutôt restrictives²³. Finalement, le CSF considère que les travailleuses qui

²⁰ « Congés maternité : les Québécoises s'impatientent! », *La Presse*, 25 août 1977, p. D2.

²¹ « À quand les congés de maternité? (CSF) », *Le Devoir*, 25 août 1977, p. 7.

²² CSF, *Pour les Québécoises : égalité et indépendance*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1978, p. 258.

²³ En exemple, le document cite les femmes qui ne cotisaient pas au régime d'assurance-chômage ou ne recevaient pas de prestations d'assurance-chômage au début de leur grossesse, les femmes qui n'ont pas

y ont accès ne reçoivent pas des prestations adéquates, soit seulement le 2/3 de leur salaire assurable²⁴.

Toujours dans le document *Pour les Québécoises : égalité et indépendance*, le Conseil soutient que la maternité est « [...] la seule fonction spécifiquement féminine en même temps qu'une fonction sociale importante²⁵. » C'est pourquoi il croit que « [...] la collectivité doit lui accorder une protection particulière afin de ne pas pénaliser les travailleuses qui choisissent d'être mères²⁶. » Pour le CSF, il s'agit également d'une question d'égalité entre hommes et femmes sur le marché de travail, car avec les mesures qui sont en place en 1978, les femmes qui travaillent et qui souhaitent être mères subissent selon lui un préjudice. Le Conseil formule alors plusieurs recommandations qui ont pour objectif ultime la « [r]econnaissance du rôle social de la maternité et du rôle des parents²⁷. » Il demande au ministère du Travail et de la Main-d'œuvre de reconnaître aux travailleuses le droit à un congé de maternité qui comprend un congé flexible de dix-huit semaines, un plein salaire pendant ce congé, le retour au même poste ou à un poste équivalent, le droit à un congé même dans les cas d'adoption, l'autorisation d'absences rémunérées pour visites médicales pendant la grossesse ainsi que le droit d'absences rémunérées sans justification pour une durée de vingt-quatre heures. De plus, il recommande que le ministère accorde aux travailleuses et aux travailleurs le droit à un congé parental sans solde, après le congé de maternité, d'une durée variable n'excédant

cotisé pendant une période suffisamment longue en raison du chômage, d'une maladie, d'un conflit collectif ou d'une activité passagère et finalement le cas des travailleuses qui ont touché des prestations de chômage ou de maladie au cours de leur grossesse. *Ibid.*, p. 259.

²⁴ *Ibid.*, p. 258-259.

²⁵ *Ibid.*, p. 258.

²⁶ *Ibid.*

²⁷ *Ibid.*, p. 260.

pas 34 semaines ainsi que des congés avec soldes de dix jours ouvrables par année pour responsabilité parentale. Déjà, nous constatons que le CSF promeut une implication du père en recommandant au ministère d'accorder aux familles un congé parental.

3.1.1.3 Ordonnance sur les congés de maternité

Répondant aux demandes grandissantes émanant du mouvement des femmes de même que du Conseil du statut de la femme, le gouvernement de René Lévesque publie en 1977 un projet d'ordonnance sur les congés de maternité²⁸. Ce dernier prévoit un congé de 18 semaines qui garantit le poste de la travailleuse à son retour, de même que les avantages dont elle aurait bénéficié en demeurant au travail. Toutefois, aucune référence n'est faite à la rémunération de ce congé, laissant présager que ce dernier serait toujours financé par le programme d'assurance-chômage du fédéral. En réaction, le CSF publie un communiqué de presse pour exprimer ses inquiétudes; il sera relayé le lendemain dans *La Presse*²⁹. Bien que la présidente, Laurette Champigny-Robillard, mentionne être satisfaite du fait que le gouvernement accorde une « reconnaissance sociale » à la maternité, ce projet ne constitue aux yeux du CSF qu'« un plancher »³⁰. En effet, le Conseil déplore entre autres que les travailleuses les plus démunies (salarisées domestiques, à pourboires, à domicile) ne soient pas touchées par la loi. Il critique également la sévérité des conditions d'éligibilité à ce congé, qui stipule entre autres que la travailleuse doit avoir le

²⁸ Il faut toutefois attendre en novembre 1978 pour que l'ordonnance sur les congés de maternité soit officiellement adoptée, et le 1^{er} janvier 1979 pour qu'elle entre officiellement en vigueur.

²⁹ Lysiane Gagnon, « L'ordonnance des congés de maternité ne constitue qu'un minimum pour le CSF », *La Presse*, 3 août 1978, Montréal, p. A7.

³⁰ Bibliothèque et Archives nationales du Québec-Québec (BAnQ-Q), Fonds Conseil du statut de la femme (FCSF), contenant 1993-05-007 9, dossier 1132-10-16, « Communiqué de presse du Conseil du statut de la femme : “ L'ordonnance sur les congés de maternité : C'est un plancher ” », 2 août 1978.

même employeur depuis six mois. Finalement, l'absence de toute référence aux compensations financières versées à la future mère pour la durée de ce congé constitue, selon la présidente du Conseil, un « “trou” d'importance que le gouvernement doit combler dans les meilleurs délais s'il veut prétendre accorder aux Québécoises un réel congé de maternité³¹. »

En 1978, donnant suite à ce projet, le gouvernement du Québec modifie la Loi sur le salaire minimum pour y ajouter l'ordonnance relative aux congés de maternité mentionné précédemment. La salariée peut alors se prévaloir d'un congé non-rémunéré, d'au plus 18 semaines, qu'elle peut répartir avant et après la date prévue de la naissance de l'enfant. De plus, l'ordonnance prévoit que l'employeur doive « [...] réinstaller la salariée dans son poste régulier en lui accordant les avantages dont elle aurait bénéficié si elle était restée au travail³². »

À la vue de cette nouvelle mesure, la nouvelle présidente du Conseil, Claire Bonenfant, reprend les doléances de sa prédécesseure : « [...] tant qu'on ne parlera pas de congé de maternité payé, on ne pourra parler de véritable congé de maternité³³. » Encore une fois, nous comprenons que cette modification n'est pas suffisante aux yeux du Conseil et que ce dernier continue d'exiger de la part du gouvernement québécois un congé de maternité de 18 semaines, payé et accessible à toutes les femmes en emploi, qu'elles soient syndiquées ou non. D'ailleurs, le CSF n'est pas seul à être insatisfait par la nouvelle

³¹ *Ibid.*

³² « Loi du salaire minimum, ordonnance générale n° 17 », *Gazette officielle du Québec*, n° 54 (110^e année, 15 novembre 1978), sur le site Bibliothèque et Archives nationales du Québec, consulté le 12 mai. 2020, <http://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/2360556>

³³ BAnQ-Q, FCSF, contenant 1993-05-007 9, dossier 1132-10-16, « Communiqué de presse du Conseil du statut de la femme : “ Nous voulons un congé de maternité payé ” », 20 novembre 1978.

ordonnance. C'est également le cas du front commun sur le congé de maternité³⁴, qui déplore que l'ordonnance ne prévoit pas l'indemnisation complète du congé. Les groupes du front commun réclament également un congé de paternité payé, un congé parental sans solde ainsi que la gratuité de certains soins spécifiques aux femmes enceintes³⁵. De plus, tout comme le Conseil le dénonçait, le front commun regrette que certaines travailleuses demeurent exclues de ce programme³⁶. Il est intéressant de remarquer que le front commun fait directement référence au CSF dans le *Bulletin de la Fédération des femmes du Québec* : « Nous ne pouvons que répéter, à l'instar du Conseil du Statut de la femme, l'insatisfaction du front commun devant des mesures aussi fragmentaires et mitigées³⁷. » À l'évidence, ce groupe considère l'organisme gouvernemental non seulement comme un allié, mais une voix d'autorité dans les dossiers relatifs à la condition féminine qui défend sensiblement les mêmes idées que lui.

3.1.1.4 Mise en place d'une politique familiale au Québec

Au tournant des années 1980, des pressions en faveur de la mise en place d'une politique familiale au Québec s'intensifient. En effet, les familles réclament alors une politique familiale plus intégrée, qui inclut évidemment les congés de maternité et les services de garde, mais également un meilleur soutien économique aux familles. Malgré que le Conseil ne soit pas l'initiateur de ces demandes, il sera présent dans les débats qui

³⁴ Le front commun sur le congé de maternité est une coalition de plusieurs groupes, réformistes et radicaux, créé afin de s'assurer que le gouvernement du Parti québécois ne recule pas devant la promesse d'un congé de maternité qui se retrouvait dans son programme électoral en 1976. La Fédération des femmes du Québec en fait notamment partie. Monique Simard et Nicole Boily, « Le front commun sur le congé de maternité (1978) », *Bulletin de la Fédération des femmes du Québec*, vol. 9, n° 2 (décembre 1978), p. 12, dans Micheline Dumont et Louise Toupin, *op. cit.*, p. 386-389.

³⁵ *Ibid.*

³⁶ *Ibid.*

³⁷ *Ibid.*, p. 390.

entourent cet enjeu. Surtout, nous pouvons dire que le Conseil du statut de la femme s'est assuré que le gouvernement considère les enjeux et les conséquences d'une telle politique pour les femmes. Le Conseil aborde désormais la question des congés de maternité dans le cadre de discussions plus larges autour d'une politique familiale. Cela démontre d'ailleurs une certaine évolution dans son approche dorénavant plus globale du soutien de l'État à la famille québécoise.

En réponse aux pressions, le gouvernement entame en 1981 des démarches en vue de l'élaboration d'une politique familiale³⁸. Un comité interministériel est alors créé pour rassembler les données et les réflexions qui serviront à la rédaction d'un Livre vert, en vue d'une consultation publique³⁹. Le Livre vert est publié en octobre 1984 et la consultation a lieu dans les mois qui suivent. Pendant cette période, des forums régionaux et des audiences privées prennent place et le comité reçoit également les mémoires de citoyens, de groupes ou d'organismes⁴⁰.

Il faut souligner une certaine réticence de la part des groupes et du Conseil du statut de la femme, qui craignent que la politique se présente davantage comme une mesure nataliste plutôt que comme un véritable programme d'aide aux familles. Cette crainte est d'ailleurs présente dès les premières discussions sur le sujet. Claire Bonenfant exprime, en 1982, cette inquiétude : « Cette politique (familiale) sera-t-elle une politique nataliste déguisée, cherchant à nous retourner aux berceaux et aux fourneaux ou bien se présentera-

³⁸ Conseil de la famille et de l'enfance, *La politique familiale au Québec : visée, portée, durée et rayonnement*, Québec, mars 2008 [décembre 2007], p. 12.

³⁹ *Ibid.*

⁴⁰ *Ibid.*

t-elle comme une politique de justice sociale ?⁴¹ » Cette crainte est légitime, car au début des années 1980, le taux de natalité est en baisse au Québec. Les femmes sont également davantage occupées par différentes activités tel que l'éducation et le travail, ce qui laisse moins de temps pour assumer l'ensemble des tâches relatives à la famille, d'où la référence de la présidente Bonenfant du retour aux « berceaux » et aux « fourneaux ». En 1984, le Conseil publie l'*Avis sur la politique familiale*, dans lequel une section entière est dédié au soutien économique aux familles. On y revendique : « Un soutien économique au rôle parental libre de préoccupation nataliste. Ceci afin que les mesures gouvernementales n'incitent pas les couples à avoir plus d'enfants qu'ils ne le désirent.⁴² »

Acteur central de la constellation féministe, le Conseil du statut de la femme prend une part très active à la consultation publique qui suit la publication du Livre vert. Francine C. McKenzie, nouvellement présidente, présente entre autres une allocution lors des audiences. À cette occasion, elle se fait très claire sur un point : « Parmi les [...] moyens évalués par le Conseil du statut de la femme pour rendre plus équitable une politique familiale, on ne peut passer sous silence l'amélioration nécessaire du congé de maternité⁴³ ». De plus, le Conseil soumet au gouvernement l'*Avis sur la condition des femmes au regard de la famille*⁴⁴, dans lequel il exprime ses considérations sur la question et porte une attention particulière aux mesures d'aide économique aux familles. Nous

⁴¹ Renée B.-Dandurand et Marianne Kempeneers, « Femmes et politiques familiales entre l'ambivalence et l'implication », *Santé mentale au Québec*, vol. 15, n° 1 (1990), p. 87.

⁴² CSF, *Avis sur la politique familiale – section relative au soutien économique aux familles*, Québec, Conseil du statut de la femme, 1984, p. 2.

⁴³ BAnQ-Q, FCSF, contenant 1995-09-004/3, dossier 1822-01-05 G, « Les enjeux d'une politique familiale pour les femmes. Allocution de Madame Francine C. McKenzie présentée lors des audiences publiques sur la politique familiale », 22 mai 1985.

⁴⁴ CSF, *Avis sur la condition des femmes au regard de la famille*, Québec, Conseil du statut de la femme, 1985, 160 p.

retrouvons ainsi dans cet avis une critique plutôt sévère du document gouvernemental : « Après des années d'étude et de consultation de la part du Gouvernement, nous attendions un énoncé précis des engagements gouvernementaux. Nous avons plutôt eu droit à un exposé de grands principes généraux⁴⁵. »

C'est finalement le gouvernement libéral de Robert Bourassa qui adopte, en décembre 1987, un énoncé dans lequel sont précisées les orientations en matière de politique familiale. Il crée du même coup le Secrétariat de la famille ainsi que le Conseil de la famille. Le budget de 1988-1989 annonce plusieurs mesures, dont une en particulier qui traduit l'aspect plutôt nataliste de la politique familiale, soit un système d'allocations à la naissance. Il faut noter que cette allocation est plus élevée pour chaque nouvelle naissance, et particulièrement pour le troisième enfant⁴⁶. Au sein du mouvement féministe, c'est la consternation : on déplore ces « bébés bonus » tout en dénonçant avec vigueur ce gouvernement qui ne favorise pas véritablement le soutien aux familles, mais qui cherche plutôt à encourager la venue d'un troisième enfant⁴⁷. Nous pouvons supposer que le Conseil ne supporte pas non plus cette mesure, lui qui craignait la publication d'une politique nataliste. Bien qu'il ait maintes fois rappelé au gouvernement ses attentes en matière de soutien aux familles, il n'est pas parvenu à convaincre ce dernier de mettre en place une politique familiale qui satisfasse à ces demandes.

⁴⁵ *Ibid.*, p. 1.

⁴⁶ Denyse Baillargeon, *Brève histoire des femmes au Québec*, op. cit., p. 230.

⁴⁷ *Ibid.*

3.1.1.5 Les congés parentaux

Malgré les demandes incessantes du mouvement féministe et du CSF, il faut attendre jusqu'en 1988 pour que le gouvernement fédéral accorde dix semaines de congés payés supplémentaires aux nouveaux parents, qui peuvent être utilisées soit par la mère soit par le père⁴⁸. En 1990, la loi québécoise sur les normes du travail ajoute un congé parental continu sans salaire d'au plus 34 semaines⁴⁹. Ce dernier s'ajoute donc aux 18 semaines payées par le programme fédéral d'assurance-chômage pour les mères. Denyse Baillargeon souligne toutefois que l'absence de compensation salariale pour ce nouveau congé parental empêche plusieurs familles de s'en prévaloir et que, pour celles qui en ont les moyens, « [...] le congé parental se transforme souvent en congé maternel, car les familles peuvent plus facilement se passer du salaire de la mère, généralement moins élevé⁵⁰ ».

En 1990, le CSF publie un avis exprimant son opinion sur les politiques existantes concernant les congés parentaux⁵¹. Il considère que la politique alors en vigueur est « [...] insuffisante, incohérente et morcelée entre deux paliers de gouvernement dont les objectifs ne se rejoignent pas⁵². » Il formule donc plusieurs recommandations qui visent un objectif double :

[A]rriver à ce que l'ensemble de la société reconnaisse les coûts inhérents à la maternité à l'avantage de toutes les

⁴⁸ *Ibid.*, p. 190.

⁴⁹ Article 81.10, *Loi sur les normes du travail* [en ligne], page consultée le 12 mai 2020, <http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/showdoc/cs/N-1.1>

⁵⁰ Denyse Baillargeon, *Les politiques familiales au Québec. Une perspective historique*, *op. cit.*, p. 30.

⁵¹ Il faut remarquer que le Conseil intègre désormais la question des congés de maternité à la problématique plus globale des congés parentaux.

⁵² CSF, *Avis pour une politique québécoise de congés parentaux*, Québec, Conseil du statut de la femme, 1990, p. 7.

femmes qui donnent naissance à un enfant et permettre à celles qui sont en emploi de concilier travail rémunéré et maternité de façon harmonieuse sans mettre en cause leur progression vers l'égalité économique⁵³.

Le CSF propose entre autres un régime universel, c'est-à-dire beaucoup plus inclusif que le programme alors en vigueur. Il inclurait les travailleuses et les travailleurs indépendants ainsi que les femmes qui ne sont pas admissibles aux prestations. Une telle politique permettrait donc aux étudiantes, chômeuses, bénéficiaires d'aide sociale, employées temporaires ou temps partiel, mères au foyer, nouvelles venues sur le marché du travail, et autres, d'obtenir des prestations. Ajoutons que dans cet avis, le Conseil insiste sur l'importance de l'égalité dans les responsabilités familiales. En effet, il y mentionne ceci : « la reconnaissance des droits parentaux dans les lois et les programmes doit s'inscrire à l'enseigne de l'égalité et amener les hommes comme les femmes à assumer leur part des responsabilités familiales.⁵⁴ »

De plus, le Conseil se montre en faveur d'un régime de prestations parentales entièrement québécois, qui serait donc indépendant des prestations d'assurance-chômage du gouvernement fédéral. En ce qui a trait à la durée du congé de maternité qui prévaut à ce moment-là, le CSF croit que 18 semaines est suffisant. Il propose toutefois que l'indemnisation soit de 90% du salaire. À cela pourrait s'ajouter six semaines de congé parental pour la mère et la même chose pour le père, et ce, toujours à 90% du salaire. Encore une fois, nous voyons que le CSF supporte l'implication du père en souhaitant que ce dernier bénéficie lui aussi d'un congé payé.

⁵³ *Ibid.*, p. 5.

⁵⁴ *Ibid.*

En somme, tout au long de la période, le Conseil a souhaité l'obtention de congés de maternité moins discriminatoires, c'est-à-dire incluant l'ensemble des travailleuses. Nous pouvons dire qu'il n'a jamais considéré les politiques en matière de congé de maternité ou de congé parental comme étant complètement satisfaisantes. L'accessibilité au congé, de même que la rémunération adéquate de ce dernier, ont toujours été considérés comme un principe de base pour le CSF afin que ne soit pénalisée aucune femme qui fait le choix d'être mère. Nous remarquons également qu'à travers ces nombreuses requêtes et prises de position, le Conseil du statut de la femme a toujours valorisé un modèle familial dans lequel la responsabilité des enfants est partagée entre les deux parents.

3.1.2 Services de garde

Au Québec, la question des garderies devient aussi une préoccupation sociale au tout début des années 1970. En effet, plusieurs groupes de femmes et organismes revendiquent la mise en place des services de garde partout sur le territoire. Bien que ces groupes de pression⁵⁵ aient des priorités différentes, tous « [...] s'entendent sur le besoin éminent de garderies, sur le besoin d'une certaine forme de modalité de subventions pour permettre aux parents d'utiliser les garderies et sur le besoin d'une réglementation pour en assurer la qualité des services⁵⁶ », selon l'analyse de Denise Granger.

⁵⁵ Dans un article sur le sujet, Denise Granger fait mention des groupes suivants : Comité d'organisation pour la promotion des services de garde de jour pour les enfants de la province de Québec, la Fédération des femmes du Québec, la CEQ, la CSN et la FTQ, *Montreal Council of Social Agencies*, le Conseil de développement social du Montréal métropolitain, le mouvement des garderies populaires. Denise Granger, « Réflexion sur les enjeux sociaux de la politique québécoise des garderies des années 1970-1982 », *Sociologie et société*, vol. 19, n° 1 (avril 1987), p. 76.

⁵⁶ *Ibid.*

Le gouvernement quant à lui a une vision bien différente des besoins en matière de services de garde au début des années 1970. En effet, il souhaite réglementer les garderies privées existantes et créer un réseau public pour les enfants qui souffrent d'un handicap ou qui proviennent de milieux défavorisés⁵⁷. Son objectif n'est donc pas d'apporter de l'aide à l'ensemble des mères qui investissent le marché du travail⁵⁸. En 1972, le gouvernement de Robert Bourassa introduit tout de même une première mesure relative aux garderies, soit une déduction fiscale pour les frais de garde. Cette dernière ne couvre toutefois qu'une minime partie des frais⁵⁹. En 1974, il intervient de nouveau avec la Loi sur les services de garde à l'enfance, que l'on appelle couramment le Plan Bacon, du nom de la ministre responsable. Ce plan prévoit entre autres des subventions de démarrage pour les nouvelles garderies ainsi qu'une subvention pour les parents, et ce, en fonction de leurs revenus.

La question des garderies a soulevé l'attention du Conseil du statut de la femme dès sa création. Il en a fait une de ses priorités. Un comité relatif aux garderies a d'ailleurs été créé dès la première année d'activité. Ce dernier incite les femmes à s'exprimer lors de la consultation effectuée par la ministre Bacon en 1973⁶⁰. Prenant officiellement position sur la question en 1975, le CSF dénonce que les services de garderies⁶¹ soient considérés « comme des services d'aide sociale pour les défavorisés⁶² » par le gouvernement québécois, alors qu'« une clientèle beaucoup plus variée pourrait avoir

⁵⁷ Denyse Baillargeon, *Brève histoire des femmes au Québec*, op. cit., p. 191.

⁵⁸ *Ibid.*

⁵⁹ *Ibid.*

⁶⁰ CSF, *Rapport annuel 1973-1974*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1974, p. 10.

⁶¹ Il faut savoir que lorsque le Conseil parle de « services de garde », il fait référence à un ensemble de formules, tels que les garderies post-scolaires, les haltes-garderies, etc., reconnaissant du même coup les besoins variés des parents.

⁶² BAnQ-Q, FCSF, contenant 1993-05-007/1, Dossier 1130-01-04 G, « Orientation C.S.F. – Synthèse ».

besoin, occasionnellement ou régulièrement, de services de garde⁶³. » Il est également d'avis que ces services « doivent être accessibles à tous ceux qui en ont besoin, sans discrimination⁶⁴ ». Il ajoute que « [l]es usagers doivent pouvoir utiliser les services quels que soient leurs moyens financiers, l'âge de leurs enfants, la région qu'ils habitent, les heures ou les raisons de leur utilisation⁶⁵. »

Pour leur part, les groupes féministes radicaux exigent des garderies gratuites, ouvertes en tout temps. C'est le cas notamment du Front de libération des femmes (FLF), qui « revendique des garderies d'État ouvertes 24 heures par jour et sept jours par semaine “pour libérer les femmes de leurs tâches de gardiennes et de ménagères” »⁶⁶. Prenant le relai, le Centre des femmes poursuit cette lutte et continue d'accorder une place importante « à la mise sur pied de services pour décharger les femmes de leurs lourdes responsabilités⁶⁷ ». Le Centre fait notamment référence aux garderies populaires, mais constatant leur nombre insuffisant face à la demande croissante ainsi que leurs coûts onéreux, il revendique également « des garderies permanentes, ouvertes 24 heures par jour, gratuites, autogérées par les parents et ce dans tous les quartiers comme sur les lieux de travail⁶⁸. » À l'évidence, les militantes du Centre des femmes ont une certaine méfiance à l'égard de l'État, car elles croient que « le gouvernement et les patrons préfèrent garder les femmes à la maison, comme armée de réserve, les rendant disponibles au travail ou les

⁶³ CSF, *Rapport annuel 1975-1976*, op. cit., p. 29

⁶⁴ *Ibid.*

⁶⁵ *Ibid.*

⁶⁶ Camille Robert, « “ Toutes les femmes sont d'abord ménagères ” : Discours et mobilisations des féministes québécoises autour du travail ménager (1968-1985) », Mémoire de maîtrise (histoire), Université du Québec à Montréal, 2017, p. 66.

⁶⁷ *Ibid.*, p. 78.

⁶⁸ « Les garderies : une lutte politique », *Québécoises deboutte!*, vol. 1, n° 3, février 1973, p. 4, dans Véronique O'Leary et Louise Toupin, *Québécoises deboutte!, tome 1 : Une anthologie de textes du Front de libération des femmes (1969-1971) et du Centre des femmes (1972-1975)*, Montréal, Éditions du Remue-Ménage, 1982, p. 64.

renvoyant au foyer selon les fluctuations économiques⁶⁹ ». Nous verrons que cette peur est également partagée par la première présidente du Conseil du statut de la femme, Claire Bonenfant.

De son côté, la Fédération des femmes du Québec, qui exprime un féminisme généralement plus modéré sur l'échiquier idéologique, affirme également la nécessité d'un réseau de garderies au Québec subventionné par le gouvernement. Elle insiste sur l'importance pour la société québécoise de prendre ses responsabilités dans ce domaine. En comparant les volontés de groupes qui ne sont pas associés au même type de féminisme, nous constatons que le Conseil du statut de la femme tient à ce sujet une position qui est susceptible de plaire à l'ensemble de ces groupes. En effet, bien qu'il ne parle pas de gratuité complète des services comme le font les groupes radicaux tels que le Centre des femmes, il se préoccupe grandement de l'accessibilité.

Sans surprise, on retrouve dans la politique d'ensemble publiée par le Conseil du statut de la femme un discours en faveur de la mise en place d'un réseau de services de garde. Ce dernier remet entre les mains de l'État la responsabilité de la mise en place de ces services : « Ces différents besoins, ainsi que l'impossibilité pour un grand nombre de parents d'y répondre individuellement, démontrent l'ampleur du problème et la nécessité d'une intervention de l'État⁷⁰. » Il n'est pas question, dans la politique d'ensemble, de réseau de garderies privées. Bien que le CSF reconnaisse les interventions du gouvernement du Québec dans les années précédant la publication de la politique, avec le Plan Bacon notamment, il est d'avis que le système de services de garde d'enfants

⁶⁹ Camille Robert, *op. cit.*, p. 79.

⁷⁰ CSF, *Pour les Québécoises : égalité et indépendance*, *op. cit.*, p. 176.

demeure « embryonnaire au Québec⁷¹ ». En effet, le Conseil continue d'affirmer qu'« [i]l est urgent de mettre sur pied [...] des réseaux de service de garde d'enfants⁷² ». Il ajoute que ces services devront être « diversifiés » et « facilement accessibles », en plus de « répondre à la fois aux besoins quantitatifs et qualitatifs⁷³ ». Toutefois, contrairement à certains groupes qui réclament un réseau de garderies gratuites (le Centre des femmes, par exemple), le CSF rejette cette option, car il est d'avis qu'elle favoriserait uniquement les familles qui utilisent ce type de services⁷⁴. Il recommande plutôt le versement d'une allocation de disponibilité aux parents qui ont des enfants entre zéro et douze ans, de sorte qu'ils soient en mesure de l'utiliser pour couvrir plusieurs types de frais de garde⁷⁵.

Peu de temps après la publication de la politique d'ensemble en 1978, l'Office de services de garde est créé par le gouvernement du Parti Québécois, laissant présager que la situation va s'améliorer dans le sens des nombreuses recommandations adressées par le Conseil. Denyse Baillargeon mentionne que cela « marque un tournant dans les politiques gouvernementales en matière de service de garde⁷⁶ », car l'État prévoit des subventions pour les garderies à but non lucratif, mais également pour les garderies privées et pour celles en milieu familial, alors qu'il avait plutôt l'habitude de ne subventionner que les premières. Elle ajoute toutefois que « [m]algré une augmentation significative du nombre de places, qui passe de 25 000 à près de 60 000 entre 1981 et 1987, la garde des enfants demeure néanmoins un problème majeur pour bien des mères en emploi, qui doivent faire

⁷¹ *Ibid.*, p. 177.

⁷² *Ibid.*, p. 176.

⁷³ *Ibid.*

⁷⁴ Le CSF explique que cela désavantagerait les parents qui ont recours à d'autres types de garde tels que la famille de garde, la garde à domicile, la garde au foyer par un des parents ou les parents qui habitent des régions où il n'existe simplement pas de garderies. *Ibid.*, p. 179.

⁷⁵ *Ibid.*

⁷⁶ Denyse Baillargeon, *Brève histoire des femmes au Québec*, op. cit., p. 192.

appel à des gardiennes non homologuées exigeant des tarifs souvent prohibitifs en regard des salaires qu'elles gagnent⁷⁷ ».

En 1982, l'annonce du budget affecté aux services de garde fait à nouveau réagir le Conseil qui déplore ses insuffisances⁷⁸. Un autre avis suit l'année suivante, après l'adoption d'un règlement mettant entre autres en place des normes de qualité dans les services de garde à l'enfance. Le Conseil est évidemment satisfait par la création d'un tel règlement, mais il exprime ses inquiétudes relativement à la possibilité pour toutes les garderies de s'y soumettre, faute de ressources. Il insiste pour que ce règlement soit accompagné de nouvelles ressources financières⁷⁹.

D'autre part, dans la foulée des démarches concernant la mise en place d'une politique familiale au Québec au début des années 1980, nous constatons que le discours du Conseil du statut de la femme sur la question des services de garde évolue pour y introduire l'accessibilité aux services de garde comme « une condition essentielle à l'autonomie des femmes » et comme un élément clé dans l'accès égal des femmes au marché du travail. En effet, dans un communiqué de presse ayant pour titre « La Ghettoisation du travail féminin semble s'être amplifiée », le Conseil soutient que « [...] si l'on veut que les femmes aient un accès véritable au marché du travail, il est essentiel que les parents puissent compter sur des services de garde de qualité, accessibles financièrement et en nombre suffisant que ce soit pour la petite enfance ou pour les enfants de niveau primaire⁸⁰. » La présidente, Francine C. McKenzie, aborde cette idée lors de

⁷⁷ Denyse Baillargeon, *Brève histoire des femmes au Québec*, op. cit., p. 192.

⁷⁸ CSF, *Rapport annuel 1982-1983*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1984, p. 15.

⁷⁹ *Ibid.*, p. 13.

⁸⁰ BAnQ-Q, FCSF, contenant 1994-10-007/6, dossier 2320-01-01-G, *Communiqué de Presse du CSF. La Ghettoisation du travail féminin semble s'être amplifiée*, 11 décembre 1984.

son allocution tenue dans le cadre des audiences publiques sur la politique familiale. Elle établit que « [l']insuffisance notoire des services de garde constitue un obstacle majeur à l'entrée des femmes sur le marché du travail⁸¹. »

Mentionnons qu'en 1989, la Loi sur les centres de la petite enfance et autres services de garde à l'enfance est mise en place⁸². À ce moment, le Conseil est plus discret quant à la question des services de garde. En effet, aucune publication importante ou prise de position officielle sur la question n'est publiée par ce dernier.

En somme, au cours de la période où s'instaurent tranquillement les fondements des dispositifs sociaux de garde pour enfants, le Conseil du statut de la femme agit comme un véritable chien de garde. Adoptant une posture généralement modérée — et donc susceptible de rallier largement et de favoriser une accessibilité sociale assez grande — il talonne les différents ministres afin d'obtenir pour les Québécoises et pour leurs familles, des services toujours plus complets.

3.2 Collaboration du Conseil du statut de la femme et des groupes

Les garderies et les congés de maternité sont des préoccupations qui ont particulièrement soulevé un esprit de collaboration entre le Conseil du statut de la femme et les groupes. La nécessité de mettre en place un réseau de garderies et d'offrir aux femmes un congé de maternité payé fait l'unanimité dans ces milieux.

⁸¹ BAnQ-Q, FCSF, contenant 1994-10-007/3, dossier 1822-01-13-G, *Allocution de Francine C. McKenzie présentée lors des audiences publiques sur la politique familiale*, 22 mai 1985.

⁸² Cette loi a pour objet a pour objet de « promouvoir la qualité des services de garde à l'enfance, en vue d'assurer la santé, la sécurité et le bien-être des enfants qui les reçoivent. Elle a également pour objet de favoriser le développement harmonieux de ces services en privilégiant le développement des services de garde à but non lucratif. Article 1.1., *Loi sur les centres de la petite enfance et autres services de garde à l'enfance* [en ligne]. <http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/showdoc/cs/C-8.2>. Page consultée le 6 mai 2020.

3.2.1 Mise en place d'une politique familiale québécoise : occasion de rapprochement entre les groupes de femmes et le Conseil du statut de la femme

3.2.1.1 Rôle de Consult-Action dans la mise en place de la politique familiale

Lorsque le gouvernement du Québec annonce la parution prochaine de son *Livre vert sur la politique familiale*, le service Consult-Action croit nécessaire d'intervenir auprès des groupes, afin d'amorcer une réflexion sur le sujet. Ainsi, il constitue en 1982 un comité régional d'analyse composé de dix femmes provenant de différents groupes. L'année 1982-1983 est consacrée à la fabrication d'outils qui seront utilisés au cours d'activités de sensibilisation auprès de ces derniers⁸³. Ce processus se poursuit sur plusieurs années avec comme objectif de sensibiliser et informer les groupes de femmes sur tous les aspects de la problématique d'une politique gouvernementale de la famille. Ultimement, Consult-Action souhaite aider les groupes à prendre position au moment où cette politique sera rendue publique⁸⁴. Plusieurs groupes de régions différentes participeront activement à ces échanges. Toutefois, le dévoilement du Livre vert est retardé à plusieurs reprises et le CSF estime que cela entraîne une démobilisation⁸⁵. Au même moment, la création du Regroupement inter-organismes que nous aborderons sous peu vient orienter différemment les interventions du service Consult-Action, qui se rapproche alors des organismes familiaux et collabore avec eux en vue de mettre en place la politique familiale au Québec.

⁸³ Le rapport annuel ne mentionne pas de quels outils il s'agit précisément. Toutefois, les services d'analyse et de recherche ainsi que le service de l'information ont procédé à la rédaction de textes portant sur les politiques natalistes, les allocations familiales et les allocations de disponibilités. Nous pouvons donc croire que c'est à ce type d'outils que le CSF fait référence.

⁸⁴ CSF, *Rapport annuel 1983-1984*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1985, p. 24.

⁸⁵ *Ibid.*

3.2.1.2 Mouvement féministe et mouvement familial : le Conseil du statut de la femme comme acteur important de cette liaison

Le mouvement familial naît dans les années 1960 au Québec, alors que différentes instances (politiques, professionnelles et religieuses) cherchent à mettre les associations familiales existantes en réseau pour mieux délimiter leurs actions⁸⁶. On s'en doute, la famille est au centre des valeurs de ce mouvement. Comme le rappellent Denise Lemieux et Michelle Comeau :

[o]utre l'obtention d'une politique familiale, objectif qui ralliera les fédérations, l'affirmation de la famille comme valeur, la recherche et la diffusion de savoirs concernant les problèmes et besoins des familles contemporaines, et la mise sur pied de services multiples pour les familles constituent des objectifs visés par toutes les associations familiales⁸⁷.

À propos du mouvement féministe et familial, Lemieux et Comeau établissent l'hypothèse selon laquelle « la rencontre ponctuelle des deux mouvements ou de certains de leurs groupes sur des enjeux donnés semble avoir créé le dynamisme essentiel à la construction d'un mouvement familial québécois contemporain et à contribuer à structurer un ''champ familial'' impliquant une pluralité d'acteurs⁸⁸. » Les grandes fédérations ainsi que les organismes consultatifs gouvernementaux tels que le Conseil du statut de la femme auraient d'ailleurs, selon ces chercheuses, grandement favorisé les échanges entre les mouvements.

En effet, un lien plus important se développe au cours des années 1970, alors que le Conseil prend contact avec différentes fédérations d'organismes familiaux dans

⁸⁶ Denise Lemieux et Michelle Comeau, *Le mouvement familial au Québec 1960-1990*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2002, p. 18.

⁸⁷ *Ibid.*, p. 24.

⁸⁸ *Ibid.*, p. 26.

l'objectif d'établir des consensus sur différents enjeux qui touchent les femmes⁸⁹. Par exemple, en 1975, deux membres de la Fédération des unions de famille (FUF) sont déléguées aux rencontres organisées par le CSF. Des membres des Organismes familiaux associés du Québec (OFAQ) se rendent également à une réunion du Conseil la même année⁹⁰.

Ce lien se poursuit dans les années 1980, alors que le mouvement familial et le mouvement féministe unissent leurs efforts pour réclamer la mise sur pied d'une politique familiale par le gouvernement du Québec. Denise Lemieux souligne que « les collaborations qu'a nécessitées le traitement de certains dossiers au cours des années 1970 ont sans doute préparé ces deux mouvements [...] à collaborer de façon ponctuelle⁹¹. » En effet, craignant d'assister à l'élaboration d'une politique nataliste plutôt que d'une réelle politique familiale visant à venir en aide aux familles, Jacques Lizée, membre de la FUF, entreprend de réunir les groupes intéressés par la politique familiale afin de s'assurer du bon déroulement de la consultation et de la prise en compte des attentes des divers groupes⁹².

C'est ainsi qu'en 1983, le Regroupement inter-organismes pour une politique familiale au Québec (RIOPFQ) voit le jour. Le RIOPFQ est composé de 29 groupes et fédérations provenant de différents milieux : familiaux, féminins, syndicaux et parapublics. Bien que le Conseil du statut de la femme ne puisse en être membre en raison de son statut gouvernemental, il agit toutefois à titre d'organisme d'appui auprès du

⁸⁹ *Ibid.*, p. 89.

⁹⁰ *Ibid.*

⁹¹ *Ibid.*, p. 91.

⁹² *Ibid.*, p. 101.

regroupement⁹³. C'est le service Consult-Action qui orchestre principalement les liens entre le CSF et le RIOPFQ. En effet, une représentante du service assiste à toutes les rencontres du Regroupement et de son comité de coordination⁹⁴. En outre, dans certaines régions, l'agente de recherche du service contribue à mettre sur pied le comité régional du RIOPFQ et participe aux rencontres de ce dernier. Ainsi, des liens constants sont entretenus entre ces comités et le CSF. Le RIOPFQ étant formé de groupes issus de différents horizons, l'appui démontré par le Conseil du statut de la femme à son égard démontre bien qu'il considère les préoccupations de tous les groupes, et ce, peu importe s'ils sont modérés ou plus radicaux.

De surcroît, le service Consult-Action travaille particulièrement avec la Fédération des associations de familles monoparentales afin de l'aider à sensibiliser ses membres sur les enjeux d'une politique familiale. De façon plus générale, les interventions du service dans les régions « visaient à informer et sensibiliser les groupes de femmes par des rencontres (régionales ou locales), par des consultations téléphoniques et l'envoi de documents pertinents⁹⁵ ».

Établissant un bilan de ses efforts en faveur de la mise en place d'une véritable politique familiale au Québec, le Conseil se félicitait, dans son rapport annuel de 1983-1984, de ce que « [l]e travail effectué dans ce dossier a permis d'effectuer des rapprochements entre les organismes familiaux et les groupes de femmes, de réduire les préjugés de part et d'autre et surtout d'inscrire la réalité spécifique des femmes au cœur

⁹³ Le Regroupement compte cinq organismes d'appui, soit l'Association des centres de bénévolat du Québec, le Comité de la protection de la jeunesse, le Conseil du statut de la femme, la Fédération des CLSC et l'Office des services de garde. *Ibid.*, p. 103.

⁹⁴ CSF, *Rapport annuel 1983-1984, op. cit.*, p. 24.

⁹⁵ *Ibid.*

des enjeux d'une politique familiale⁹⁶ ». Considérant les origines plus traditionnelles du regroupement familial, nous pouvons imaginer les préjugés entretenus par le mouvement des femmes, surtout par les militantes plus radicales, envers celui-ci... Ce rapprochement démontre un leadership important de la part de l'organisme gouvernemental et de son service Consul-action dans les réflexions pour l'établissement d'une politique familiale au Québec. Son rôle de médiateur entre diverses tendances idéologiques semble ici particulièrement évident.

3.2.2 Interventions du service Action-Femmes en soutien aux femmes

Nous avons vu que le Conseil du statut de la femme, par l'entremise de son service Action-Femmes, venait en aide directement aux travailleuses qui le contactaient pour dénoncer des situations d'injustice. Il était courant pour ce service de recevoir des plaintes et des demandes d'informations relativement aux congés de maternité⁹⁷. Ces dernières concernent surtout les pertes de privilèges attribuables au congé de maternité, les mises à pied, le retrait préventif ou encore les prestations maternité. Le service reçoit également des plaintes et des demandes d'information par rapport aux services de garde. Action-Femmes répond à toutes les plaintes qu'il reçoit. En effet, il procède d'abord à l'étude de la plainte, effectue une recherche si nécessaire, puis répond à la plaignante en lui expliquant ses droits et recours. Le tableau qui suit démontre les données disponibles quant au nombre de plaintes et de demandes d'informations reçues par le service au cours de la période⁹⁸. Nous constatons que le service en reçoit plusieurs, et ce, particulièrement

⁹⁶ *Ibid.*

⁹⁷ BAnQ-Q, FCSF, contenant 1993-05-007 40, dossier 1141-01-06, « Rapport d'activité du service Action-Femmes, période du 1^{er} au 31 juillet 1983 ».

⁹⁸ Après 1983, nous n'avons pas les données exactes concernant les demandes d'information et les plaintes. Il nous est donc impossible de compléter ce tableau sur l'ensemble de la période. CSF, *Rapport annuel*

suite à l'adoption de l'ordonnance relative aux congés de maternité en 1978. Il nous faut également remarquer le nombre plutôt élevé de demandes d'information sur les congés de maternité à compter de 1980.

Tableau 3.1 Demandes d'informations et plaintes reçues par le service Action-femmes relativement aux congés de maternité et aux services de garde

	1975-1976	1976-1977	1977-1978	1980-1981	1981-1982	1982-1983
Demandes d'information sur l'absence de protection pour le congé de maternité	30	20	-	-	-	-
Plaintes sur l'absence de protection pour le congé de maternité	30	31	60	-	-	-
Demandes d'information sur les services de garde	20	26	-	-	-	-
Plaintes sur les services de garde	20	3	-	-	-	-
Plaintes sur les pertes de prestations et de privilèges attribuables au congé de maternité	-	-	-	-	45	29
Demandes d'information sur les congés de maternité, les prestations qu'ils rapportent et les pertes de privilèges qu'ils peuvent entraîner	-	-	-	377	396	379

Il faut ajouter que, dans certains cas, le service Action-Femmes intervient directement auprès de l'employeur. Nous avons retrouvé dans les archives un exemple de situation où Action-Femmes a cru pertinent d'interpeller lui-même l'employeur. En effet, en juillet 1983, le service reçoit une plainte de la part d'une femme qui prétend avoir été

1975-1976, *op. cit.*, p. 23. ; CSF, *Rapport annuel 1976-1977*, *op. cit.*, p. 28-29. ; CSF, *Rapport annuel 1977-1978/1978-1979*, *op. cit.*, p. 18. ; CSF, *Rapport annuel 1979-1980/1980-1981*, *op. cit.*, p. 38. ; CSF, *Rapport annuel 1981-1982*, *op. cit.*, p. 26. ; CSF, *Rapport annuel 1982-1983*, *op. cit.*, p. 23.

discriminée en raison de son congé de maternité. Alors qu'elle a été renvoyée sous prétexte qu'elle n'était pas compétente, cette dernière affirme que la raison véritable de son congédiement est le prolongement de son congé de maternité. Le Conseil fait donc « une intervention pour demander à la direction de reconsidérer la décision et pour souligner que le fait qu'une femme prenne un congé de maternité ne devait absolument pas être pris en considération dans l'appréciation d'un dossier d'évaluation⁹⁹ ».

3.3 Conclusion

Pour conclure ce chapitre, nous pouvons sans aucun doute affirmer que le Conseil du statut de la femme a été des plus présents dans les démarches du mouvement féministe en vue de l'obtention d'un congé de maternité payé et de la mise en place d'un réseau de services de garde au Québec. Il s'est rapidement positionné sur ces enjeux, considérant qu'ils constituaient des éléments clés permettant aux femmes de concilier la famille et le travail.

En ce qui concerne les congés de maternité, deux éléments ont guidé les demandes du Conseil, soit leur complète rémunération et leur accessibilité au plus grand nombre de travailleuses. De plus, les quelques articles retrouvés dans les journaux témoignent d'une certaine impatience de sa part relativement à la question des congés de maternité. Quant aux services de garde, le CSF travaille également tout au long de la période à l'étude à la mise sur pied d'un réseau de garderies répondant aux différents besoins qualitatifs et quantitatifs des familles du Québec. De plus, pour le Conseil, les services de garde vont non seulement permettre une meilleure conciliation famille-travail, mais constituent

⁹⁹ BAnQ-Q, FCSF, contenant 1993-05-007/40, dossier 1141-01-06, *Rapport d'activité du service Action-Femmes, période du 1^{er} au 31 juillet 1983*.

également un élément majeur en vue de l'atteinte de l'autonomie des femmes et de leur accès égal au marché du travail.

Nous avons également pu constater dans ce chapitre que le Conseil du statut de la femme n'hésite pas à collaborer avec les groupes pour faire avancer les questions qui le préoccupent. La mise en place de la politique familiale québécoise révèle notamment le rôle de leadership joué par le Conseil et son service Consult-Action. En effet, par la constitution de comités, la fabrication d'outils et la tenue d'activités de sensibilisation, le CSF permet à plusieurs groupes d'être mieux informés sur les enjeux d'une politique familiale. De plus, le travail effectué avec les groupes familiaux permet au Conseil de se rapprocher de ces derniers. Encore une fois, nous constatons le rôle essentiel de Consult-Action vis-à-vis les groupes, qui aide ces derniers à s'organiser.

Finalement, les interventions du service Action-Femmes démontrent elles aussi le rôle de premier plan que joue l'organisme gouvernemental dans les dossiers de congés de maternité et de service de garde. Tout particulièrement, l'intervention directe qu'il a fait auprès d'employeurs est révélatrice de la proximité du CSF avec les femmes et indique qu'il offre une aide très concrète dans la vie de ces dernières.

CONCLUSION

Dans ce mémoire, nous avons étudié le Conseil du statut de la femme avec l'intention de mieux comprendre le rôle de cet organisme gouvernemental dans le mouvement féministe entre 1973 et 1995. Pour ce faire, nous nous sommes posé plusieurs questions. Dans quelle mesure le Conseil a-t-il contribué au mouvement des femmes ? Comment est-il intervenu relativement à différentes revendications adressées par les féministes de l'époque ? Comment a-t-il voulu contribuer à l'amélioration de la vie des Québécoises ? Quel était le dialogue entre le CSF et les groupes de femmes ? Afin de répondre à ces questions, nous avons choisi d'analyser deux thématiques qui ont été au cœur des activités du Conseil pendant la période à l'étude, soit la santé des femmes et la conciliation famille-travail.

D'abord, il est possible d'affirmer que la création du Conseil a suscité plusieurs réactions. En effet, une réticence provenant des groupes et des militantes est présente, alors que la création du Conseil du statut de la femme est interprétée comme une sorte de « bonbon » donné aux femmes par le gouvernement pour les distraire de leurs revendications. La faiblesse des pouvoirs accordés au Conseil est la principale critique qu'on lui adresse alors. Plus tard, le refus de plusieurs groupes à participer à la consultation que le CSF mène en vue de l'élaboration de la politique d'ensemble permet de conclure que la méfiance envers l'organisme persiste. Surtout, nous constatons que plusieurs groupes attendaient de la part du Conseil des gestes concrets qui allaient avoir des impacts directs dans l'évolution de la condition féminine. Des études, les féministes n'en veulent plus ; elles souhaitent voir le gouvernement légiférer sur les congés de maternité,

l'avortement, les conditions de travail, etc. Des groupes de plusieurs horizons partagent cette opinion. C'est le cas, entre autres, de la FTQ, de l'AFÉAS, du Comité de la condition féminine des syndicats des professionnels du Québec, de la FFQ et du Comité des droits de la femme de la faculté de droit de l'Université de Montréal.

Par ailleurs, en dépit des critiques adressées au Conseil du statut de la femme, ce mémoire permet de reconnaître qu'une des principales forces de l'organisme réside dans le fait qu'il a les moyens et les ressources pour poser de nombreux gestes en vue de l'amélioration de la condition des femmes. Le mandat d'information du Conseil auprès de la population, et particulièrement des femmes, sera d'ailleurs au cœur de son action. La publication de *La Gazette des femmes*, mais surtout sa gratuité, a permis à l'organisme de véhiculer une grande quantité d'information. Aussi faut-il souligner les nombreuses études produites par le Conseil pendant la période étudiée. Si le Conseil a pu se permettre autant de publications, c'est parce qu'il avait un service de recherche entier à sa disposition et un budget qui lui permettait de le faire. Grâce à ses études, le CSF rend accessible beaucoup d'informations que pourront mobiliser par la suite d'autres groupes. L'analyse des journaux *La Presse* et *Le Devoir* nous a permis de constater que les publications du Conseil sont généralement mentionnées dans la presse québécoise, bien que leur visibilité ne soit pas toujours optimale.

Ce mémoire nous permet également de conclure que le Conseil a joué un rôle de soutien et d'appui auprès des groupes. Les exemples de ce rôle sont nombreux dans le présent mémoire. Entre autres, dans le dossier de la violence faite aux femmes, le CSF a participé activement à la mise sur pied de nombreuses maisons d'accueil et d'hébergement. Le service Consult-Action a d'ailleurs joué un rôle de premier plan dans

ce domaine, contribuant à la structuration de groupes et de ressources. Il a aussi offert de nombreuses formations aux maisons d'hébergement ainsi que du soutien dans la recherche de financement. Ces groupes et organismes féminins étant souvent précaires, le Conseil s'est affairé à leur venir en aide. Ajoutons que les entrevues que nous avons faites avec cinq femmes ayant travaillé au Conseil du statut de la femme nous ont confirmé que les relations du Conseil avec les groupes et les organisations féminines étaient la plupart du temps positives et elles s'inscrivaient dans une optique d'entraide. Ces éléments nous permettent alors de confirmer notre hypothèse selon laquelle le Conseil a entretenu un dialogue très enrichissant avec les groupes de femmes qui lui a permis de mieux saisir les réels besoins de ces derniers sur différents sujets.

Toujours par rapport aux groupes, mais aussi à la population en générale, il faut souligner le rôle du service Consult-Action qui a permis au Conseil de rester à l'affût des préoccupations et des enjeux soulevés par les femmes. Il y a, tout au long de la période à l'étude, une volonté de la part de l'organisme d'être en phase avec les questions de l'heure en matière de condition féminine. Le fait qu'il ait créé, en 1976, un service qui avait pour objectif d'aider les groupes est très révélateur, à notre avis, de son souci permanent d'inclure dans ses démarches l'ensemble des femmes du Québec. Les bureaux de Consult-Action en région ont permis au Conseil de prendre le pouls de ce qui se passait à l'extérieur de Montréal et de Québec. Ainsi, il a toujours formulé ses positions et ses recommandations à l'État de sorte qu'elles reflètent le plus possible les besoins et les intérêts des femmes. Le fait que le CSF traduit les demandes émanant du mouvement des femmes dans un langage politique modéré et recevable par les élus a donné une visibilité à ces dernières dans les réseaux de pouvoirs officiels, en plus de leur conférer une plus

grande crédibilité politique. Ainsi, nous considérons que le Conseil a agi comme intermédiaire entre le mouvement féministe québécois et l'appareil gouvernemental. Bien qu'il soit impossible de mesurer finement l'impact des pressions exercées par les groupes de femmes et l'organisme gouvernemental, tout indique que la combinaison de leurs efforts a permis de réels changements législatifs pendant la période que nous avons étudiée.

Ajoutons qu'en analysant les positions et les actions du Conseil du statut de la femme, nous souhaitons rendre compte de son féminisme et tenter de mieux le qualifier en regard des différents groupes actifs sur cette scène à la même époque. Rappelons que pour les historiennes du Collectif CLIO, entre autres, la création du Conseil du statut de la femme marquait la naissance du féminisme dit « institutionnel ». L'organisme a donc été associé à un féminisme beaucoup plus modéré sur l'échiquier idéologique, en comparaison à des groupes tels que le CLALG ou encore le FLF. Ce mémoire nous a permis de constater que, par sa volonté de représenter au mieux le mouvement féministe québécois, le Conseil a tenu des positions qui se rapprochaient parfois de celles du mouvement féministe radical. Toutefois, il a dû tempérer ses positions à plusieurs reprises, puis les traduire en recommandations qui étaient plus susceptibles d'être considérées par le gouvernement et de rencontrer aussi, une large accessibilité sociale. La position de l'organisme gouvernemental sur les Comités d'avortement thérapeutique révèle parfaitement cette stratégie. En effet, alors que les groupes plus radicaux exigent l'abolition complète de ces comités, le CSF choisit plutôt de proposer au gouvernement québécois la modification de leur composition, car il souhaite qu'ils soient plus représentatifs des femmes, mais surtout, qu'ils ne soient pas uniquement composés

d'hommes médecins. À l'opposé, la position du Conseil du statut de la femme sur les congés de maternité nous fournit un exemple où il refuse tout compromis. En effet, il s'est montré très insistant dans ce dossier, en répétant aux pouvoirs publics que tant que les femmes n'auront pas droit à un congé payé, il ne s'agira pas d'un véritable congé de maternité. Au vu de ces positions contrastées, il est plutôt difficile d'apposer une étiquette sur le Conseil du statut de la femme qui s'appliquerait à l'ensemble de la période.

La première décennie d'existence du CSF traduit un militantisme plutôt fort, alors qu'il s'intéresse à des sujets très chauds qui occupent une place centrale dans les revendications féministes. Tout comme le soulignait Chantal Maillé, le Conseil était alors dirigé par des présidentes qui avaient des liens forts avec le mouvement des femmes¹. L'impact des présidentes du Conseil est alors indéniable. De plus, la publication de la politique d'ensemble avait permis un intérêt marqué pour le Conseil, en plus de sensibiliser plusieurs femmes aux enjeux d'égalité. La coupure encourue par la nomination de Francine C. McKenzie à la tête de l'organisme, en ajout à un essoufflement plus général du mouvement féministe québécois dans les années 1980, a eu pour conséquence de changer la dynamique en son sein. Le Conseil a, par la suite, continué d'occuper un rôle important dans le mouvement des femmes, mais avec un militantisme peut-être moins marqué. Il faut également mentionner que, pendant cette période, plusieurs groupes locaux, régionaux et nationaux de services voient le jour entre autres dans les domaines de la santé, de l'avortement, de l'insertion sur le marché du travail, de

¹ Chantal Maillé, « Le Conseil du statut de la femme, un laboratoire d'idées au service de la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 28, n° 1 (automne 2019), p. 47.

l'éducation populaire et de la lutte contre la violence et l'isolement des femmes². À notre avis, ces groupes ont en quelque sorte pris le relai du CSF dans certains domaines, expliquant ainsi qu'il soit moins au-devant de la scène à compter du milieu des années 1980. Ses avis, ses études de même que ses positions ont tout de même continué d'avoir une grande notoriété auprès des femmes et des groupes, en étant des références pour ces derniers.

Pour conclure, cette étude du Conseil du statut de la femme entre 1973 et 1995 nous a permis de mettre en lumière le rôle de cet organisme gouvernemental dans le mouvement des femmes au Québec et de lui donner la place qui lui revient dans l'historiographie, considérant que sa contribution avait peu intéressé les chercheur.e.s jusqu'à présent. Dans ce mémoire, nous avons mis l'accent sur les grandes thématiques qui caractérisent la période : la contraception, l'avortement, la violence envers les femmes, les congés de maternité et les garderies. Nous croyons que cela a permis de dresser un portrait plutôt juste du rôle joué par le Conseil. Toutefois, plusieurs autres thématiques sur lesquels le CSF a travaillé gagneraient à retenir l'intérêt des chercheur.e.s. L'équité salariale, les technologies de reproduction, la violence et le sexisme dans les vidéoclips, la féminisation de la langue française, la reconnaissance du travail ménager, les publicités non-sexiste, les régimes de retraite, etc.; tous ces sujets ont été abordés par le Conseil à un moment ou autre.

Considérant que le Conseil du statut de la femme existe encore aujourd'hui, nous pouvons nous questionner sur la place et le rôle que ce dernier occupe présentement dans

² Francine Descarries, « Le mouvement des femmes québécois : état des lieux », *Cités*, Presses Universitaires de France, vol. 3, n° 23 (2005), p. 150.

une société québécoise où les enjeux de diversité et d'intersectionnalité sont au cœur des préoccupations de plusieurs mouvements, incluant le mouvement féministe. Dans son plan stratégique 2018-2021, le Conseil se montre très conscient de ces enjeux : « La multiplication des voix féministes, associée à la prise de conscience de la grande diversité des femmes au Québec, a complexifié les efforts pour faire disparaître les inégalités entre les sexes. [...] Pensons aux femmes autochtones, immigrantes, issues de la diversité ou vivant avec un handicap ainsi qu'aux femmes en situation de pauvreté ou peu scolarisées³. » Si l'organisme gouvernemental souhaite refléter la diversité du mouvement des femmes, peut-être faudrait-il songer à repenser son nom, de sorte qu'il ne se présente plus comme le Conseil du statut de la femme, mais comme celui de toutes les femmes.

³ Conseil du statut de la femme, *Plan stratégique 2018-2021*, Gouvernement du Québec, 2018, p. 9.

BIBLIOGRAPHIE

1. Sources

1.1. Fonds d'archives

Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ), Centre de Québec, E99, Fonds Conseil du statut de la femme, 1964-2010.

Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ), Centre du Vieux-Montréal, P642, Fonds Comité de lutte pour l'avortement libre et gratuit, 1974-1978.

Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ), Centre du Vieux-Montréal, E99, Fonds Conseil du statut de la femme, 1964-2010.

1.2. Publications gouvernementales

Canada, Comité sur l'application des dispositions législatives sur l'avortement. *Rapport du Comité sur l'application des dispositions législatives sur l'avortement (Rapport Badgley)*. Ottawa, Approvisionnement et Services Canada, 1977.

Commission royale d'enquête sur la situation de la femme au Canada. Ottawa, Gouvernement du Canada, 1970, 488 p.

Conseil de la famille et de l'enfance. *La politique familiale au Québec : visée, portée, durée et rayonnement*. Québec, mars 2008 [décembre 2007], 76 p.

Conseil du statut de la femme. *30 ans de présence et d'action pour une société plus égalitaire*. Québec, Conseil du statut de la femme, 2003, 47 p.

Conseil du statut de la femme. *40 ans de présence et d'action. À travers l'œuvre de ses présidentes*. Québec, Conseil du statut de la femme (Direction des communications), 2013, 50 p.

Conseil du statut de la femme. *Avis pour une politique québécoise de congés parentaux*. Québec, Conseil du statut de la femme, 1990, 28 p.

Conseil du statut de la femme. *Avis sur la condition des femmes au regard de la famille*. Québec, Conseil du statut de la femme, 1985, 160 p.

Conseil du statut de la femme. *Avis sur la politique familiale – section relative au soutien économique aux familles*. Québec, Conseil du statut de la femme, 1984, 34 p.

Conseil du statut de la femme. *L'accessibilité aux services de contraception et d'avortement*. Québec, Conseil du statut de la femme, 1992, 51 p.

Conseil du statut de la femme. *La question de l'avortement au Québec*. Québec, Conseil du statut de la femme, 1988, 49 p.

Conseil du statut de la femme. *Plan stratégique 2018-2021*, Gouvernement du Québec, 2018, 21 p.

- Conseil du statut de la femme. *Pour les Québécoises : égalité et indépendance*. Québec, Éditeur officiel du Québec, 1978, 388 p.
- Conseil du statut de la femme. *Pour que cesse l'inacceptable : Avis sur la violence faite aux femmes*. Québec, Conseil du statut de la femme, 1993, 115 p.
- Conseil du statut de la femme. *Rapport annuel 1973-1974*. Québec, Éditeur officiel du Québec, 1974, 34 p.
- Conseil du statut de la femme. *Rapport annuel 1974-1975*. Québec, Éditeur officiel du Québec, 1975, 32 p.
- Conseil du statut de la femme. *Rapport annuel 1975-1976*. Québec, Éditeur officiel du Québec, 1976, 39 p.
- Conseil du statut de la femme. *Rapport annuel 1976-1977*. Québec, Éditeur officiel du Québec, 1977, 37 p.
- Conseil du statut de la femme. *Rapport annuel 1977-1978/1978-1979*. Québec, Éditeur officiel du Québec, 1980, 44 p.
- Conseil du statut de la femme. *Rapport annuel 1979-1980/1980-1981*. Québec, Éditeur officiel du Québec, 1982, 50 p.
- Conseil du statut de la femme. *Rapport annuel 1981-1982*. Québec, Éditeur officiel du Québec, 1983, 35 p.
- Conseil du statut de la femme. *Rapport annuel 1982-1983*. Québec, Éditeur officiel du Québec, 1984, 33 p.
- Conseil du statut de la femme. *Rapport annuel 1983-1984*. Québec, Éditeur officiel du Québec, 1985, 39 p.
- Conseil du statut de la femme. *Rapport annuel 1984-1985/1985-1986*. Québec, Éditeur officiel du Québec, 1986, 33 p.
- Conseil du statut de la femme. *Rapport annuel 1986-1987*. Québec, Éditeur officiel du Québec, 1987, 27 p.
- Conseil du statut de la femme. *Rapport annuel 1987-1988*. Québec, Éditeur officiel du Québec, 1988, 29 p.
- Conseil du statut de la femme. *Rapport annuel 1988-1989*. Québec, Éditeur officiel du Québec, 1989, 28 p.
- Conseil du statut de la femme. *Rapport annuel 1989-1990*. Québec, Éditeur officiel du Québec, 1990, 26 p.
- Conseil du statut de la femme. *Rapport annuel 1990-1991*. Québec, Éditeur officiel du Québec, 1991, 27 p.
- Conseil du statut de la femme. *Rapport annuel 1991-1992*. Québec, Éditeur officiel du Québec, 1992, 30 p.

Conseil du statut de la femme. *Rapport annuel 1992-1993*. Québec, Éditeur officiel du Québec, 1993, 32 p.

Conseil du statut de la femme. *Rapport annuel 1993-1994*. Québec, Éditeur officiel du Québec, 1994, 31 p.

Conseil du statut de la femme. *Rapport annuel 1994-1995*. Québec, Éditeur officiel du Québec, 1995, 31 p.

Conseil du statut de la femme. *Rapport annuel 1995-1996*. Québec, Éditeur officiel du Québec, 1996, 35 p.

Ministère de la Santé et des Services sociaux. *Orientations ministérielles en matière de planification des naissances*. Gouvernement du Québec, Québec, 1995, 32 p.

Office des services de garde à l'enfance et Secrétariat à la famille. *Rapport annuel 1996-1997*. Québec, Les publications du Québec, 1997, p. 9.

Articles de journaux

« À quand les congés de maternité? (CSF) ». *Le Devoir*, 25 août 1977, p. 7.

« Colloque sur la violence : l'heure n'est plus au silence complice, mais à la dénonciation ». *La Presse*, 2 octobre 1979, p. C3.

« Congés maternité : les Québécoises s'impatientent! ». *La Presse*, 25 août 1977, p. D2.

« Denis Lazure : “ Avortement : Le CSF demande à Lazure de réviser la décision de la RAMQ ” ». *La Presse*, 16 août 1979, p. D3.

« Le Conseil de la femme favorable à l'avortement dans les 12 premières semaines de la grossesse ». *Le Devoir*, 10 juillet 1975, p. 13.

« Le Conseil du statut de la femme prend position sur l'avortement ». *La Presse*, 10 juillet 1975, p. C2.

« Le CSF nie toujours des droits au fœtus », *Le Devoir*, 28 juillet 1989, p. 3.

« Service d'avortement. Le Conseil presse le ministre Lazure de régler l'impasse ». *La Presse*, 12 septembre 1980, p. A10.

AUGER, Michel C.. « La Cour suprême déclare la législation canadienne inconstitutionnelle. L'avortement n'est plus un crime ». *Le Devoir*, 29 janvier 1988, p. 1 et 10.

BEAUCHAMP, Nicole. « La maternité demeure au centre des débats ». *La Presse*, 31 octobre 1978, p. A9.

BELZILE, Mélanie. « Une femme d'action ». *Gazette des femmes*, vol. 30, n°3 (novembre-décembre 2008), p. 10-13.

- BERTHAULT, Madeleine. « La dépendance de l'épouse est inscrite dans nos lois ». *La Presse*, 1^{er} novembre 1978, p. A9.
- BOILEAU, Josée. « La crise budgétaire n'est pas une excuse, estime le Conseil du statut de la femme ». *Le Devoir*, 27 avril 1993, p. A2.
- BROSSEAU, Cécile. « Pour les Québécoises : égalité et indépendance ». *La Presse*, 24 octobre 1978.
- CARRIER, Micheline. « Des colloques sur la violence ». *Le Devoir*, 2 novembre 1979, p. 5.
- Conseil du statut de la femme. « Québécoises parlez... Action-Femmes vous écoute! ». *La Presse*, 30 octobre 1974, p. E12.
- DAGENAIS, Angèle. « Culture : le mythe de la civilisation des loisirs ». *Le Devoir*, 30 octobre 1978, p. 11.
- DES RIVIÈRES, Paule. « Éducation : des stéréotypes se perpétuent ». *Le Devoir*, 30 octobre 1978, p. 11.
- ÉMOND, Ariane. « La FFQ se dit satisfaite du Conseil du statut de la femme ». *La Presse*, 13 juillet 1973, p. C9.
- GAGNON, Lysiane. « Gros automne pour les femmes ». *La Presse*, 22 août 1979, p. A2.
- GAGNON, Lysiane. « L'ordonnance des congés de maternité de constitue qu'un minimum pour le CSF ». *La Presse*, 3 août 1978, Montréal, p. A7.
- JANNARD, Maurice. « La plus grande victoire des femmes depuis l'obtention du droit de vote. Les groupes de femmes jubilent ». *La Presse*, 29 janvier 1988, p. B1.
- LAURIER, Marie. « Santé mentale : un véritable signal d'alarme ». *Le Devoir*, 30 octobre 1978, p. 11.
- LEBEL, Andrée. « Les femmes doivent apprendre à jouer de nouveaux rôles ». *La Presse*, 30 octobre 1978, p. A7.
- MARINIER, Raymonde. « Le statut de la femme ». *La Presse*, 3 mai 1973, p. A4.
- MORRIER, Bernard. « 12 colloques pour mieux combattre la violence ». *Le Devoir*, 6 septembre 1979, p. 7.
- MORRIER, Bernard. « Lancement des colloques régionaux sur la violence. Bédard prépare une vaste campagne anti-violence ». *Le Devoir*, 19 septembre 1979, p. 7.
- RICHER, Anne. « Essai sur la santé des femmes : analyse féministe sur la "maladie" des femmes ». *La Presse*, 7 juillet 1981, p. B5.
- RICHER, Jocelyne. « Le CSF prône une politique d'ensemble pour contrer la violence faite aux femmes ». *La Presse*, 27 avril 1993, p. A14.

- ROBERGE, Huguette. « Les groupes féminins acceptent mal le choix de Québec et le sort réservé à la consultation ». *La Presse*, 29 mars 1984, p. A14.
- ROWAN, Renée. « L'impasse des cliniques dites Lazure ». *Le Devoir*, 22 septembre 1980, p. 11.
- ROWAN, Renée. « La Fédération des femmes entend utiliser SON conseil », *Le Devoir*, 13 juillet 1973, p. 13.
- ROWAN, Renée. « Le conseil du statut de la femme travaille trop en vase clos ». *Le Devoir*, 27 mai 1974, p. 3.
- ROWAN, Renée. « Le RAIF publie un livre rouge sur la condition féminine ». *Le Devoir*, 4 décembre 1979, p. 7.
- ROWAN, Renée. « Le rapport du CSF recommande la désexisation des rôles ». *Le Devoir*, 24 octobre 1978, p. 3.
- ROWAN, Renée. « Les femmes sont absentes des structures du pouvoir au Québec », *Le Devoir*, 30 octobre 1978, p. 11.
- SAINT-JEAN, Nicole. « La pilule du lendemain ». *La Gazette des femmes*, vol. 3, n°3, septembre 1981, p. 26.
- SAINT-JEAN, Nicole. « La pilule du lendemain ». *La Gazette des femmes*, vol. 3, n° 3 (septembre 1981), p. 26.
- TARDIF, Germain. « Colloque sur la violence ». *La Presse*, 16 novembre 1979, p. D12.
- TASSO, Lily. « Action-Femmes, à portée de téléphone des Québécoises ». *La Presse*, 27 septembre 1974, p. A15.
- TASSO, Lily. « Le “ revenu d'appoint ” est un mythe : la femme travaille pour gagner sa vie ». *La Presse*, 2 novembre 1978, p. A10.

II. Ouvrages généraux

- BAILLARGEON, Denyse. *Brève histoire des femmes au Québec*. Montréal, Boréal, 2012, 288 p.
- BEAULIEU, André, et HAMELIN, Jean. *La presse québécoise des origines à nos jours, Tome 3, 1880-1895*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1977, 421 p.
- BEAULIEU, André, et HAMELIN, Jean. *La presse québécoise des origines à nos jours, Tome 4, 1896-1910*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1979, 418 p.
- LE COLLECTIF CLIO, *L'histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles*. Montréal, Le Jour, 1992 (1982), 646 p.

LINTEAU, Paul-André, René DUROCHER, Jean-Claude ROBERT et François RICARD. *Histoire du Québec contemporain, Tome II, Le Québec depuis 1930*. Éditions du Boréal, coll. « Boréal compact », Montréal, 1989, 834 p.

III. Études

3.1. Monographies

BAILLARGEON, Denyse. *Un Québec en mal d'enfants : la médicalisation de la maternité, 1910-1970*. Montréal, Éditions du Remue-Ménage, 2004, 376 p.

BARRY, Francine. *Le travail de la femme au Québec. L'évolution de 1940 à 1970*. Montréal, Les Presses de l'Université du Québec, 1977, coll. « Histoire des travailleurs québécois », n° 6, 80 p.

DESMARAIS, Louise. *La bataille de l'avortement. Chronique québécoise*. Montréal, Éditions du Remue-Ménage, 2016, 547 p.

DUMONT, Micheline et Louise TOUPIN. *La pensée féministe au Québec. Anthologie (1900-1985)*. Montréal, Éditions du Remue-Ménage, 2003, 752 p.

LAMOUREUX, Diane. *Fragments et collages : essai sur le féminisme québécois des années 1970*. Montréal, Éditions du Remue-Ménage, 1986, 168 p.

LAMOUREUX, Diane. *Les possibles du féminisme. Agir sans « nous »*. Montréal, Éditions du Remue-Ménage, 2016, 280 p.

LAMOUREUX, Jocelyne, Michèle GÉLINAS et Katy TARI. *Femmes en mouvement. Trajectoires de l'Association féminine d'éducation et d'action sociale, AFEAS, 1966-1991*. Montréal, Éditions du Boréal, 1993, 263 p.

LEMIEUX, Denise et Michelle COMEAU. *Le mouvement familial au Québec 1960-1990*. Québec, Les Presses de l'Université du Québec, 2002, 297 p.

O'LEARY, Véronique et Louise TOUPIN. *Québécoises deboutte, tome 1 : Une anthologie de textes du Front de libération des femmes (1969-1971) et du Centre des femmes (1972-1975)*. Montréal, Éditions du Remue-Ménage, 1982, 212 p.

RIVARD, Andrée. *De la naissance et des pères*, Montréal, Éditions du Remue-Ménage, 2016, p. 47.

RIVARD, Andrée. *Histoire de l'accouchement dans un Québec moderne*. Montréal, Éditions du Remue-Ménage, 2014, 450 p.

WALLENBORN, Hélène. *L'historien, la parole des gens et l'écriture de l'histoire : le témoignage à l'aube du XXI^e siècle*. Loverval, Éditions Labor, 2006, 195 p.

3.2. Mémoires et thèses

ROBERT, Camille. « “ Toutes les femmes sont d’abord ménagères ” : Discours et mobilisations des féministes québécoises autour du travail ménager (1968-1985) ». Mémoire de maîtrise (histoire), Université du Québec à Montréal, 2017, 164 p.

TRUDEL, Flavie. « L’engagement des femmes en politique au Québec : Histoire de la Fédération des femmes du Québec de 1966 à nos jours ». Thèse de doctorat (histoire), Université du Québec à Montréal, 2009, 510 p.

3.3. Articles de périodiques, chapitre de livre et autres

Association canadienne pour la liberté de choix et Fédération du Québec pour le planning des naissances. *Le point sur les services d’avortement au Québec*. Ottawa et Montréal, 2010, 73 p.

B.-DANDURAND, Renée et Marianne KEMPENEERS. « Femmes et politiques familiales entre l’ambivalence et l’implication ». *Santé mentale au Québec*, vol. 15, n° 1 (juin 1990), p. 85-99.

BAILLARGEON, Denyse. « Histoire orale et histoire des femmes : itinéraires et points de rencontre ». *Recherches féministes*, vol. 6, n° 1 (1993), p. 53-68.

BAILLARGEON, Denyse. « Les politiques familiales au Québec. Une perspective historique ». *Lien social et Politiques*, n°36 (automne 1996), p. 21-32.

BEAUDET, Pierre. « La radicalisation des mouvements sociaux dans les années 1970 ». *Bulletin d’histoire politique*, vol. 19, n° 2 (hiver 2011), p. 97-117.

BEAUDRY, Micheline. « Les maisons de femmes battues : du groupe autonome à la prise en charge par l’État ». *Revue internationale d’action communautaire*, n° 6 (automne 1981), p. 151-159.

BEAULIEU, Nicole et Marie-Josée DES RIVIÈRES. « *La Gazette des femmes*. Mine d’or encore inexploitée par la recherche féministe ». *Recherches féministes*, vol. 13, n°2 (2000), p. 137-144.

BELZILE, Mélanie. « Une femme d’action ». *Gazette des femmes*, vol. 30, n° 3 (novembre-décembre 2008), p. 10-13.

BLAIS, Mélissa, Laurence FORTIN-PELLETIER, Ève-Marie LAMPRON et Geneviève PARÉ. « Pour éviter de se noyer dans la (troisième) vague : réflexions sur l’histoire et l’actualité du féminisme radical ». *Recherches féministes*, vol. 20, n°2 (2007), p. 141-162.

- CAOINETTE, Marilyne. « L'affaire Daigle contre Tremblay : le temps comme moteur du débat social au Québec à la fin des années 1980 ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 72, n° 3 (hiver 2019), p. 73-95.
- CORBEIL, Christine et Francine DESCARRIES. « La famille : une institution sociale en mouvance ». *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 16, n° 1 (2003), p. 16-26.
- CRIBIER, Françoise et Élise FELLER. « La collecte et la conservation des sources orales : un enjeu pour l'histoire des femmes ». Dans THÉBAUD, Françoise et Geneviève DERMENJIAN, dir. *Quand les femmes témoignent. Histoire orale. Histoire des femmes. Mémoire des femmes*. Paris, Publisud, 2009, p. 84.
- DESCARRIES, Francine. « Le mouvement des femmes québécois : état des lieux ». *Cités*, Presses Universitaires de France, vol. 3, n° 23 (2005), p. 143-154.
- DUHAIME, Vincent. « “ Les pères ont ici leur devoir ” : le discours du mouvement familial québécois et la construction de la paternité dans l'après-guerre, 1945-1960 ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 57, n° 4 (printemps 2004), p. 535-566.
- GRANGER, Denise. « Réflexion sur les enjeux sociaux de la politique québécoise des garderies des années 1970-1982 ». *Sociologie et société*, vol. 19, n° 1 (avril 1987), p. 73-82.
- LAVIGNE, Marie. « Structures institutionnelles en condition féminine – Le cas du Conseil du statut de la femme du Québec ». Dans ANDREW, Caroline, et Sanda RODGERS, dir. *Les femmes et l'État canadien, Montréal et Kingston*, McGill Queen's University Press, 1997, p. 228-240.
- LÉVESQUE, Andrée. « Réflexion sur l'histoire des femmes dans l'histoire du Québec ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 51, n° 2 (automne 1997), p. 271-284.
- MAILLÉ, Chantal. « Le Conseil du statut de la femme, un laboratoire d'idées au service de la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes ». *Bulletin d'histoire politique*, vol. 28, n° 1 (automne 2019), p. 43-62.
- STOFFEL, Sophie. « Le féminisme d'État, une notion polysémique au service de la représentation politique ». *Revue française de science politique*, vol. 59, n° 2 (avril 2009), p. 359-365.
- TOUPIN, Louise. « Les courants de pensée féministe », dans *Qu'est-ce que le féminisme ? Trousse d'information sur le féminisme québécois des vingt-cinq dernières années* [En ligne]. Montréal, Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine/Relais-femmes, 1997, 34 p. Consulté le 14 juillet 2020. http://classiques.uqac.ca/contemporains/toupin_louise/courants_pensee_feminist_e/courants_pensee.html
- TOUPIN, Louise. « Une histoire du féminisme est-elle possible ? ». *Recherches féministes*, vol. 6, n° 1 (1993), p. 25.